هكذا من الاصل

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 696 — DERNIERE EDITION — DIMANCHE 5 — LUNDI 6 SEPTEMBRE 1982



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,350 DL ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'assassinat du général Dalla Chiesa

Serviteur de l'État

Ce que les Brigades rouges et d'autres organisations terroristes italiennes n'avaient pu mener à bien au cours d'années d'une lutte sans merci, une autre forme de terrorisme, plus ancienne et plus expérimentée, il est vrai, l'a réalisé en quelques mois : tuer l'homme qui symbolisait la lutte de l'État contre la subversion ou les féodalités armées.

Il est certes trop tôt, en l'état actuel de l'enquête sur le double assassinat de Palerme, pour affirmer de façon catégorique que les meurtriers du général Dalla Chiesa, de sa femme et de son garde du corps appartiennent bel et bien à la *Mafia*, comme différents signes le laissent croire aux policiers. De même s'interrogera-t-on sur le fait que la responsabilité de l'attentat ait été revendiquée par le « parti de la guérilla », dont la naissance avait été annoncée par un détenu membre des Brigades rouges durant le procès des assassins d'Aldo Moro, en avril dernier à Rome.

Cette revendication n'est d'ailleurs nullement incompatible avec une responsabilité de la Mafia dans l'exécution même des victimes. On a peine à croire toutefois que la puissante organisation sicilienne, poursuivant de tout autres fins, lie son sort durablement à un terrorisme politique qu'elle avait jusqu'alors empêché de s'implanter dans l'île : les « mafiosi » n'ont rien de commun avec des idéalistes dévoyés, et furent *toujours du côté du conservatisme* le plus vigilant.

Au-delà des responsabilités précises dans cette sanglante affaire, c'est évidemment à un symbole que se sont attaqués les tueurs et leurs éventuels commanditaires. D'abord celui de la lutte anti-terroriste, menée par le général dans le nord du pays avec un succès sinon *total*, du moins incontestable.

Mais le général Dalla Chiesa était aussi, par sa personnalité, par ses origines familiales et géographiques, par le profil de sa carrière, l'archétype de ces grands serviteurs de l'Etat souvent issus, comme lui, de l'Italie du Nord, et marqués par leurs traditions de rigueur, *d'intégrité, de dévouement* au bien public.

Son nom vient s'ajouter à la longue liste des fonctionnaires italiens — soldats, policiers, magistrats — qui, avec de nombreux hommes politiques, ont payé de leur vie leur engagement au service de la démocratie. Il est d'ailleurs remarquable que l'Etat italien, *dont on dénonce souvent* — et non sans raison — la déliquescence, ou les compromissions, continue en même temps de disposer de serviteurs de cette qualité, et tout simplement de ce courage. Tout comme la presse de la péninsule, qui a, elle aussi, payé, sans se laisser intimider, dans ses condamnations du terrorisme, son tribut sanglant à la lutte commune.

Le « défi mortel lancé par la Mafia à l'Etat démocratique », selon les mots du président du conseil, M. Spadolini, a atteint « un niveau absolument intolérable », a déclaré le president Pertini. Ce défi n'est certes pas nouveau. Avec le redoutable Mori, surnommé le « préfet de fer », le fascisme, usant de moyens auxquels le régime libéral ne peut évidemment recourir, n'avait pu en venir à bout tant les complicités et protections, aux niveaux les plus élevés du monde politique, étaient nombreuses et efficaces.

L'Italie, aux prises avec de nouveaux fléaux, ne risque *pas d'« oublier Palerme »*. Des hommes comme le général Dalla Chiesa interdisent, en tout cas, qu'on se gausse d'un Etat qui, si faible soit-il, n'est *pas abandonné par ses serviteurs*.

La police italienne paraît certaine de la culpabilité de la Mafia

L'annonce de l'assassinat du général Dalla Chiesa et de sa femme, vendredi soir 3 septembre à Palerme (Sicile), a provoqué une intense émotion en Italie. Coordonnateur de la lutte anti-terroriste depuis 1978, le général avait été chargé, au printemps dernier, de diriger les opérations contre la Mafia.

L'état actuel de l'enquête ne permet pas encore de déterminer formellement si c'est bien l'organisation sicilienne qui est l'auteur de l'attentat, dont la responsabilité a été revendiquée par le « parti de la guérilla ». Mais la police paraît certaine de la culpabilité de a Mafia.

De notre correspondant

Rome. — C'est en plein centre de Palerme, vers 21 h 30, que la voiture du général Dalla Chiesa, conduite par sa femme, a été prise sous le feu croisé d'agresseurs circulant en motocyclette et à bord de deux automobiles. Le policier, qui suivait dans un autre véhicule, n'a pas eu le temps d'intervenir ; atteint par les projectiles, il était samedi matin dans un état de coma profond.

Le général, qui dans un ultime geste a essayé de *protéger* sa femme de son corps lorsque les agresseurs ont commencé à tirer, a été tué sur le coup. Sa femme est décédée quelques minutes plus tard, à l'hôpital. Elle était venue chercher son mari à la préfecture et ils rentraient à leur résidence de Villa Paino, à environ 1 kilomètre de la Via Isidoro-Carini, où a eu lieu l'attentat.

Selon les témoins, les agresseurs en moto, qui suivaient les deux voitures, dont aucune n'était blindée, ont commencé à ouvrir le feu dès qu'ils se sont trouvés à la hauteur de l'automobile du général. De l'autre côté de la rue, partait également une *fusillade*. Une quarantaine de douilles ont été retrouvées sur les lieux. Les agresseurs ont utilisé des armes automatiques, dont un AK-47 de fabrication soviétiques. Toute la *scène n'a pas duré* plus de trente secondes.

Une des voitures et la moto de forte cylindrée utilisées par les agresseurs ont été retrouvées en flammes à quelques kilomètres. A 22 h 30, un appel à un journal de Messine revendiquait la responsabilité de l'attentat au nom d'un *« parti de la guérilla »*. Pour la police, cependant, ce double assassinat en est sûrement l'œuvre de la Mafia. Le plus troublant, dans cette affaire, est la faible protection dont disposait le général.

A peine la nouvelle était-elle connue que régnait à la présidence du conseil une fébrilité comparable à celle qui avait suivi l'enlèvement de M. Moro. M. Spadolini a réuni ses plus proches collaborateurs et devant se rendre ce samedi à Palerme, le président de la République rentrant pour sa part de toute urgence à Rome.

Que la Mafia ou les terroristes en soient l'auteur, l'assassinat de M. Dalla Chiesa est un nouveau défi à l'Etat démocratique. Pour les Italiens, sa mort est aussi l'effondrement d'un espoir. L'homme incarnait, en effet, la lutte contre toutes les délinquances organisées. Depuis qu'il avait été nommé préfet de Palerme, le 3 avril, la Mafia savait qu'elle avait en face d'elle un adversaire de taille, irréductible. Sa femme et lui-même auront été les cent deuxième et cent troisième victimes de l'organisation sicilienne depuis le début de l'année, qui viennent s'ajouter à la longue liste des personnalités officielles (hauts fonctionnaires et hommes politiques) assassinées par la Mafia ces dernières années

Le général Dalla Chiesa, homme du Nord né à Saluzzo et élevé dans les principes rigides d'une famille militaire, avait justement commencé sa carrière en Sicile comme commandant d'une brigade spéciale chargée de la lutte contre la Mafia.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 3.)

L'assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale

Les pays du tiers-monde évoquent la menace d'effondrement des échanges et du système financier international

L'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale s'ouvrira, lundi 6 septembre à Toronto, dans une atmosphère assombrie par la faillite, de fait, de plusieurs des pays du tiers-monde, et en premier lieu du Mexique.

Les ministres de l'économie et des finances des cinq (États-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Japon) ont tenu, vendredi soir à *Toronto, leur traditionnelle et « secrète »* réunion préliminaire de travail à l'occasion d'un diner. Le secrétaire américain au Trésor, M. Regan, aurait proposé à ses partenaires la création auprès du F.M.I. d'une nouvelle facilité d'emprunt destinée à porter aide aux cas les plus urgents risquant de déstabiliser le système bancaire international.

Les ministres des finances des pays en voie de développement ont de leur côté affirmé vendredi que « l'ensemble du système international, commercial et financier, pourrait s'effondrer » si des mesures ne sont pas prises pour « renverser » les « tendances défavorables » actuelles.

L'élément « majeur » du programme de redressement *qu'ils souhaitent voir formuler*, « devrait être un effort concerté de la part des pays industrialisés pour raviver leurs économies, éliminer les barrières protectionnistes au commerce mondial, réduire leurs dépenses *militaires* et *rediriger les ressources ainsi dégagées* vers l'aide aux pays en développement ».

Un climat de faillite

par PAUL FABRA

Il n'y a pas longtemps que les ministres des finances, les gouverneurs de banques centrales et les nombreux banquiers privés qui ont l'habitude d'assister à l'assemblée générale du fonds monétaire et de la banque mondiale trouvaient annuellement dans cette réunion une *source de réconfort*. Les discours officiels et les confidences des experts abondaient en idées rassurantes et en projets prometteurs.

Les sombres prévisions de quelques prophètes de malheur qui annonçaient sans vergogne que le système d'endettement dans lequel on s'engageait finirait nécessairement mal, leur apparaissaient irréelles, au vu des analyses « sérieuses » fondées sur des modèles savants. Cassandre était ignorée ou facilement ridiculisée par les économistes du fonds capables d'extrapoler les statistiques *sur de longues périodes* et de présenter des plans de plus en plus sophistiqués destinés à assurer les passages difficiles.

Tour à tour on a présenté comme autant de planches de *salut* l'émission des droits de tirage spéciaux (destinés à se substituer à l'or), le recyclage indéfini des surplus de l'OPEP, la diversification des monnaies de réserve (afin de « soulager *le fardeau » du dollar*).

Il est vrai que depuis l'abandon d'un cours fixe pour le dollar en 1973 (généralisation des taux de change flottants) et la création du « serpent » *européen puis du S.M.E.* (1978), le Fonds monétaire a pratiquement cessé de jouer un rôle dans la gestion des grandes monnaies, à l'exception de quelques opérations de sauvetage, comme celle de la livre sterling en 1976.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Dialectique

Le pouvoir socialiste en est à son deuxième budget.

Le budget de 1982 était celui du changement. La droite l'avait jugé « laxiste ». La gauche le trouvait de gauche.

Le projet de budget pour 1983 marque un changement de cap. Il ne déplait pas à la droite. La gauche le trouve trop rigoureux.

Les oscillations de la dialectique budgétaire devraient se stabiliser au cours des prochaines années. Au centre.

BRUNO FRAPPAT.

L'« AFFAIRE » DU GAZODUC

Les Européens cherchent une réponse commune aux sanctions américaines

Les quatre pays européens dont des sociétés ont été frappées ou sont menacées de sanctions américaines pour avoir brisé l'embargo technologique décrété par Washington à l'encontre de l'U.R.S.S. ont commencé d'étudier diverses *mesures de compromis*.

Réunis, le 3 septembre à Londres, des hauts fonctionnaires britanniques, français, ouest-allemands et italiens ont envisagé diverses options pour parvenir à la levée des sanctions américaines.

Le ministère britannique des affaires étrangères a fait savoir que les quatre pays souhaitaient s'entretenir rapidement avec l'administration Reagan de cette querelle transatlantique, mais qu'aucune décision ferme n'avait été prise.

Une réunion groupant les ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne, de France, de République fédérale d'Allemagne et d'Italie est envisagée, le jeudi 9 septembre, à Copenhague.

Cette « affaire » de gazoduc a mis en lumière la dépendance technologique de la France dans ce domaine.

L'inquiétante dépendance technologique de la France

par BRUNO DETHOMAS

Un gouvernement socialiste ne pouvait rêver plus belle épreuve que celle que lui impose l'administration américaine à propos du *gazoduc euro-sibérien*. Comme si le président Reagan avait voulu justifier d'un seul trait toutes les critiques que porte depuis des années le P.S. au système capitaliste et à l'hégémonisme américain.

Rarement en effet l'impérialisme américain à l'égard de l'Europe n'aura été plus flagrant. Le vice-président Bush ne s'en est nullement caché lorsqu'il disait à l'adresse des Européens : *« Désolé, les Etats-Unis sont les dirigeants du monde libre et sous ce gouvernement* [de M. Reagan] *nous recommencerons à agir comme tel. »*

Qu'importe que le libre échange, le respect des engagements contractuels — traduction du libéralisme sur le plan du commerce international dont se réclament pourtant les Américains — soient bafoués. La Maison Blanche a décrété pour l'Europe — et contre son avis — où réside l'intérêt occidental.

Le rôle des multinationales, ces sociétés soi-disant apatrides qui promènent usines et trésoreries au gré du profit maximum, est aussi apparu pour le moins ambigu.

Ainsi pour Dresser France. Voilà une filiale à 100 % de Dresser Industries, société spécialisée notamment dans le traitement des hydrocarbures et les équipements miniers, qui est installée dans plus de cent pays et a réalisé à l'étranger 42 % de ses 4,2 milliards de chiffre d'affaires en 1981.

Lorsque le 18 juin le président Reagan a étendu son embargo technologique aux filiales des compagnies américaines et aux sociétés étrangères sous licence américaine, la firme s'est immédiatement exécutée. Elle en a l'habitude : depuis 1948 le département du commerce l'a empêchée à plusieurs reprises de vendre des équipements (notamment une usine de liquéfaction de gaz) à l'Union soviétique.

(Lire la suite page 11.)

La guerre du Golfe

BAGDAD AFFIRME AVOIR « DÉTRUIT » DEUX PÉTROLIERS ET DEUX CARGOS

Lire page 14

INAUGURATION DU MUSÉE RENÉ-CHAR

La demeure du poète

« Transmettez à René Char mon salut fraternel », avait dit M. François Mitterrand à M. Jack Lang l'autre soir, sur l'Acropole. Mission remplie. Vendredi soir, à l'Isle-sur-la-Sorgue, l'inauguration du centre d'études et de recherches, René Char a pris les dimensions d'un événement national. Mieux qu'un *témoignage d'admiration*, sincère d'ailleurs, ce message auquel le ministre de la culture s'est pleinement et lyriquement associé, est porteur d'intentions plus précises. Le pouvoir culturel semble vouloir *enrôler le poète*. Qui mieux que l'auteur des « Feuillets d'hypnos » pourrait, avec générosité et bonheur, a dit M. Lang, « exprimer nos désirs » ? Et toujours en son nom et en celui du chef de l'Etat le ministre a poursuivi en s'adressant à René Char : « Si nous voulions choisir une voix pour exprimer ce qu'est notre programme, les idées qui l'inspirent, c'est vous que nous choisirions ». C'est de l'appel à la vie qu'il s'agit : « Il n'est nullement question de faire de vous un poète officiel », précise le ministre, qui insiste : un appel aux forces de vie, de création.

M. Jack Lang venait de visiter le musée en compagnie du poète, et du conservateur, Mme Anne Hugues. Auparavant, M. Battini, maire de l'Isle-sur-la-Sorgue, avait remercié les pouvoirs publics de l'aide apportée pour rénover l'hôtel de Compredon et précisé que la réalisation actuelle n'était que la première pierre d'un musée-bibliothèque destiné à abriter un fonds important pour l'étude de la poésie et de la pensée contemporaine.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Lire la suite page 7.)

Le Monde du lundi 6 septembre (daté 7 septembre) PUBLIERA 23 PAGES D'OFFRES D'EMPLOIS

Le Monde

étranger

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT APRÈS LA GUERRE DU LIBAN

Tandis que l'incertitude subsistait, ce samedi 4 septembre, sur l'ouverture — prévue pour lundi — du sommet arabe de Fès, M. Arafat réunissait à Tunis, en conseil central, d'autres dirigeants palestiniens, afin, nous indique notre correspondant Michel Deuré, de mettre au point la position de l'Organisation de libération de la Palestine en vue du sommet arabe appelé, en principe, à se tenir dès lundi 6 septembre à Fès. L'O.L.P. doit définir son attitude à l'égard du « plan Reagan », considéré avec intérêt par de proches collaborateurs de M. Arafat, notamment M. Kaddoumi, mais déjà rejeté par d'autres responsables palestiniens comme MM. Habache et Hawatmeh. Le président de l'O.L.P. est arrivé en Tunisie, venant de Grèce, à bord d'un avion spécial de Tunis Air, escorté à tour de rôle par des appareils des aviations grecque, française, italienne et tunisienne. Il a été accueilli à l'aéroport de Carthage par le président Bourguiba et par des éléments du contingent palestinien stationné depuis une semaine à Bizerte. Un dernier groupe de soixante et onze combattants palestiniens a quitté le même jour Beyrouth à destination d'Athènes.

● AU CAIRE, où le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, se trouve depuis vendredi, après s'être rendu au Liban et en Israël, le grand journal populaire officieux « El Akhbar » a, le même jour, jugé « positif » et « courageux » le « plan Reagan ». « La proposition positive (américaine) doit être étudiée en toute objectivité par les chefs d'Etat arabes, qui doivent, pour cela, oublier leurs divergences », estime le journal

● Dans plusieurs autres capitales arabes, la presse réserve un accueil plutôt favorable au plan de Washington. « El Medina », en Arabie Saoudite, exhorte les Arabes à ne pas le refuser. A Koweït, « El Qabas » appelle l'O.L.P. et les chefs d'Etat arabes à ne pas fournir de prétexte au président américain pour revenir sur ses offres. A Beyrouth, l'indépendant « El Anouar » voit dans le « plan Reagan » un « grand succès pour les Arabes ». A Amman, le quotidien pro-gouvernemental « El Rai » salue « le nouveau langage (américain) susceptible d'ouvrir la voie à une paix juste ».

Les propositions du président américain domineront la réunion des chefs d'État arabes à Fès

Quel est le sentiment qui dominera le prochain sommet de Fès ? L'embarras, la honte ou la colère ? Les chefs d'Etat arabes qui, impuissants ou secrètement satisfaits, n'ont pas levé le petit doigt tandis qu'au Liban des dizaines de milliers de leurs « frères », libanais ou palestiniens, étaient victimes de l'offensive israélienne, ressentiront sans doute le besoin de s'expliquer. Mais la conférence, qu'elle se tienne lundi 6 septembre comme prévu ou qu'elle soit reportée *in extremis*, ne revêtira sans doute pas le caractère qu'elle aurait eu si elle n'avait été précédée par le discours du président Reagan, mercredi dernier. Même s'il ne figurait pas au « menu », ce discours constituera à coup sûr le « plat de résistance ».

Les propos de M. Reagan n'ajoutent rien de bien nouveau aux accords de Camp David et à la résolution 242 du Conseil de sécurité auxquels les Etats-Unis ont souscrit. Il n'en reste pas moins que le chef de la Maison Blanche a le double mérite de le rappeler solennellement, d'une manière tout autant nette que vigoureuse, d'une part, et de se dégager, de l'autre, en recommandant le « gel » de la colonisation juive en Cisjordanie et à Gaza, qu'il estimait naguère légitime. Au total, le président américain reprend à son compte l'interprétation de son prédécesseur, M. Carter, des accords de Camp David. Il y ajoute une opinion, qui ne paraît pas contraignante, quand il déclare que *« les Etats-Unis pensent que l'autogouvernement en Cisjordanie et à Gaza, en association avec la Jordanie, offre la meilleure chance pour une paix juste et durable »*.

Les critiques de M. Arafat

Les chefs d'Etats conservateurs du monde arabe qui, pour beaucoup, n'étaient pas fondamentalement hostiles aux accords de Camp David, relèveront sans doute les aspects positifs de l'allocution tout en faisant valoir qu'un soutien à l'« initiative » de M. Reagan pourrait lui donner une dynamique irrésistible aboutissant à un règlement satisfaisant pour les Palestiniens. D'autant que l'opinion américaine, choquée dans sa majorité par l'intervention israélienne au Liban, faciliterait une évolution dans le sens souhaité. Toute faille dans les relations israélo-américaines devrait, en tout cas, être exploitée pour creuser le fossé entre les deux alliés.

Tels étaient les arguments qui avaient été développés par certains chefs d'Etats arabes au premier sommet de Fès, en novembre dernier, à propos du « plan Fahd », bien que le projet de paix de l'actuel souverain d'Arabie Saoudite n'eût pas reçu l'approbation formelle de Washington. Seront-ils plus convaincants au prochain sommet ? *« Le plan Reagan est pire que les accords de Camp David car son objectif est d'achever la destruction de l'O.L.P. »*, aurait déclaré, il y a deux jours, M. Yasser Arafat à l'un de ses interlocuteurs à Athènes. Contrairement à M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, le président de la centrale des fedayin n'y voyait aucun *« élément nouveau »*. Chat échaudé craignant l'eau froide, M. Arafat a peut-être voulu ainsi éviter d'être mis une nouvelle fois en minorité au sein du comité exécutif de l'O.L.P. qui l'avait désavoué quarante-huit heures avant la première réunion de Fès, pour avoir défendu le « plan Fahd ».

Les « faux-frères » de l'O.L.P.

Toujours est-il que M. Arafat a relevé que M. Reagan a écarté le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à un Etat indépendant, tout autant que celui de se doter des représentants de leur choix (l'O.L.P.). Il a fait remarquer encore que l'opposition du chef de la Maison Blanche à la création de nouvelles colonies juives dans les territoires occupés n'interdit pas à M. Begin d'étendre et d'intensifier le peuplement de celles déjà existantes. En tout cas, les propositions de M. Reagan n'ont d'autre valeur à ses yeux que celle de « *vœux pieux* » puisqu'il n'a jamais été question pour Washington d'exercer des pressions économiques ou militaires sur Israël.

Au moins deux autres raisons militent contre l'initiative du président américain : le processus envisagé, s'il devait être accepté par toutes les parties concernées, ne déboucherait pas sur un règlement avant de nombreuses années. En effet, à supposer qu'Israël se range à l'avis de M. Reagan et qu'il autorise l'élection, dans l'immédiat, d'un pouvoir palestinien en Cisjordanie et à Gaza, il faudrait — selon les termes des accords de Camp David — compter cinq ans de régime transitoire auquel il faudrait ajouter trois ans de négociations, sinon davantage en cas d'échec, pour définir le « *statut final* » de ces territoires. Sans garantie aucune, d'ailleurs, qu'un Etat palestinien puisse naître sous l'égide de l'O.L.P...

Second inconvénient : les accords de Camp David ne prévoient pas l'association au processus de l'Europe et de l'U.R.S.S., jugées par l'aile dominante de l'O.L.P. ainsi que par les pays arabes membres du Front de la fermeté comme étant des contrepoids indispensables à l'influence des Etats-Unis dans l'élaboration d'une « *solution équilibrée* ».

L'Amérique n'inspire pas, c'est le moins que l'on puisse dire, la confiance de ceux qu'elle aspire à placer sous son aile protectrice. D'autant moins, aujourd'hui, qu'elle a soutenu l'entreprise israélienne au Liban et que l'initiative de son président, intervenue après le retrait forcé des fedayin de Beyrouth, est interprétée comme une manœuvre pour rétablir son prestige et celui de ses amis dans le monde arabe, dont le crédit est au plus bas. Ce n'est pas par l'effet du hasard que M. Yasser Arafat a choisi Athènes comme première escale et, refusant de faire même une brève visite à Damas ou à Ryad, où il aurait été convié, qu'il s'est rendu directement à Tunis pour présider le comité exécutif de l'O.L.P. dont la capitale syrienne est pourtant le siège officiel. M. Arafat ne pardonnera pas de sitôt le « lâchage » arabe et n'oubliera pas non plus la déclaration du président Carter qui, en 1978, avait révélé qu'aucun des chefs d'Etat arabes avec lesquels il avait eu l'occasion de s'entretenir n'avait soulevé, « *ou même mentionné* », la question de la création d'un Etat palestinien.

L'un des drames de l'O.L.P. est qu'elle ne peut survivre en dehors de son environnement naturel, le monde arabe, et doit, dès lors, composer même avec ceux qu'elle qualifie de « faux frères ». L'attitude de ces derniers n'est d'ailleurs pas dépourvue d'ambiguïté puisque ceux-ci fournissent à la centrale palestinienne, sans doute sous la pression de l'opinion, une aide considérable, notamment financière.

Bien qu'on ne sache jamais à l'avance sur quoi peut déboucher un sommet arabe, tant les impondérables sont nombreux, on ne peut, dès lors, exclure un compromis entre les deux courants qui se partagent traditionnellement le monde arabe. Et si l'on devait retenir l'une des hypothèses optimistes, on pourrait imaginer l'adoption d'un texte qui ferait allusion à la décision de l'ONU, en 1947, de partager la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre palestinien, et qui pourrait tout aussi bien paraphraser le récent propos, à Athènes, de M. Mitterrand, selon lequel « *rien n'est possible sans la reconnaissance aux peuples et aux Etats de la région des droits reconnus aux autres peuples et Etats de la communauté internationale* ». On en viendrait ainsi à la formule de la « *reconnaissance réciproque des deux peuples* » en conflit ainsi que de leurs droits respectifs de se donner les structures étatiques de leur choix.

Même, dans cette hypothèse favorable, il restera aux diplomates la redoutable tâche de combler le fossé entre le principe formulé à Fès, d'une part, et les accords de Camp David, de l'autre, dans leur double interprétation, israélienne et américaine.

ÉRIC ROULEAU.

POUR LES PALESTINIENS DES TERRITOIRES OCCUPÉS

Le « plan Reagan » a surtout l'avantage de contrecarrer les projets d'Israël

De notre correspondant

Jérusalem. — Très désemparés après trois mois de guerre au Liban, les Palestiniens de Cisjordanie et du territoire de Gaza, qui s'attendaient ces dernières semaines à de prochaines et nouvelles mesures de la part de l'occupant pour étendre davantage son contrôle, sont partagés devant le plan Reagan entre la méfiance (car les Américains ont jusqu'alors grandement *facilité* les actions israéliennes) et la tentation de l'espoir, si limité soit-il. Car ils se sentent plus que jamais isolés et abandonnés, mais veulent saisir la moindre occasion de croire à la possibilité de renverser le cours des événements.

L'apparent changement d'attitude de Washington envers le gouvernement de M. Begin laisse perplexe. Et on évite de tirer des conclusions hâtives. Même M. Elias Freij, maire de Bethléem (le dernier élu à la tête d'une municipalité importante de Cisjordanie à n'avoir pas encore été destitué) se montre prudent dans ses appréciations. Pourtant, on connaît ses sympathies à l'égard des Etats-Unis et ses bonnes relations avec la Jordanie, à laquelle le plan Reagan fait la part belle.

Dans une première réaction, M. Freij a déclaré que les idées émises par le chef de l'Etat américain avaient « *quelques aspects positifs* » : le gel des implantations, la participation des Arabes de Jérusalem-Est au processus de l'autonomie, l'association privilégiée du royaume hachémite aux négociations et l'établissement de liens étroits entre la Jordanie et les territoires occupés. Mais M. Freij souligne qu'il y a également des « *éléments négatifs* », notamment parce que le président Reagan s'oppose à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. « *C'est à nous de décider ce que nous voulons* », dit le maire de Bethléem, rappelant ainsi que le plan américain ignore le droit à l'autodétermination. M. Freij conclut que, malgré cela, ce plan « *ne devrait pas être rejeté précipitamment* » et mérite d'être « *étudié très soigneusement* » par tous les Palestiniens et l'ensemble des gouvernements arabes.

Le maire de Bethléem traduit ainsi un souhait qui paraît assez largement répandu dans les territoires occupés. Même ceux qui dénoncent depuis longtemps la « *modération* », excessive à leurs yeux, de M. Freij, laissent entendre, s'ils ne le disent pas clairement, que l'initiative américaine doit être au moins prise en considération et que l'O.L.P., dont l'état-major se réunit actuellement, et le sommet arabe de Fès devraient se garder d'adopter une attitude de refus systématique. Les hésitations de certains dirigeants de l'O.L.P. comme M. Kaddoumi, qui n'a pas rejeté d'emblée le plan Reagan, ont été accueillies avec une évidente satisfaction. Beaucoup de « *Palestiniens de l'intérieur* » proches de l'O.L.P., pensent que l'initiative américaine pourrait être considérée comme un « *pas dans la bonne direction* », l'occasion d'inviter le gouvernement américain à réviser davantage ses positions ne devant pas être manquée.

Chacun cependant reste circonspect pour différentes raisons et le journal arabe *Al Qods*, édité à Jérusalem (le plus lu dans les territoires occupés), qui reflète généralement des opinions dites « modérées » et favorables à la Jordanie, est lui aussi réservé, alors que certains attendaient de sa part un optimisme plus déclaré. Dans un premier commentaire sur le plan Reagan, il fait part de ses craintes de voir le gouvernement américain succomber, tôt ou tard, aux pressions du lobby pro-israélien à Washington, revenant ainsi sur ses bonnes dispositions présentes.

C'est évidemment dans les milieux les plus proches de l'O.L.P., où l'on ne cesse depuis des années de dénoncer le « complot israélo-américain » au Proche-Orient, qu'on se montre le plus méfiant. Le quotidien *El Chaab* (lui aussi publié à Jérusalem-Est) minimise ainsi l'importance du plan Reagan en écrivant que le débat à son sujet n'est qu'« *une tempête dans un verre d'eau* ».

M. Bassam Chakaa, le maire de Naplouse destitué par l'administration israélienne, principal animateur du mouvement national dans les territoires occupés, a rejeté les propositions américaines parce qu'elles signifient que les Etats-Unis continuent de ne pas vouloir reconnaître l'O.L.P. et parce qu'elles « *viennent trop tard* ». Mais cette dernière remarque semble elle-même indiquer qu'en réalité M. Chakaa ne condamne pas totalement ces propositions. Certains de ses amis politiques pensent en effet que le plan Reagan peut être utilisé pour contrecarrer les projets israéliens. C'est sur ce point que se rejoignent les Palestiniens de diverses tendances en Cisjordanie : si le plan Reagan est loin d'être satisfaisant, il a au moins l'avantage d'avoir représenté un revers pour le gouvernement de M. Begin. Celui-ci semble avoir perdu en quelques jours son assurance de pouvoir, sans grand obstacle, achever de régler à sa manière le problème palestinien. Pour de nombreux habitants de Cisjordanie et du territoire de Gaza, après une période de découragement, voilà une petite lueur d'espoir.

Pour ceux qui se réclament de l'O.L.P., le plan Reagan fait toutefois naître de nouvelles inquiétudes, car il attribue un rôle prépondérant à la Jordanie. On ne peut oublier bien sûr en Cisjordanie que le roi Hussein a été le premier à livrer une guerre sanglante contre les organisations palestiniennes en 1970 et 1971 et que son administration de la rive droite du Jourdain, jusqu'en 1967, a souvent laissé un triste souvenir aux militants nationalistes. Beaucoup de Palestiniens de l'intérieur redoutent que dans les mois à venir les propositions américaines ne provoquent dans les territoires occupés de délicates dissensions entre partisans de l'O.L.P. et ceux que l'on appelle d'ordinaire les « *pro-jordaniens* ».

FRANCIS CORNU.

A BEYROUTH-OUEST

Une incursion de l'armée israélienne a donné lieu à des affrontements

De notre correspondant

Beyrouth. — Une fois de plus, se pose la question : que cherche donc Israël au Liban ? A peine les combattants palestiniens se sont-ils retirés de Beyrouth-Ouest et alors que l'armée libanaise s'y déploie lentement pour y restaurer l'autorité de l'Etat aux dépens des milices islamo-progressistes hier encore alliées des Palestiniens, que les Israéliens, au lieu de desserrer l'étau, l'ont resserré. Leur armée a en effet réoccupé une des positions abandonnées au passage inter-secteurs du Musée et a progressé d'un kilomètre environ dans la banlieue sud.

Simultanément, Radio-Israël annonçait, avec force détails et sur un ton péremptoire, que le président libanais élu, M. Bechir Gemayel, s'était rendu en Israël où il avait rencontré le premier ministre Begin, entouré de MM. Sharon et Shamir. Le président élu a été contraint de démentir catégoriquement l'information et M. Shamir devait le faire à son tour. Plus que son authenticité, c'est sa diffusion, par Radio-Israël, qui amène ici à des interrogations inquiètes sur la politique de M. Begin au Liban, notamment à l'égard de M. Gemayel.

L. G.

Cette avancée a donné lieu à des accrochages avec les milices du Mouvement national, durant lesquels le lieutenant-colonel Bizeul, appartenant à la FINUL, a été tué *(lire ci-dessous)*. Il pourrait fournir aux milices, notamment aux Mourabitoun, un excellent prétexte pour ne pas livrer leurs positions, encore moins leurs armes, aux forces légales, alors qu'elles avaient accepté de se retirer et que l'opération se déroulait de manière satisfaisante. Ce qui s'était traduit par la réouverture du passage inter-secteurs de SODECO, fermé depuis deux ans.

Au lieu de continuer sur sa lancée et de s'occuper de raffermir son autorité naissante, notamment en faisant intervenir ses forces pour imposer l'ordre dans tout quartier où se produit un affrontement — et il s'en est produit entre Chiites et Kurdes qui aurait fait douze morts sans que l'armée libanaise se décide à s'interposer fermement, — l'Etat libanais se trouve mobilisé pour enrayer les effets de cette progression israélienne. Après de laborieuses tractations par l'intermédiaire de l'ambassadeur des Etats-Unis (M. Philip Habib ayant quitté Beyrouth) les Israéliens ont promis de se retirer en donnant l'explication peu convaincante selon laquelle ils étaient venus déminer un secteur... où ils étaient censés ne pas pénétrer.

LE LIEUTENANT-COLONEL BIZEUL A ÉTÉ TUÉ PAR UN TIREUR ISOLÉ

Le ministère français de la défense a publié vendredi soir 3 septembre, un communiqué indiquant que l'officier français de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) tué le même jour à Beyrouth (nos dernières éditions du 4 septembre) était le lieutenant-colonel Jean Bizeul, officier adjoint logistique au 420e détachement de soutien logistique de la FINUL. Le lieutenant-colonel Bizeul, précise le communiqué, « *a été tué par un tireur isolé alors qu'il effectuait une mission de reconnaissance* » au profit de la force des Nations unies.

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a adressé un message de condoléances à Mme Bizeul et à ses enfants.

Deux messages, ajoute le ministère de la défense, ont par ailleurs été adressés au commandant des élément français de la FINUL, l'un par le ministre de la défense, l'autre par le chef d'état-major des armées. M. Charles Hernu déclare notamment : « *Par son sacrifice, le lieutenant-colonel Bizeul illustre les dangers auxquels tous les personnels placés sous vos ordres sont confrontés dans la difficile mission qu'au nom des Nations unies ils accomplissent quotidiennement au service de la paix.* »

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● DEMANDE D'EXTRADITION ALLEMANDE POUR KLAUS BARBIE. — Le nouvel ambassadeur de R.F.A., M. Helmut Hoff, a demandé, vendredi 3 septembre, en présentant ses lettres de créance, l'extradition de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon qui vit en Bolivie. — *(A.F.P.)*

Chili

● VISA REFUSE A UNE RESPONSABLE DU P.S. FRANÇAIS. — Mme Nicole Bourdillat, responsable du secteur Amérique latine, s'est vu refuser un visa d'entrée au Chili, a annoncé vendredi 3 septembre, à Paris, le secrétariat aux relations internationales du P.S. Mme Bourdillat se rend, du 3 au 30 septembre, au Brésil, au Paraguay, en Argentine, au Pérou, en Equateur et en Colombie.

Irak

● SELON LE PORTE-PAROLE A PARIS DU PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN, la section armée de ce mouvement, le *Techemargah* a abattu le 31 août au Kurdistan un MIG de l'armée irakienne venu bombarder les positions de Techemargah, dont le quartier général se trouve dans la région de Saidekan. L'un des trois membres de l'équipage qui ont trouvé la mort a pu être identifié : il s'agirait du lieutenant Abbas Abid Hassan Kanan.

Nicaragua

● INQUIETUDES POUR « LA PRENSA ». La Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) a exprimé, dans un communiqué diffusé mercredi 1er septembre à Paris, « *sa profonde inquiétude devant les mesures discriminatoires dont fait l'objet le quotidien de Managua*, la Prensa ». La FIEJ s'inquiète en particulier du fait que *la Prensa* n'ait pu paraître à plusieurs reprises en raison de la censure des autorités sandinistes et s'élève contre « *les mesures d'intimidation* » à l'encontre de son codirecteur, M. Pedro Chamorro. Ancien organe des milieux conservateurs hostiles au dictateur Somoza, *la Prensa* a adopté une ligne critique à l'égard du gouvernement sandiniste.

Ouganda

● POLEMIQUE AVEC AMNESTY INTERNATIONAL. — Selon la radio ougandaise, qui cite une note du gouvernement de Kampala en date du jeudi 2 septembre, les récentes accusations de violations des droits de l'homme par le régime de M. Obote ont « *été montées de toutes pièces par les groupes dissidents ougandais des organisations telles qu'Amnesty International, et les médias étrangers* ».

Par ailleurs, le Parlement ougandais a adopté jeudi une loi réintégrant dans leurs droits les personnes — en majorité des Asiatiques — expropriées sous Idi Amin, en 1972. *(A.F.P.)*

Turquie

● L'UNION SOVIETIQUE a exprimé ses regrets pour la mort de deux soldats turcs, survenue le mois dernier, lors d'un incident de frontière (*le Monde* du 14 août), a annoncé vendredi 3 septembre le porte-parole du ministère des affaires étrangères turc, ajoutant que « *les relations de la Turquie avec l'Union soviétique se poursuivraient normalement, sur une base de bon voisinage* ». — *(A.F.P.)*

U.R.S.S.

● PLUS DE TÉLÉPHONE AUTOMATIQUE AVEC LA R.F.A. — Les communications avec Moscou, seule ville d'U.R.S.S. reliée par l'automatique avec la R.F.A. depuis le 14 juillet, doivent désormais transiter par les opératrices, et l'attente peut durer plusieurs heures. L'U.R.S.S. n'a donné aucune raison à sa décision, mise à exécution jeudi 1er septembre. L'U.R.S.S. avait averti, le 1er juillet 1982, la R.F.A., l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'une réduction des communications automatiques avec l'U.R.S.S. — *(A.F.P.)*

هكذا من الاصل

EUROPE

Pologne

Les autorités sont en plein désarroi devant l'ampleur des manifestations

Varsovie *(A.F.P.)*. — La mise en état d'arrestation de quatre dirigeants du KOR (Comité d'autodéfense sociale), dont les leaders Adam Michnik et Jacek Kuron, et le refus de toute négociation avec les dirigeants de Solidarité ont été, vendredi 3 septembre, les signes d'un nouveau durcissement *de ton du pouvoir polonais*. Dans le même temps, les autorités semblaient en plein désarroi devant l'ampleur et le dérapage sanglant des événements du 31 août, qui ont touché, du propre aveu des autorités, trente-quatre des quarante-neuf départements du pays.

Réuni vendredi à Varsovie, le conseil des ministres n'a pas modifié son interprétation des *événements, faisant du* KOR le principal maître d'œuvre des manifestations et incidents de rues.

Le parquet militaire a décrété la *mise en* arrestation de MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, Jan Litynski et Henryk Wujec, déjà internés pourtant depuis le 13 décembre 1981 à la prison de Bialoleka à Varsovie. Inculpés de *« préparatifs en vue de renverser par la force le régime de la Pologne populaire »*, tous les quatre encourent des peines allant de cinq ans de prison *à la peine capitale*, en vertu des articles 123 et 128 du code pénal. Le parquet militaire a également émis des avis de recherche concernant d'autres dirigeants du KOR qui ont échappé à la grande rafle du 13 décembre 1981 et qui, depuis, vivent dans la clandestinité.

En ce qui concerne deux autres fondateurs du KOR, MM. Jan Jozef Lipski et Miroslaw Chojecki, actuellement à l'étranger, l'instruction de leur dossier s'effectue par contumace, a indiqué l'agence PAP. Mercredi 1er septembre, le conseil militaire de salut national (WRON) avait demandé la *« mise en accusation urgente »* des membres du KOR en tant que principaux responsables des violents affrontements du mardi 31 août *(le Monde* du 3 septembre).

Le gouvernement, par la voix de son porte-parole, M. Jerzy Urban, a affirmé vendredi que le pouvoir *« ne négociera pas avec les dirigeants de Solidarité »*. Les manifestations, a dit M. Urban, ont été une *« marche funèbre »* pour le syndicat.

Mais le désarroi de M. Urban, et à travers lui des autorités de l'état de guerre, était nettement perceptible : tout en excluant dans l'immédiat des négociations avec M. Lech Walesa *« en raison de ses activités politiques »*, le porte-parole s'est bien gardé de fermer la porte à une telle éventualité. *« Cela dépendra de ce que dira M. Walesa quand il parlera »*, a déclaré M. Urban pour la première fois depuis longtemps ; le porte-parole a, d'autre part, évoqué les militants de Solidarité en indiquant : *« Nous allons nous adresser à la population et aux masses de Solidarité, sa..s passer par les dirigeants. »*

De fait, il semble évident que le véritable *« raz de marée Solidarité »* qui a déferlé sur la Pologne le 31 août, les dérapages sanglants dont la milice est responsable et la poursuite, quatre journées d'affilée, d'émeutes à Lubin (sud-ouest du pays) ont plongé le pouv ario ndsune Bm plongé le pouvoir dans une confusion extrême. Les chiffres donnés vendredi par M. Urban devant la presse sont un aveu du caractère massif de la mobilisation du pays à l'appel de *Solidarité pour le deuxième anniversaire* des accords de Gdansk : trente-quatre des quarante-neuf voïvodies (départements) que compte la Pologne ont été touchées, cinquante-quatre villes atteintes et plusieurs dizaines de milliers de manifestants dénombrés. On est loin, désormais, des quelques milliers d'extrémistes des premières estimations officielles.

« Des intentions nobles »

Autre signe révélateur : rendant compte de la réunion du conseil des ministres, M. Urban a indiqué que, outre l'action de l'opposition *« à la solde de l'administration Reagan »*, le gouvernement polonais estimait que l'une des raisons de la situation actuelle était à rechercher dans la baisse des revenus réels des Polonais (25 % depuis le début de l'année). Une façon de reconnaître que le mécontentement populaire est à l'origine du mouvement de protestation.

Enfin, indice supplémentaire des interrogations du pouvoir, M. *Urban a précisé qu'un membre* du gouvernement avait estimé qu'une partie de la *« jeunesse enfiévrée »* mobilisée le 31 août *« avait des intentions nobles mais l'exprimait d'une façon témoignant d'une incompréhension de la situation »*.

De toute évidence, le pouvoir est très inquiet devant la tournure prise par les événements et par le *bilan de quatre morts* : deux à Lubin, un à Wroclaw (mort jeudi d'une balle reçue mardi) et un autre à Gdansk. Outre les quatre journées consécutives d'émeutes violentes à Lubin, où les autorités ont démenti, vendredi soir, que des mineurs se soient mis en grève (mais annoncé que *« huit personnes de dix-huit à trente-cinq ans avaient été grièvement blessées)*, on a appris de source officielle que les troubles se sont poursuivis mercredi à Czestochowa et à Katowice, sans autre indication sur leur ampleur. Enfin, le centre minier de Jastrzebié (en Silésie, sud du pays) a été totalement bouclé, vendredi matin, par les forces de l'ordre, le jour même du deuxième anniversaire des accords signés dans cette ville le 3 septembre 1980, dans la foulée de ceux de Szczecin et de Gdansk. Officiellement, on affirme que les mineurs y ont commémoré l'événement *« dans le calme, par des dépôts de gerbes »*.

A Essen, où il participait au quatre-vingt-quatrième congrès des catholiques ouest-allemand, le primat de Pologne a expliqué aux membres d'une société caritative allemande que la population polonaise ne peut subvenir à ses besoins alimentaires avec un salaire mensuel moyen. *Mgr Glemp a dit : « On peut vivre avec de la farine, du lait et du pain. Mais la population qui travaille dur ne peut pas s'en tirer comme ça »*. L'approvisionnement en viande, matières grasses, médicaments et aliments pour enfants reste insuffisant, selon lui.

● *Des médicaments et des pansements pour la Pologne.* — Le comité de coordination Solidarnosc en France demande des médicaments et des pansements destinés aux blessés polonais. La collecte a lieu au 7, rue de Poitiers, Paris (1er), entre 12 heures et 14 heures (et jusqu'à 18 heures les mardis et les jeudis). Il demande aussi des volontaires pour faire le tri et emballer les dons, au 67, rue de Dunkerque (874-95-30), tous les jours, de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures).

Danemark

LE PRÉSIDENT DU GROUPE CONSERVATEUR AU PARLEMENT EST CHARGÉ DE FORMER UNE COALITION DES « PARTIS BOURGEOIS »

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Après la démission du gouvernement minoritaire social-démocrate de M. Anker Joergensen *(le Monde* du 4 septembre), les six partis non socialistes siégeant au Parlement (conservateur, libéral, chrétien populaire, centre-démocrate, radical et Parti du progrès) se sont *mis* d'accord avec une rapidité inhabituelle et ont recommandé à la reine Margrethe II de charger M. Poul Schluter, président du groupe conservateur, la deuxième formation du Folketing, d'étudier la possibilité de former un gouvernement de coalition aux assises les plus larges possibles.

Avant d'être le chef du groupe parlementaire, M. Schluter, un avocat de cinquante-trois ans, a présidé pendant plusieurs années le parti conservateur dans les rangs duquel il milite depuis sa jeunesse. Il commencera ses consultations dès lundi. Conscient des difficultés de sa tâche, il a dit n'être pas *« tout à fait sûr »* de pouvoir devenir le prochain premier ministre. Il commencera ses entretiens avec les chefs des autres partis seulement au lendemain de la convention sociale-démocrate qui se tient samedi et dimanche et qui devrait permettre aux responsables du parti de M. Joergensen d'adopter des positions un peu plus claires qu'à présent. Certes, M. Joergensen s'est retiré, mais, d'après ses déclarations, dont certaines restent ambiguës, ce geste n'apparaît pas irrévocable : il n'est pas totalement exclu qu'il s'agisse d'une manœuvre tactique qui permettrait au dirigeant social-démocrate de rentrer dans l'arène si ses adversaires ne trouvaient pas une solution acceptable. — C.O.

R.D.A.

● TROIS ALLEMANDS DE L'EST SONT PASSÉS A L'OUEST, a annoncé vendredi 3 septembre, à Munich, la *police des frontières de* R.F.A., sans fournir de détails sur leur fuite à travers l'Autriche et la Bavière. — *(A.F.P.)*

Italie

La guerre des gangs fait un mort par jour dans la pègre du Mezzogiorno

De notre correspondant

Rome. — Les forces armées attaquées par des commandos terroristes à Caserte, Naples ou Rome, un enchaînement de règlements de comptes qui ont fait, depuis le début de l'année, deux cent cinquante-cinq morts en Campanie — dont cent quatre-vingt-huit à Naples — et plus d'une centaine à Palerme et ses environs : c'est tout le Mezzogiorno (car la Calabre et le reste de la Sicile comme la région de Catane ne sont pas épargnés) qui tend à ressembler aux Philippines d'avant la loi martiale ou à une « république bananière » sud-américaine. Le moindre différent se règle à la mitraillette. *« Au Sud, c'est Fort Apache »*, titrait récemment un quotidien romain.

La guerre entre les gangs qui a commencé à Naples au début des années 80, et aura pratiquement fait mille morts en trois ans en Campanie (dont deux cent trente-cinq dans la province de Naples en 1981) ensanglante désormais aussi la Sicile : depuis le début de l'été, il y a un mort toutes les vingt-quatre heures, assassiné en pleine rue, parfois en compagnie d'un membre de sa famille. Cette guerre des gangs napolitains et siciliens a pour enjeu le contrôle du trafic de drogue et celui des armes. Elle étend ses ramifications de la Turquie au Liban, de Palerme à Marseille.

Le « saut qualitatif » du trafic napolitain

A Naples, s'y est greffée en outre une composante terroriste : les Brigades rouges, ou ce qu'il en *reste après les grandes opérations* policières consécutives à l'affaire Dozier, essaient de se reconstituer dans le Latium et en Campanie, faisant alliance dans leur lutte contre l'Etat avec ce qu'elles nomment le *« prolétariat extra-légal »*. Le trafic de la drogue, qui met en jeu des sommes colossales (2 000 milliards de lires par an), et le recyclage de l'*« argent sale »* dans des affaires licites ont, en quelques années, profondément transformé, aussi bien la Mafia sicilienne que la Camorra napolitaine ou la Ndrangheta calabraise (les trois composantes traditionnelles, avec leur histoire et leurs rites, de la pègre du Mezzogiorno).

La drogue qui arrive du Proche-Orient par la Yougoslavie, ou directement par la mer, est raffinée dans les laboratoires clandestins siciliens. La police reconnaît qu'elle n'intercepte que 50 % de l'héroïne produite. Celle-ci est ensuite embarquée vers les Etats-Unis à Naples. Cette ville a désormais supplanté Marseille comme premier port d'« exportation » et est devenue aussi un centre pour le trafic d'armes à destination intérieure ou extérieure.

La « route à l'italienne » de la drogue s'est développée à la fin des années 70, grâce aux liens traditionnels entre la Mafia sicilienne et celle des Etats-Unis. Il y eut d'abord de sérieux règlements de comptes avec les Marseillais qui, surtout à Naples, tendaient à faire main basse sur le marché. Ceux-ci évincés, la guerre se déclencha entre les clans italiens.

Naples fut le premier théâtre de *ces affrontements. Ils se produisent* vers le milieu des années 70, au moment où on enregistre les premières morts par « overdose » en Campanie, signe que désormais la drogue s'y diffuse largement. Plusieurs chefs des grandes « familles » camorristes napolitaines, en contact depuis des années avec la Mafia américano-sicilienne (Frank Copola, Vito Genovese), décident de faire le « saut qualitatif », c'est-à-dire de passer du trafic des « blondes » (cigarettes) à celui de la drogue, infiniment plus lucratif. Une fois les Marseillais repliés commencent les rivalités, qui dégénèrent rapidement en bataille rangée entre la bande de Raffaele Cutolo — la *« Nuova Camorra organizzata »* —, *et celles des autres* « boss » de l'ancienne Camorra (Bardellino, Nuvoletta, Zaza) liés aux Siciliens.

Apparemment, car la répartition des trafics entre clans est difficile, les clans des Bardellino et des Nuvoletta sont les plus actifs dans le trafic de l'héroïne à destination des Etats-Unis : l'une de leurs méthodes, découverte en mars par la police américaine, consistait à l'expédier dans les filtres des machines à café embarquées à Naples. On pense qu'ils disposent désormais aussi de laboratoires clandestins *dans la région vésuvienne*. Cutolo s'est spécialisé dans la cocaïne arrivant d'Amérique latine et a tissé un réseau étroit avec certains clans de la Ndranghta calabraise (ceux de De Stefano, de Piromalli, de Tripodi). Tant la *« Nuova Famiglia »*, c'est-à-dire les clans adverses de Cutolo, que ce dernier ont en fait constitué un « axe » Palerme - Reggio *Calabre - Naples par* où passent drogue et armes. Les empiétements constants et réciproques sur les réseaux de la drogue mais aussi des rackets, de la contrebande de cigarettes, des jeux clandestins, des constructions abusives et du recyclage de l'« argent sale » se règlent par le meurtre, d'autant plus facilement que le trafic d'armes permet aux clans de s'approvisionner.

La nouvelle Mafia sicilienne

Les armes proviennent du Proche-Orient et sont transportées à terre depuis les cargos ancrés au large sur les fameux « bateaux bleus » des contrebandiers de cigarettes. Elles sont stockés dans des entrepôts clandestins et ensuite expédiées dans le reste de l'Italie ou de l'Europe sur des TIR (transports routiers internationaux) à double fond.

On retrouve en Sicile un schéma analogue. Les premières victimes de la guerre ouverte depuis un an furent les « boss » de la vieille Mafia (Boutades, Inzerillo, Di Maggio). Ce n'est certes pas la première fois que l'« ordre » mafieux est troublé par des rivalités. Mais le phénomène a pris une telle ampleur que la police renonce à dresser une « carte » des clans et de leurs territoires. Successions, trahisons, capitulations, s'enchaînent à une rapidité vertigineuse. Selon les enquêteurs, les cassures s'opèrent même à l'intérieur des « familles ». *L'équilibre des années 60*, obtenu lui aussi au prix de sanglants règlements de comptes, a été rompu : la guerre entre clans est devenue d'autant plus âpre que, depuis 1980, la police a, découvert trois laboratoires clandestins d'héroïne, ce qui représente de lourdes pertes pour les trafiquants. Elle a pour théâtre principal la région de Palerme (le « triangle de la mort » que constituent Baghiera, Casteldaccia, Altavilla) mais touche aussi Catane. Il y a eu cent morts dans ces régions en 1981 et cent un au cours des huit derniers mois.

Pour la police, le mot Mafia ne signifie plus rien : il existe désormais en Sicile un « holding du crime », aux ramifications internationales, qui produit l'héroïne, gère et contrôle son trafic. Tout comme à Naples, où la vieille Camorra a fait place à une criminalité organisée qui n'a plus rien à voir avec la tradition camorriste remontant au dix-septième siècle, la nouvelle Mafia ne ressemble plus guère à l'ancienne.

Une avant-garde capitaliste

La drogue a modifié la physionomie de la pègre du Mezzogiorno. Dans le cas de la Mafia, par exemple, nous explique le professeur Pino Arlacci, l'un des meilleurs spécialistes de la *mala vita* (le mondes des truands), s'est opéré un passage de la situation de « médiateurs » dans les affaires politiques ou économiques à celle d'« accumulateurs », c'est-à-dire d'entrepreneurs. Ces *activités légales ne constituent* pas une « couverture » pour des opérations illicites (comme ce fut le cas aux Etats-Unis dans les années 20) mais sont leurs débouchés normaux poer recycler l'« argent sale ». C'est ainsi que dans la Calabre des années 60, la traditionnelle Ndrangheta est devenue une sorte l'« avant-garde d'un néo-capitalisme ».

Cette évolution s'est opérée à la faveur des mutations économico-sociales intervenues depuis la guerre (émigration urbaine, industrialisation du Sud, souvent par la construction d'« usines dans le désert »). Elles ont détruit les bases du pouvoir et du prestige des grands chefs mafieux : *« Ceux ci se trouvèrent repoussés du centre à la marge du système social*, estime M. Arlacci, *et cherchèrent par conséquent une nouvelle identité »*. La seule manière de conserver leur pouvoir c'était l'argent et l'identification aux forces du marché.

Leur réussite s'explique d'abord par le fait qu'ils ne s'embarrassent guère de légalité et qu'en outre ils « découragent », par leur seule réputation, toute concurrence. Si cette dissuasion ne suffit pas, *ils ont recours au meurtre*. De là une exacerbation des rivalités entre les « familles », devenues entrepreneurs sans pour autant renoncer à leurs méthodes de vendetta ou de la *lupara* : « noire » lorsqu'on tue à l'arme à feu, « blanche » lorsque même le cadavre disparaît, le plus souvent coulé dans le béton d'une construction, afin que *« le mort ne parle pas »*.

La Mafia et la Camorra ont trouvé un ancrage dans le sous-prolétariat des villes. C'est une des forces de Cutolo d'avoir organisé la petite délinquance de la périphérie de Naples. Il en va de même de la Mafia, qui a recruté des dizaines et des dizaines de jeunes sans travail avec l'appât de l'argent facile. Pour M. Pino Arlacci, ce recrutement, lié à l'extension de la guerre des clans, a fait baisser le prix d'une vie humaine sur le marché du crime.

Tant la Mafia que la Camorra, surtout après le tremblement de terre de novembre 1981, ont en outre tendance à se substituer à un Etat défaillant auprès d'une population dans le besoin. Elles ont mis en place un pouvoir parallèle, à la fois d'assistance (donnant du travail et faisant bénéficier de passe-droits dans des administrations paralysées par leur pesanteur) et *criminel*.

« La production de la drogue, la tendance de la Mafia à s'institutionnaliser comme puissance financière internationale, son insertion dans les institutions et l'administration publiques : tels sont les principaux éléments qui en font un danger d'une extrême gravité », écrivait en mars dernier, dans un rapport au président du conseil, le député communiste Pio La Torre, assassiné deux mois plus tard en plein Palerme.

Des renforts ont été envoyés au préfet de Sicile, le général Dalla Chiesa, quelques jours avant son assassinat. Mais la Mafia, comme la Camorra, a aussi ses ramifications politiques qui limitent l'action de la police. Celles-ci ont été à plusieurs regnent pas même les enfants : réprises dénoncées : notamment par M. Ammaturo, chef de la brigade mobile de Naples, assassiné en juillet en plein centre de la ville par un commando terroriste qui fut aidé dans sa fuite par la Camorra. S'y ajoutent la peur, la loi du silence, les énormes intérêts en jeu et la haine qui désormais s'est développée entre les clans au fil de meurtres qui n'épargne pas même les enfants : récemment, un jeune truand de Naples a été assassiné avec son fils de sept ans. — Ph. P.

L'assassinat du général Dalla Chiesa

(Suite de la première page.)

C'était à la fin des années 40, les années chaudes du règne du clan de Salvatore Giuglino. Déterminé et sévère pour ses subalternes comme pour lui-même, le général avait l'estime de tous.

Après quelques années passées à Milan, où il devait réorganiser la caserne des carabiniers, il était à nouveau affecté à Palerme, en qualité de colonel, commandant le détachement des carabiniers. Il procéda notamment alors à l'arrestation de Frank Coppola, l'un des chefs de la Mafia américano-sicilienne. Avec le *commencement du terrorisme dans* le Nord de l'Italie, au début des années 70, il fut rappelé à Turin. Alors général de brigade, il procéda notamment à l'arrestation de Renato Curcio, un des chefs historiques des Brigades rouges. La manière rude avec laquelle il mettra fin à une prise d'otages dans la prison d'Alessandria en 1974 (les otages et les détenus révoltés furent tués) souleva des polémiques. Après l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, son nom sera surtout lié à la lutte contre les terroristes. Entre-temps, il avait réorganisé les prisons spéciales.

Polémique avec le ministre de l'intérieur

Promu général de division en 1979, il est, à Milan, responsable de la *sécurité* de tout le Nord de l'Italie. Depuis 1981, il était commandant en chef adjoint des carabiniers. Veuf, le général *s'était* remarié en juin dernier, peu après avoir pris *ses fonctions* de préfet de Palerme. *« Une préfecture, en soi, ne m'intéresse pas ; ce qui m'intéresse, c'est la lutte contre la Mafia »*, devait-il déclarer.

Dans sa tâche, il ne disposait d'aucun pouvoir spécial. Récemment, une polémique l'avait opposé au ministère de l'intérieur alors qu'il demandait des renforts et une extension de ses pouvoirs. Il savait que, pour abattre la *Mafia, il* devait frapper haut et fort, c'est-à-dire démanteler les réseaux qui lient la pègre aux milieux politiques et même à l'administration. Or, en août, le général comprit que, du ministère de l'intérieur, ne lui viendraient pas tous les appuis nécessaires pour coordonner dans tout le sud de la péninsule la lutte contre la Mafia et la Camorra. Normalement, une partie de ses exigences aurait dû, finalement, être satisfaite ces jours-ci par le ministère. A la veille de sa mort, l'administration des finances lui avait remis un premier rapport sur les opérations réalisées par quelque trois mille deux cents personnes liées à la Mafia.

Celle-ci ne manquait donc pas de raisons de vouloir mettre fin définitivement à l'activité du général. Mais en l'assassinant, a-t-elle agi seule ou bien est-ce ce *« parti de la guérilla »*, fraction des Brigades rouges, qui a monté l'opération pour son compte, comme il le fait depuis quelques mois avec la Camorra à Naples ? Jusqu'à présent, le terrorisme n'a jamais pu *s'implanter en Sicile*, la Mafia l'en ayant empêché.

PHILIPPE PONS.

L'ANCIEN ROI UMBERTO REVERRA-T-IL SON PAYS ?

L'ancien roi Umberto d'Italie, en exil depuis la proclamation de la République en 1946, reverra-t-il son pays ? Le fils de Victor Emmanuel III, qui avait régné du 9 mai au 2 juin 1946, avait dû quitter l'Italie quand la Constitution de la République avait définitivement banni la Maison de Savoie.

Une vive controverse a été déclenchée en Italie depuis que le quotidien britannique *Daily Mail* a révélé récemment que l'ancien roi, âgé de soixante-dix huit ans, était hospitalisé dans une clinique londonienne. Ses partisans de l'Union des monarchistes lui prêtent, en effet, le désir de revoir l'Italie avant de mourir.

Mais cela supposerait une révision de la Constitution italienne, qui prendrait plusieurs années, car *le projet de loi devrait être* adopté par les deux Chambres puis soumis à référendum. Les fidèles de la Maison de Savoie suggèrent donc d'invoquer les *accords de l'ONU sur* les droits de l'homme pour demander une dérogation à l'application de la loi. — *(A.P.)*

Espagne

LE LIEUTENANT-COLONEL TEJERO, CHEF DES PUTSCHISTES DU 23 FÉVRIER 1981, VEUT SE PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS

Madrid *(A.F.P., A.P.)*. — Le lieutenant-conoel Antonio Tejero, qui dirigea le coup de force manqué contre le Parlement le 23 février 1981, a déclaré, dans une interview téléphonique (depuis sa prison d'Alcala-de-Henares), publiée vendredi 3 septembre par le quotidien madrilène *Diario 16*, qu'il comptait se présenter aux élections législatives du 28 octobre prochain.

Condamné le 3 juin dernier à trente ans de prison par un conseil de guerre, le lieutenant-colonel Tejero a fait appel devant le tribunal suprême, l'instance civile qui doit revoir le procès des putschistes à une date encore indéterminée. L'appel étant suspensif, le lieutenant-colonel Tejero continue jusque-là à bénéficier de ses droits civiques. Il avait demandé jeudi à quitter l'armée afin de pouvoir se présenter à un mandat électif.

Le lieutenant-colonel Tejero a été élu vendredi, président d'un nouveau parti d'extrême droite, « Solidaridad Espanola », dont les statuts avaient été déposés le 18 août dernier.

AMÉRIQUES

Argentine

A BUENOS-AIRES

Le P.C. a réuni près de 35 000 personnes pour sa première grande manifestation

Correspondance

Buenos-Aires. — Le parti communiste argentin (P.C.A.) a fait mieux que les radicaux et les péronistes. Près de 35 000 personnes massées dans la salle et aux alentours du Luna Park, le palais des sports de Buenos-Aires, ont répondu, le vendredi 3 septembre, à son appel. Le dirigeant de l'Union civique radicale, M. Alfonsin, et M. Saadi, le leader des péronistes « intransigeants », n'en avaient réuni que 5 000. Il est vrai que leurs meetings avaient eu lieu peu de temps après la normalisation des activités politiques.

Les responsables du P.C.A. avaient, comme de coutume, minutieusement préparé le rassemblement : graffitis et affichage massif sur les murs, intense propagande dans les universités et les usines, et opération « portes ouvertes » au siège du comité central, hier encore véritable blockhaus en plein centre de la capitale. Les manifestants, qui avaient reçu des consignes de modération, se sont retirés en bon ordre.

Pour les dirigeants communistes, le succès de ce rassemblement confirme la progression actuelle du parti auprès de la jeunesse et des travailleurs. Ils sont convaincus que leur formation sera reconnue au niveau national (le P.C.A. compterait à l'heure actuelle 150 000 adhérents, alors que le chiffre minimum exigé par le statut des partis politiques récemment promulgué est d'environ 36 000). Selon leur analyse, la pénétration des communistes en milieu étudiant et ouvrier s'explique par la répression sanglante qui a décimé les Jeunesses péronistes mais aussi par l'attitude de certains responsables péronistes plus soucieux de défendre leurs intérêts personnels que ceux de leurs mandants.

Le P.C.A. considère que les forces politiques doivent s'organiser pour barrer la route à un nouveau « golpe » et préparer l'avènement d'une « démocratie authentique et stable ». Le P.C.A. apportera son soutien au général Bignone, dans la mesure où celui-ci tiendra sa promesse d' « institutionnaliser » le pays avant mars 1984.

« Eclaircir » la situation des disparus

Dans cette perspective, M. Athos Fava, secrétaire général du parti, a demandé l'établissement d'un « accord national démocratique » contenant un certain nombre de principes que l'ensemble des partis politiques s'engageraient à défendre. Les forces armées seraient invitées à souscrire à un tel accord. La constitution d'un vaste front démocratique autour de la « coalition multipartite (1) » doit s'accompagner, selon les dirigeants communistes, de la mobilisation des masses.

En ce qui concerne le problème des disparus, la thèse des communistes argentins est proche de celle des autres partis d'opposition. Le gouvernement doit « éclaircir » leur situation. Cette position se situe à mi-chemin entre l' « oubli » pur et simple souhaité par les forces armées et « la réapparition en vie » exigée par les Mères de la place de Mai. Le P.C.A. se montre, en revanche, intransigeant sur la question des détenus politiques : l'état de siège doit être immédiatement levé et tous les prisonniers actuellement « à la disposition du pouvoir exécutif » (c'est-à-dire détenus sans jugement), ou condamnés par des tribunaux militaires, doivent être libérés sur-le-champ.

JACQUES DESPRÈS.

(1) Elle est formée des radicaux, des péronistes, des démocrates-chrétiens, des intransigeants et des partisans de l'ex-président Arturo Frondizi.

DIPLOMATIE

M. FRANÇOIS MITTERRAND SÉJOURNE A TITRE PRIVÉ CHEZ UN ARMATEUR GREC

M. François Mitterrand séjourne jusqu'au dimanche 5 septembre, à titre privé, à Porto-Carras, station balnéaire située au nord de la Grèce, apprend-on de source informée à Athènes. Le programme de ce séjour, entamé vendredi 3 septembre au lendemain d'une visite officielle de quarante-huit heures en Grèce, n'est pas connu, mais le président de la République pourrait visiter le monastère du Mont-Athos, situé à une cinquantaine de kilomètres de Porto-Carras.

La villa qui abrite le chef de l'Etat français appartient à M. Jean Carras, armateur et homme d'affaires grec, ami personnel de M. Constantin Caramanlis, président de la République hellénique. Cette propriété a déjà abrité M. Valéry Giscard d'Estaing et son épouse, venus en vacances une quinzaine de jours au mois de juin 1981.

Les journaux grecs continuent de commenter la partie officielle du séjour de M. Mitterrand. Le quotidien à grand tirage d'opposition au gouvernement socialiste de M. Papandréou, *Apogevmatini*, souligne que le président français a présenté M. Caramanlis comme *« le père des institutions »* ; *Messimvrini*, autre quotidien d'opposition, insiste sur *« l'éloge de M. Mitterrand à l'égard de l'équilibre démocratique établi par M. Caramanlis »*.

En revanche, une certaine déception était perceptible, vendredi, dans les rangs du Pasok, parti au pouvoir de M. Papandréou, qui attendait de M. Mitterrand un comportement plus « militant » et une attitude moins « neutre » dans le différend gréco-turc sur Chypre.

Mais les quotidiens socialistes, tels *Ta-Néa*, font un bilan favorable de cette visite et soulignent les convergences qui existent entre MM. Mitterrand et Papandréou.

M. JACQUES DUPONT EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN ISRAËL

Le *Journal officiel* de ce samedi 4 septembre annonce la nomination de M. Jacques Dupont au poste d'ambassadeur en Israël, en remplacement de M. Marc Bonnefous.

[Né en 1929, ancien élève de l'ENA, M. Jacques Dupont a d'abord été à la disposition de la résidence générale au Maroc, puis attaché au cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires algériennes (1954-1956). Intégré aux affaires étrangères, il est ensuite en poste à l'administration centrale, d'abord aux affaires marocaines et tunisiennes, puis aux affaires culturelles (1956-1958). M. Dupont est nommé ensuite à Washington (1958-1962), à Athènes (1962-1963), à Rome (1963-1966), à Saigon (1966-1968), de nouveau à l'administration centrale comme sous-directeur de l'information (1968-1973), à Tunis (1973-1977) et à Moscou (1977-1979). Depuis 1979, il était directeur adjoint des affaires politiques.]

ASIE

Chine

DEVANT LE CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

M. Hu Yaobang énumère les conditions d'une normalisation avec l'Union soviétique

De notre correspondant

Pékin. — Dans la partie de son rapport devant le XII[e] congrès consacrée à la politique étrangère, et dont le contenu a été révélé dans la matinée du samedi 4 septembre par l'agence Chine nouvelle, M. Hu Yaobang a entrouvert la porte à une éventuelle normalisation des relations sino-soviétiques. Il a cependant répété que la Chine ne pouvait, en la matière, se contenter de paroles, mais attendait des actes de la part de Moscou.

La modération avec laquelle le président du parti communiste chinois s'est exprimé a cependant frappé. M. Hu Yaobang a déclaré textuellement : *« Si les autorités soviétiques sont réellement de bonne foi lorsqu'elle disent vouloir améliorer les relations avec la Chine et si elles prennent des mesures pratiques afin de lever les menaces qui pèsent sur la sécurité de notre pays, alors il sera possible pour les relations sino-soviétiques d'avancer sur la voie de la normalisation. »* Après avoir indiqué que la Chine avait *« noté »* le désir *« exprimé plus d'une fois »* par les dirigeants soviétiques d'améliorer leurs relations avec Pékin, M. Hu Yaobang a cependant énuméré un certain nombre d'éléments qui, selon lui, constituent des obstacles à un rapprochement entre les deux pays : stationnement *« massif »* de troupes russes aux frontières entre la Chine et l'U.R.S.S. et entre la République populaire de Mongolie et la Chine, soutien à l'invasion vietnamienne du Cambodge, aux actes d'expansion de Hanoï en Indochine, en Asie du Sud-Est et à ses *« provocations constantes »* le long de la frontière chinoise, invasion et occupation de l'Afghanistan, *« un voisin de notre pays »*. *« Tous ces actes représentent de graves menaces pour la paix en Asie et la sécurité de la Chine »*, a dit M. Hu Yaobang, suggérant ainsi que c'est à propos d'une ou plusieurs de ces questions que Moscou devrait faire des gestes avant que Pékin n'accepte de s'engager sur la voie du dialogue, tel qu'il a été proposé par l'U.R.S.S., pour la dernière fois en février dernier. Pékin n'a toujours pas répondu officiellement à cette offre.

S'abstenant de porter contre Moscou une attaque trop vigoureuse, le président du P.C. chinois a encore dit : *« Les relations entre la Cine et l'Union soviétique ent été amicales pendant une assez longue période. Elles sont devenues ce qu'elles sont aujourd'hui parce que l'U.R.S.S. a poursuivi une politique hégémoniste »*.

Ce rappel de l'amitié passée, la non-caractérisation de l'état actuel des rapports entre les deux pays (M. Hu Yaobang aurait pu dire, par exemple, que ceux-ci étaient mauvais ou médiocres), l'absence de toute référence critique au révisionnisme ou au social-impérialisme (à la différence de ce qui s'était passé lors du XI[e] congrès, il y a cinq ans), font penser que la direction chinoise a décidé de retirer de son vocabulaire la plupart des épines qui alimentaient ces dernières années la polémique avec Moscou.

La lutte contre tous les hégémonismes

Reste l'accusation d'hégémonisme. On ne peut cependant que noter que celle-ci n'est plus réservée exclusivement à l'U.R.S.S., mais vise aussi bien les Etats-Unis. Une telle évolution était perceptible depuis plusieurs mois dans la presse chinoise. M. Hu Yaobang lui a maintenant donné un label officiel. Après avoir déclaré, en effet, que *« la tâche la plus importante des peuples du monde était de s'opposer à l'hégémonisme et de sauvegarder la paix »*, le président du P.C.C. a fait allusion *« aux super-puissances qui pratiquent l'hégémonisme »* et il a proclamé que *« la paix du monde ne peut être sauvegardée que si les peuples s'unissent réellement et luttent résolument contre toutes les expressions d'hégémonisme et d'expansionnisme »*. Se faisant encore plus précis, M. Hu Yaobang a expressément condamné l'*« hégémonisme américain »* pour son soutien à Israël dans *« son agression odieuse contre le peuple palestinien »*.

En ce qui concerne les relations de parti à parti, M. Hu a affirmé que *« les différences d'opinion ne pouvaient être résolues que graduellement par les consultations amicales et patiemment, en prenant son temps »*. Il a ajouté que *« le P.C. chinois partageait l'idée que tous les partis communistes devaient tirer des enseignements des succès et des échecs des autres »* et pensait que *« une telle volonté contribuera à la croissance et à l'épanouissement du mouvement communiste international »*. Ces propos sont les plus nets et les plus positifs tenus publiquement depuis fort longtemps sur le sujet par un dirigeant chinois.

MANUEL LUCBERT.

Inde

Mme Gandhi a remanié son gouvernement

Mme Gandhi a remanié, jeudi 2 septembre, son gouvernement. Le principal changement affecte le ministère de l'information, au moment où une importante controverse oppose les journalistes et les autorités (*le Monde* du 4 septembre). M.N.K.P. Salve en prend la responsabilité, en remplacement de M. V. Sathe, nommé ministre de l'industrie chimique et des engrais. D'autre part, le ministère de l'intérieur, sans titulaire depuis l'élection de M. Zail Singh à la présidence de la République, en juillet, a été confié à M. Prakash Chand Sethi, jusqu'ici ministre des chemins de fer.

Aucun ministre ne quitte le gouvernement mais plusieurs changent d'affectation, tandis que deux secrétaires d'Etat battus aux élections du Conseil des Etats (Chambre haute), perdent leurs fonctions.

Voici la composition du nouveau cabinet :

Premier ministre, chargé de l'énergie nucléaire, l'espace, les sciences et la technologie : Mme Gandhi ;
Finances : M. Pranab Mukherjee ;
Affaires étrangères : M. P. V. Narasimha Rao ;
Défense : M. R. Venkataraman ;
Intérieur : M. P.C. Sethi ;
Transports et marine marchande : M. C. M. Stephen ;
Plan : M. S.B. Chavan ;
Chemin de fer : M. A.B.A. Ghani Khan Chandhari ;
Travaux publics, logement et relations avec le Parlement : M. B. N. Singh ;
Energie et pétrole : M. S. Shankar ;
Irrigation : M. K. Pandey ;
Produits et engrais chimiques : M. V. Sathe ;
Industrie, acier et mines : M. N.D. Tiwari ;
Communications : M. A.P. Sharma ;
Santé et sécurité familiale : M. B. Shankaranand ;
Travail : M. Patil ;
Agriculture : M. R.B. Singh ;
Justice : M. J. Kaushal.

Le gouvernement comprend encore six secrétaires d'Etat (chargés de ministères particuliers), dix-huit secrétaires d'Etat dépendant de ministres et dix-huit vice-ministres. — *(Reuter, A.F.P.)*

Vietnam

A L'OCCASION DE LA FÊTE NATIONALE

Hanoi fait état d'une amélioration de la situation agricole et alimentaire

Les cérémonies en l'honneur du trente-septième anniversaire de l'indépendance du Vietnam, jeudi 2 septembre, ont permis à M. To Huu, premier vice-premier ministre, de dresser le premier bilan relativement optimiste de la situation économique du pays depuis des années et de refaire le point sur la politique étrangère de Hanoï.

Bien qu'en termes peu précis M. To Huu fait état de *« succès sur presque tous les plans de la politique agricole* [qui] *montrent l'efficacité des nouvelles politiques »*. En particulier pour le riz : *« Faisant suite*, a-t-il dit, *à la bonne récolte de la campagne de riz d'automne de 1981, celle d'hiver-printemps de 1982 a été très bonne avec une production de paddy* (riz non décortiqué) *la plus élevée jusqu'ici. »* Mais, en raison de la baisse des cultures de substitution (maïs, patates, manioc), *« la production vivrière de toute l'année n'a augmenté que de 140 000 tonnes »*. *« Cette année*, poursuit M. To Huu, *à la différence des années précédentes, où nous avons dû importer des quantités importantes de vivres, nous avons, pour la première fois, au prix de gros efforts, réussi à résoudre, dans une mesure importante, le problème alimentaire. »* En clair, le Vietnam est devenu sur ce plan moins dépendant de l'aide soviétique.

Ces succès sont dus à la politique, plus libérale, des *« contrats »*, reconnaît M. To Huu. Il n'empêche qu'au Sud, a-t-il insisté, *« il faut élargir le champ d'action du secteur étatique de l'économie et promouvoir son rôle dirigeant »*.

Le vice-premier ministre s'est aussi félicité des bons résultats de l'artisanat et de l'industrie, tout en reconnaissant que *« la distribution et la circulation restent cependant une question d'actualité ardue et complexe »* qui *« est en train de créer de grandes difficultés à la production et à la vie »*. Ces secteurs, a-t-il dit, *« constituent le domaine dans lequel se déroule âprement la lutte sans répit entre les deux voies socialiste et capitaliste »*. Il a défini les *« quatre objectifs généraux »* à atteindre : *« Satisfaire les besoins les plus pressants et les plus nécessaires de la population, stabiliser peu à peu puis élever d'un pas son niveau de vie »* ; *« poursuivre l'édification de la base matérielle et technique du socialisme »* ; *« achever la transformation socialiste du Sud »* et *« répondre aux besoins de la défense nationale »*.

Un autre point du discours, relativement optimiste, est son insistance renouvelée sur la nécessité de développer les exportations de produits, tant agricoles qu'industriels, pour pouvoir *« importer le matériel et les équipements nécessaires à l'activité économique du pays »* (...) et *« abolir toute dépendance illogique »*.

Même si M. To Huu met l'accent sur les relations avec l'U.R.S.S., dont il souligne la *« forte vitalité »*, on sent, dans son discours, que le Vietnam souhaite utiliser ces premiers et modestes succès pour tenter d'affirmer son indépendance à l'égard du Kremlin.

P. de B.

AFRIQUE

Kenya

Un mois après la tentative de putsch

LE COUVRE-FEU A ÉTÉ LEVÉ A NAIROBI

Nairobi (*A.F.P., A.P., Reuter*). — Imposé dans la région de Nairobi après le coup d'Etat manqué du 1[er] août dernier, le couvre-feu a été levé vendredi soir 3 septembre par les autorités kenyanes.

La radiodiffusion, qui a invité les Kenyans à reprendre le travail, a indiqué que la levée du couvre-feu *« signifie que le gouvernement kenyan est pleinement satisfait du retour à la normale à Nairobi et dans le pays après les récents événements survenus au Kenya »*.

Le gouvernement a cependant demandé à la population de faire preuve de vigilance car vingt-cinq militaires de l'armée de l'air ayant pris part à la tentative de putsch sont toujours en fuite. Bien qu'aucune date n'ait encore été fixée pour leur procès, deux mille autres soldats, sous-officiers et officiers appartenant aux forces aériennes devraient prochainement passer en cour martiale.

● *Avant la visite officielle de M. Sekou Touré.* — L'association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée (6, rue Schimper, 67000 Strasbourg) a adressé un télégramme de protestation, vendredi 3 septembre, à M. Guy Penné, conseiller à la présidence pour les affaires africaines et malgaches. L'association dénonce la présence à Paris, pour préparer la visite de M. Sekou Touré, de M. Seydar Keita, ancien ambassadeur de Guinée en France, qualifié de *« tortionnaire notoire de Français anciens prisonniers en Guinée »*.

Tchad

PLUSIEURS RÉGIONS DU PAYS SONT FRAPPÉES PAR LA FAMINE

Ravagées par la guerre civile, plusieurs régions du Tchad souffrent de la famine et, notent le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et l'Organisation des Nations unies, on commence à enregistrer des décès. Selon le C.I.C.R., *« la situation empire de jour en jour »*. Des vivres sont entreposés dans la capitale tchadienne et au Cameroun, mais une aide reste nécessaire pour les transporter dans certaines zones accessibles exclusivement par voie aérienne. A l'issue d'une réunion d'organisations humanitaires tenue à N'Djamena le 28 juillet, le gouvernement tchadien a officiellement demandé une aide de 500 000 dollars, en devises ou en appareils, pour organiser un pont aérien.

Tandis que les forces restées fidèles au colonel Kamougue viennent de lever l'interdiction faite aux étrangers de circuler dans le sud du Tchad, la situation reste incertaine à Moundou, ville considérée comme le fief des « sudistes ». En effet, à la suite de la défection de deux garnisons, les ralliements aux forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré s'étendent. Un ressortissant français de retour de Moundou a déclaré, à son arrivée à Douala, au Cameroun : *« Les étrangers bloqués cette semaine à Moundou par la défection de la garnison de Sahr, capitale du Sud, avaient été empêchés de quitter la ville pendant plusieurs jours. Ils étaient plus ou moins gardés en otage... »*

De son côté, à l'issue de ses entretiens avec M. Ahidjo, président du Cameroun, M. Hissène Habré a de nouveau rejeté, mercredi, toute idée de fédération entre le nord et le sud du pays. — *(Reuter.)*

Le Monde

politique

M. Raymond Barre dénonce à la fois "l'échec cinglant" de la majorité et ceux qui ont "facilité" sa victoire

Alors que l'U.D.F. se préoccupe de savoir quelle place doit être faite à M. Valéry Giscard d'Estaing au cours de son prochain congrès, alors que certains de ses responsables craignent que ne se rallume la guerre des chefs, dans l'opposition, il n'était pas inutile pour M. Raymond Barre, de se rappeler au bon souvenir de tout le monde, et de suggérer ainsi qu'entre l'ancien chef de l'État et M. Jacques Chirac il y a peut-être un recours, il y a sûrement un homme en réserve de la République.

Aussi M. Raymond Barre, qui s'exprimait, vendredi 3 septembre, devant les jeunes démocrates-sociaux, dont il était l'invité à Saint-Jean-de-Sixt (Haute-Savoie), ne s'est-il pas contenté de dénoncer l'échec « total et cinglant » du gouvernement. L'ancien premier ministre, en effet, n'a pas été plus tendre envers *ceux qui* « ont contribué à l'arrivée au pouvoir de l'actuelle majorité ».

A ceux qui ont cru deviner une attaque contre M. Jacques Chirac, M. Barre n'en a pas dit plus ; mais, interrogé sur les récentes déclarations du maire de Paris — renouvelées en Polynésie française — quant à la courte durée de l'expérience socialiste, il a précisé simplement que lui « ne fait pas cette *hypothèse* ».

M. Jacques Dominati non plus, le *député U.D.F. de Paris* considère que « ce qui est essentiel pour un certain nombre de libéraux, c'est d'agir de telle manière qu'on évacue le problème *des candidats à l'élection présidentielle, car il n'y a pas de présidentielle* demain, ni après-demain, ni même dans les deux ou trois ans, les règles démocratiques faisant que les élections auront lieu en temps voulu ».

Mais les hommes « pressés », selon l'expression de M. Paul Quilès (P.S.), ne se trouvent pas seulement dans les rangs du R.P.R. : ainsi M. Michel Poniatowski va plus loin que M. Jacques Chirac. Pour l'ancien ministre de l'intérieur, qui a pris la parole à La Plagne, devant les jeunes giscardiens, « rien ne dit que des élections législatives anticipées n'auront pas lieu pour trouver une solution à une situation semblable à celle de 1968 ».

Cette escalade dans le pronostic dramatique, cette virulence dans la critique, procède peut-être de la nécessité, pour l'opposition, « de faire oublier le passé », selon l'expression de M. Barre. Telle est sans doute l'opinion de M. Defferre qui s'emploie, chiffres à l'appui, à rappeler le passé du prédécesseur de M. Barre à l'hôtel Matignon.

De notre envoyée spéciale

Saint-Jean-de-Sixt. — Au moment où l'U.D.F. se perd en débats internes sur l'opportunité de son congrès, M. Raymond Barre choisit de commencer son intervention par un plaidoyer en faveur de l'union. Il déclare notamment : *« L'union ne doit pas dépendre de combinaisons politiques, mais répondre à l'aspiration des Français. Certaines divisions et querelles, qui nous ont fait tant de mal, doivent une fois pour toutes être abandonnées. »*

Analysant la situation présente de la France, il affirme : *« Dans tous les domaines, les faits parlent d'eux-mêmes. Après l'état de grâce, nous sommes entrés dans l'état de contrition et de pénitence. Qu'il s'agisse de politique intérieure, économique ou sociale, l'échec est total et cinglant. Les Français auront à supporter longtemps les conséquences d'une idéologie du passé inadaptée aux exigences du monde dans lequel nous vivons. Et nous ne sommes pas au bout de nos étonnements puisque l'actuel pouvoir dispose de la durée que lui assurent les institutions et qu'il a trop longtemps attendu pour jouir des délices du pouvoir pour se faire allègrement hara-kiri. Nous aurons à observer de nouvelles manifestations de ce que j'appellerai la politique de la mise en scène dont la lutte contre le terrorisme est le suprême exemple. »* M. Barre poursuit : *« Aujourd'hui, ce qui est important et réconfortant, c'est que la cure de désintoxication nationale est commencée. En dépit du puissant soutien de l'orchestre de la complaisance, les Français commencent à comprendre à quel point ils ont été abusés. »*

Il précise : *« Je ne parle pas de ceux qui, soit par humeur ou pour défendre de médiocres petits intérêts, soit parce qu'ils ont été dévoyés, ont contribué au succès de l'actuel pouvoir. Ceux-là ont reflué depuis longtemps. Ils se signalent par une opposition d'autant plus virulente qu'ils cherchent à faire oublier ce qu'ils ont fait. Je pense à tous les Français et les Françaises de bonne foi qui ont cru à tout ce que l'opposition d'hier leur a dit et promis et qui sont aujourd'hui victimes de la baisse du pouvoir d'achat. »*

Après avoir déploré que le débat politique se caractérise trop par la *« persistance d'idéologies désuètes et de provincialisme »*, l'ancien premier ministre observe : *« L'important n'est pas de savoir si on fait une politique libérale, sociale, sociale-démocratie ou centriste. La politique, ce n'est pas du nominalisme, mais du réalisme inspiré par des principes. »* Faisant allusion aux écrits de M. François Mitterrand, il ajoute : *« L'important, ce n'est pas la paille des mots comme le dit le philosophe, mais le grain des choses »*. L'ancien premier ministre définit *« cinq exigences pour l'avenir »*. La première concerne la stabilité des institutions politiques qui *« doivent pouvoir s'appuyer sur une majorité solide »*. Le député du Rhône marque sa préférence pour le scrutin majoritaire. *« Je comprends*, dit-il, *que pour les élections municipales on recherche une plus grande représentativité, mais, pour les régionales et les législatives, j'estime qu'il faut un scrutin qui permette de gouverner. »* La deuxième exigence concerne le *« renouveau démocratique »*, la troisième l'*« économie compétitive »*. M. Barre juge que *« les entreprises ont toujours été assistées et n'ont jamais eu cette contrainte qu'est une monnaie stable et solide ». « Elles ont toujours compté sur le ballon d'oxygène de la dévaluation (...)*, ajoute-t-il. *Il faut que nous renoncions à des conceptions inadaptées du rôle de l'Etat, il faut que l'Etat sache donner les impulsions nécessaires (...). Il faut savoir de temps en temps jeter les gens à l'eau pour qu'ils sachent nager. Enfin, il faut qu'en France on comprenne que les bonnes entreprises sont celles qui font des profits et non pas celles qui viennent tendre la main à l'Etat. »* M. Barre s'élève contre le protectionnisme, *« même sous cet euphémisme qui s'appelle la reconquête du marché intérieur »*. La quatrième exigence touche à *« une société de progrès »* qui *« repose sur un système éducatif autour de trois idées force : la diversité, l'égalité, l'autonomie »*.

M. Barre plaide pour *« des citoyens responsables et notamment des organisations qui doivent savoir que leur rôle est de concourir au bien public et non de chercher à investir l'Etat »*. Il explique que pour faire des individus des êtres responsables, il faut que, *« dans le revenu individuel, la part directement liée à l'effort individuel soit plus grande que celle liée à la redistribution »*. Pour la cinquième exigence, à savoir une *« politique étrangère fondée à la fois sur l'indépendance et la coopération internationale »*, M. Barre note qu'il ne s'agit pas d'une dépendance exclusive, mais d'une *coopération internationale*.

Il conclut en soulignant *« l'importance de la morale en politique »*, c'est *« la grande leçon à tirer des événements depuis 1981 »*, indique-t-il avant d'ajouter : *« A long terme, en dépit des vicissitudes, c'est la morale qui gagne, même en politique. »*

Aux questions qui lui sont posées après cette intervention de quarante minutes, M. Raymond Barre estime *« regrettable »* le recul du budget de la défense et il assure qu'*« il ne critique pas l'actuel pouvoir au nom d'une quelconque doctrine »*. Interrogé sur les propos de M. Jacques Chirac pour qui *« l'expérience socialiste ne durera pas deux ans »*, il précise : *« Nous sommes là dans le domaine des hypothèses et, personnellement, je ne fais pas cette hypothèse. »* — C. F.-M.

TROIS SONDAGES

Le Figaro-Magazine - Sofrès : MM. Mitterrand (54%) et Mauroy (46%) perdent chacun trois points à l'indice de confiance

Le Figaro Magazine daté du 4 septembre publie un sondage réalisé par la Sofres entre les 20 et 26 août auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus. Selon cette enquête, 54 % (au lieu de 57 % en juin dernier) font confiance à M. Mitterrand *« pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement »*, et 42 % (au lieu de 39 % précédemment) ne lui font pas confiance. A la même question, *M. Mauroy* perd également trois points à l'indice de confiance (46 % au lieu de 49 %) et le pourcentage des personnes interrogées qui ne *lui font* pas *confiance* (47 % au lieu de 44 %) est supérieur à ceux qui lui accordent leur confiance.

Parmi les personnalités de la majorité, M. Michel Rocard reste celui dont les personnes interrogées (57 %) souhaitent le plus *« lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir »*. Viennent ensuite MM. Pierre Mauroy (46 %, soit une perte de 6 points), Jacques Delors (45 % : sans changement), Lionel Jospin (36 % ; — 1 point), Michel Crépeau (28 % ; — 1 point), Jean-Pierre Chevènement (27 % ; + 6 points), Pierre Bérégovoy (19 % ; cité pour la première fois) et Georges Marchais (15 % ; — 4 points).

Toutes les personnalités de l'opposition progressent à l'exception de M. Giscard d'Estaing qui reste stable avec 31 %. Il est devancé par M. Chirac qui avec 44 % gagne deux points et par Mme Veil qui avec 38 % en gagne quatre. M. Barre (26 %) gagne un point, M. Chaban-Delmas (23 %) en gagne trois et M. Lecanuet (16 %) un). M. Monory, cité pour la première fois est crédité de 20 %.

A la cote d'opinion des partis politiques, le P.C.F. perd cinq points de « bonne opinion » (21 % au lieu de 26 %), le P.S. trois points (57 % au lieu de 60 %), le M.R.G. reste stable (33 %), l'U.D.F. et le R.P.R. reculent chacun des points et recueillent respectivement 33 % et 38 % de bonne opinion.

La lutte contre la violence et la criminalité est considérée par 28 % des personnes interrogées (a ulieu de 14 % en juin) comme prioritaire pour le gouvernement. La lutte contre le chômage arrive en tête de ses priorités avec 48 % (au lieu de 53 %) et celle contre la hausse des prix passe de 22 % à 17 %.

L'action menée contre l'inflation est jugée moins inefficace qu'en juin (70 % au lieu de 78 %) et donc plus efficace (26 % au lieu de 17 %). En revanche, celle en matière d'emploi n'est pas estimée plus efficace : 19 % au lieu de 21 % la considèrent efficace et 75 % au lieu de 73 % inefficace. Le pessimisme augmente : 54 % (+ 4 points) pensent que *« les choses ont tendance à aller plus mal »* et 15 % (— quatre points) qu'elles *« vont en s'améliorant »*.

« FRANCE-SOIR MAGAZINE » - IFOP : M. Rocard reste en tête à l'indice d'opinion

France-Soir Magazine daté du 4 septembre publie un sondage de l'IFOP réalisé du 16 au 19 août auprès de mille cinquante-sept personnes. Cette enquête indique l'opinion, bonne ou mauvaise, que les Français ont des personnalités politiques. Des vingt-deux proposées au jugement des personnes interrogées, M. Rocard reste la personnalité qui recueille le plus de « bonne opinion » : 62 % (il gagne 3 points par rapport à juin). Le pourcentage de « mauvaise opinion » augmente de 5 points (18 % au lieu de 13 %). En seconde *position* figure M. Delors (54 %, soit + 6 points de « bonne opinion », et 21 %, soit + 4 points de « mauvaise opinion »). Le ministre *des finances*, avec MM. Chirac (47 %, soit +5 points de « bonne opinion », et 43 %, soit + 4 points de « mauvaise opinion »), *Chevènement* (37 %, soit + 7 points de « bonne opinion », et 21 %, soit + 4 points de « mauvaise opinion ») et Defferre (33 %, soit + 7 points de « bonne opinion », et 51 %, soit + 4 points de « mauvaise opinion »), enregistre une augmentation plus forte de « bonne opinion » que de « mauvaise opinion ». A l'exception de MM. Savary (*28 % de « bonne opinion »* et 18 % de « mauvaise opinion », soit + 2 points dans les deux cas) et Hernu (31 % de « bonne opinion » et 23 % de « mauvaise opinion », soit + 2 points dans les deux cas), toutes les autres personnalités *voient leur cote* négative augmenter plus fortement que leur cote positive.

« LA VIE FRANÇAISE » - IFRES : un Français sur deux pense que la relève au P.S. sera assurée par M. Rocard

La Vie française du 4 septembre publie un sondage réalisé par l'IFRES entre les 24 et 30 août auprès de mille personnes. 36 % estiment que la majorité (P.C., P.S.) s'est *« affaiblie au cours des deux derniers mois »* et 34 % qu'elle s'est *« renforcée »*. Pour 39 % c'est *« le P.S. qui a gagné du terrain »*, pour 9 % c'est le P.C., et pour 52 % *« ni l'un, ni l'autre »*. 50 % des personnes interrogées jugent que le P.S. est *« plutôt uni »*, et 37 % *« plutôt divisé »*.

A la question de savoir qui *« le jour venu »* est susceptible d'assurer *« la relève au P.S. »*, 50 % répondent M. Rocard, 26 % M. Mauroy, 14 % M. Jospin et 10 % M. Chevènement.

● *Au cabinet de M. Jack Ralite.* — Par arrêté publié au *Journal officiel* du 27 août, Mme Dominique Acker est nommée chef de cabinet de M. Jack Ralite, ministre de la santé, en remplacement de M. Georges Merlhe, *appelé à d'autres responsabilités.*

[Née le 6 décembre 1971 à Saint-Martin-la-Plaine (Loire). Mme Dominique Acker, après avoir obtenu le diplôme d'H.E.C.-J.F., est entrée à l'Ecole nationale de la santé publique de Rennes. Titulaire d'un doctorat de troisième cycle et d'une maîtrise de linguistique, Mme Acker était attachée de direction au Centre hospitalier spécialisé Sainte-Anne à Paris.

Mariée, mère de trois enfants, Mme Acker est membre du P.C. depuis 1972 et membre du comité de section de Paris-Montsouris.]

Quand l'école du P.C.F. s'ouvre aux journalistes

Le parti communiste accorde un soin particulier à la formation de ses militants et de ses cadres. Des stages organisés dans les sections, qui prévoient plusieurs soirées ou un week-end à l' « *école de quatre mois* », suivis presque exclusivement *par des permanents, se tiennent* à l'école Maurice-Thorez à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) : plusieurs formes et plusieurs niveaux de formation sont proposés aux communistes, en fonction des responsabilités qu'ils exercent ou de celles qu'on aimerait leur voir prendre.

Le vingt-quatrième congrès du P.C.F. avait souligné, en février dernier, la nécessité d'améliorer le travail dans ce domaine. Mme Francette Lazard, responsable de ce secteur au bureau politique, avait présenté au comité central, le 16 avril dernier, un rapport dans lequel elle annonçait un effort pour « *multiplier rapidement le nombre de camarades susceptibles d'animer l'activité d'éducation* ». Les responsables fédéraux à l'éducation *ont donc repris le chemin de l'école* de Choisy-le-Roi pour un stage d'une semaine, les premiers au mois de mai dernier, d'autres du 29 août au 4 septembre.

Ce dernier stage a été ouvert vendredi 3 septembre aux journalistes, *invités à déjeuner avec les* stagiaires et à suivre le cours de philosophie de M. Lucien Sève, membre du comité central du P.C.F. M. Sève a affirmé qu'il existe chez les communistes une forte demande d'apprentissage de la philosophie marxiste. Il a donné de celle-ci une *présentation qui en fait, avec le* positivisme, l'une des deux seules doctrines pouvant prétendre au statut de « *philosophie de notre temps* ». Pour M. Sève, tout autre conception de la philosophie — en particulier celle qui consiste à lui demander des enseignements sur l'Etat ou sur le langage comme l'a fait cet été *le Monde Dimanche*, est « *caduque* ». La tâche de la philosophie, selon M. Sève, est de « *vérifier les catégories de la pensée scientifique* ».

Venant après des cours sur le socialisme, l'évolution de la situation internationale, la voie française au socialisme, la stratégie du P.C.F. et l'économie politique, le cours de M. Sève concluait une série de travaux destinés à permettre aux responsables du secteur éducation de réfléchir sur la meilleure manière de former les communistes d'aujourd'hui. Les journalistes qui ont commencé à quitter la salle de cours au bout d'une demi-heure ont fait, pour leur part, figure de mauvais élèves. — P. J.

M. DEFFERRE : suivre les leçons de M. Chirac conduirait à « une situation affreuse »

M. Gaston Defferre a estimé, vendredi 3 septembre, que *« si les Français suivaient les leçons que donne M. Chirac, ils tomberaient dans une situation économique et sociale absolument affreuse »*. Interrogé par TF 1, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a mis en cause la gestion économique de M. Chirac, alors que celui-ci était premier ministre, de 1974 à 1976.

M. Defferre a précisé : *« Les prix à la consommation, sous Chirac, ont augmenté de 24 %, deux fois plus vite qu'en Allemagne fédérale ; le nombre des chômeurs est passé de quatre cent cinquante mille à neuf cent soixante et un mille, soit une progression de 113 %, alors que nous en avons arrêté la progression. »* Selon M. Defferre, *« le déficit du commerce extérieur est passé de 392 millions à 2 milliards 466 millions de francs, soit une progression de 527 % »*. Il a poursuivi : *« Il n'y avait pas de déficit budgétaire quand M. Chirac est arrivé, il y avait un excédent de 346 millions. Il a laissé un déficit de 15 milliards. Le franc est sorti du serpent monétaire en 1974, il y est rentré en 1975, il en est ressorti en 1976 et il a perdu près de la moitié de sa valeur par rapport au deutschmark. »*

Faisant allusion aux déclarations du président du R.P.R., qui prédit une dissolution avant terme de l'Assemblée nationale, M. Defferre a ironisé en notant qu'il n'est pas sûr que M. Mitterrand suive ce conseil.

LES ORDONNANCES CONCERNANT LA NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux DOM-TOM, qui a reçu, jeudi 2 septembre, à Paris, des élus de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.), a indiqué :

« Conformément aux engagements pris devant le Parlement et malgré le vote négatif de l'Assemblée territoriale, il a été largement tenu compte des propositions faites aussi bien par l'Assemblée territoriale que par le conseil de gouvernement et les textes [des quatre ordonnances] *seront promulgués dans le courant du mois d'octobre. »*

M. Emmanuelli a précisé que *« la question fondamentale du statut de la Nouvelle-Calédonie ne sera pas traitée par ordonnance, bien que la loi d'habilitation le permette, mais fera l'objet d'une négociation avec les élus du territoire »*.

Le secrétaire d'Etat a noté *« le revirement spectaculaire de certaines forces politiques qui paraissent se rallier aujourd'hui à l'idée d'autonomie interne, après avoir été pendant des années des défenseurs acharnés d'une hypothétique départementalisation »*. M. Emmanuelli a expliqué à ses interlocuteurs *« que le gouvernement a délibérément choisi d'ignorer les attaques brutales et parfois outrancières dont il est l'objet, afin de ne pas transposer en Nouvelle-Calédonie des querelles de la politique intérieure de l'Hexagone, qui ne pourraient être que néfastes à la Nouvelle-Calédonie »*.

● *M. Chirac* a confirmé, vendredi 3 septembre, à Papeete, les propos qu'il avait tenus les jours précédents en Nouvelle-Calédonie. Il a déclaré : *« Si le gouvernement socialiste continue à gérer et à gouverner la France comme il le fait depuis un an, où il sera obligé lui-même par réalisme de renoncer à l'expérience socialiste, comme il l'a d'ailleurs fait en instituant le blocage des prix et des salaires, ce qui est contraire à ce qu'il avait affirmé au départ, où bien les choses iront de façon telle qu'il sera difficile de ne pas consulter le peuple. »* Le président du R.P.R. a ajouté que *« les expériences socialistes, en raison de leur inadaptation au monde moderne n'ont jamais duré très longtemps dans des pays comparables à la France »*.

● *Le Front national (extrême droite)*, que préside M. Jean-Marie Le Pen, organise, sur le thème « Ni rouge ni rose, *c'est* la fête des bleu-blanc-rouge », les 18 et 19 septembre prochain, *« l'anti-fête de* l'Humanité », *dans* le cadre du parc d'attraction de la vallée des Peaux-Rouges, à Fleurines (Oise). Des croix gammées et des inscriptions *« avec la carte du SAC »* ont été peintes en rouge, vendredi 3 septembre, sur les panneaux publicitaires de ce parc. — *(Corresp.)*

● *Neuf attentats à l'explosif en Corse.* — Neuf attentats à l'explosif, qui n'ont pas encore été revendiqués, ont été commis dans la nuit du 1er au 2 septembre en Corse. A Vescato et à Travo (Haute-Corse), des boucheries étaient visées tandis qu'à Algaiola, dans le même département, une agence immobilière était endommagée. A Propriano (Corse-du-Sud), quatre appartements, propriétés de continentaux, ont été touchés ainsi que les locaux de la Société générale. Dans le centre d'Ajaccio, un magasin de plomberie a été fortement endommagé. Enfin, des charges d'explosif ont pu être désamorcées à temps à Sartène, devant les locaux de la Société générale, et dans le parc naturel régional de la Corse devant la « maison du berger ».

Le Monde

société

DÉFENSE

Les restrictions budgétaires affecteront principalement en 1983 les dépenses d'équipement classique des armées

« Une purge d'un an » : C'est en ces termes qu'on commente au ministère de la défense le projet de budget militaire pour 1983, qui progressera moins vite que l'ensemble des dépenses publiques et qui, si l'on s'en tient aux seuls crédits d'équipement, marque une pause très nette par rapport à 1981 et 1982.

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a prévu de présenter son projet de budget le jeudi 30 septembre à la commission de la défense de l'Assemblée nationale et, à en juger déjà par certaines réflexions de députés de l'opposition, il n'est pas sûr que les crédits militaires en 1983 recueilleront la quasi unanimité, comme ce fut le cas au Parlement pour le budget 1982.

En incluant les pensions versées aux retraités, le projet de budget des armées pour 1983 totalise 158,9 milliards de francs en crédits de paiement mais, sans ces mêmes pensions, il est de l'ordre de 133,2 milliards de francs, soit une hausse de 8,47 % par rapport au budget 1982.

Cette progression est inférieure à celle de l'ensemble du budget de l'Etat (+ 11,8 %) pour 1983, ce qui confère aux armées françaises une part des dépenses publiques (environ 15,1 %) la plus faible depuis des décennies, et cela pour la deuxième année consécutive (avec 15,6 % en 1982). Ainsi, le pouvoir d'achat des armées devrait continuer à stagner, et même à régresser l'an prochain, si l'inflation se maintient.

Avec une augmentation de l'ordre de 11 %, les dépenses de fonctionnement — il s'agit principalement des soldes — ne permettront pas de créer autant d'emplois que pour 1982. Seule, la gendarmerie nationale sera invitée à recruter mille cadres de carrière supplémentaires et trois mille jeunes du contingent (les gendarmes auxiliaires) conformément à une loi qui autorise le gouvernement à porter la proportion des appelés à 10 % des effectifs globaux de cette arme de métier.

L'austérité de ce budget de fonctionnement est telle que de nombreux militaires se demandent, aujourd'hui, s'ils ne doivent pas s'attendre à terme à une déflation des effectifs, dont il semble qu'elle soit en préparation, et qui se traduirait, ultérieurement, par une dissolution de certaines unités.

Des choix

Quant aux dépenses d'équipement — c'est-à-dire les études et les achats d'armements — exprimées en francs courants, elles marquent le pas en 1983 avec, seulement, 8,3 % de hausse prévue par rapport à 1982, soit une régression si l'on se souvient que l'inflation dans le secteur militaire est très nettement supérieure à l'inflation « civile ».

L'armement nucléaire restera la priorité, en recevant des crédits supérieurs de 15 % par rapport à 1982, pour que soient menés à bien les programmes de missiles tactiques A.S.M.P. (air-sol à moyenne portée) sur des avions de combat et de missiles stratégiques M 4 à bord du sous-marin *l'Inflexible*.

De l'aveu même du ministère de la défense, les états-majors devront, dans le domaine des armements classiques, arrêter des choix pour rester à l'intérieur de « l'enveloppe » budgétaire définie pour 1983 par le gouvernement.

C'est probablement l'armée de terre qui s'estimera la plus touchée par les restrictions budgétaires et qui dresse déjà la liste des matériels dont elle devra interrompre ou reporter la construction. Ainsi, le nombre des blindés légers de reconnaissance AMX-10 RC et des nouvelles jeeps qui seront commandés sera considérablement réduit, de moitié dans l'hypothèse la plus optimiste. Le remplacement du parc des camionnettes tactiques sera étalé dans le temps et le programme de modernisation des chars de combat AMX-30 B2 sera réexaminé, avec moins d'exemplaires neufs commandés et une diminution du nombre des modèles anciens remis aux nouvelles normes.

Cette situation inquiète déjà les industriels. On ne cache pas au ministère de la défense que le maintien des plans de charge et de l'emploi passe par un effort à l'exportation.

Dès les premières indiscrétions sur ce budget (*le Monde* du 21 août), le parti républicain a estimé que « *la France baisse la garde au moment même où les tensions internationales s'accentuent* ». Il a annoncé son intention de mener « *une campagne active d'explication* » auprès des cadres militaires « *pour dénoncer ce nouvel affaiblissement de la France* ».

JACQUES ISNARD.

M. HERNU NE VEUT PAS LAISSER LE MONOPOLE DES VENTES D'ARMES AUX DEUX GRANDES PUISSANCES

« *J'ai bonne conscience quand je vends des armes à un pays, si cela l'empêche d'acheter à l'un des deux Grands.* » C'est ce que répond le ministre de la défense, M. Charles Hernu, dans un entretien avec l'hebdomadaire *le Figaro Magazine* de ce samedi 4 septembre, au cours duquel il précise que les ventes d'armes françaises à l'étranger ont totalisé 33,8 milliards de francs en 1981 (au lieu de 37 milliards de francs en 1980).

FAITS ET JUGEMENTS

FUGUE

Sa vie de pensionnaire à l'hospice de Lamarche (Vosges) ne convenait pas à M. Gabriel Frémy, quatre-vingt-deux ans. Le 27 août, le vieillard s'enfuit. Il veut retourner près des siens, qui habitent en Haute-Marne, à Brainville-sur-Meuse. Sans un sou vaillant, il aura recours à l'auto-stop. Un automobiliste complaisant le dépose à Breuvannes-en-Bassigny (Haute-Marne). Après, tout laisse supposer que le vieil homme se soit égaré en cherchant le chemin de son village. Jeudi 2 septembre, on a retrouvé son corps près de la rivière Le Flambart, non loin du lieu où vit sa famille. M. Gabriel Frémy était mort d'épuisement : le froid, la faim, l'âge... Et l'émotion, peut-être.

● *Fausse alerte à l'ambassade de Grande-Bretagne.* — Les artificiers du service des explosifs du laboratoire central de la préfecture de police de Paris ont fait exploser, « *par mesure de sécurité* », vendredi 3 septembre dans l'après-midi, un colis dans la cour de l'ambassade de Grande-Bretagne, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris. Adressé par la poste, il avait été jugé suspect par les personnels de l'ambassade, particulièrement méfiants depuis l'arrestation de trois Irlandais par la police française. On précise, à la préfecture de police, qu'il s'agissait bien d'une « *fausse alerte* ».

● *Après l'incendie du centre psycho-pédagogique Jean-Sarrailh* à Aire-sur-l'Adour (Landes), qui avait eu lieu le 26 mai, une nouvelle victime est décédée des suites de ses brûlures. Il s'agit de Laurent Pouquet, un élève âgé de seize ans.

Le patron d'une entreprise de travail intérimaire est inculpé

Compiègne. — M. Philippe Delvincourt, trente-huit ans, P.-D.G. de la société de travail intérimaire Jipegy, dont le siège est à Compiègne (Oise), a été inculpé, le 3 septembre, d'abus de biens sociaux, de banqueroute frauduleuse et de présentation de bilans inexacts. Le total des malversations qui lui sont reprochées avoisinerait 1 000 000 de francs. Arrêté le 2 septembre par des policiers du S.R.P.J. de Creil, M. Delvincourt a été remis en liberté contre le versement d'une forte caution, au terme d'une garde à vue de vingt-quatre heures.

Fondée en 1970, à Compiègne, au capital de 20 000 F, la société Jipegy avait réalisé, en 1980, un chiffre d'affaires de 60 millions de francs. Employant quatre-vingts salariés à plein temps et de nombreux personnels intérimaires dans ses quinze agences situées principalement au nord de la Loire, à l'exception de deux, respectivement installées à Lyon et à Cannes, cette société avait déposé son bilan le 15 avril. Mise en règlement judiciaire quatre jours plus tard, le 19 avril, elle continuait cependant à fonctionner sous l'administration d'un syndic, Mᵉ Pierre Couespel, de Compiègne. — *(Corresp.)*

● *La demande de mise en liberté de Mme Helyette Besse*, cinquante-trois ans, directrice de la librairie Jargon libre, 6, rue de la Reine-Blanche à Paris (13ᵉ) — proche des milieux d'Action directe et incarcérée depuis le 14 août pour avoir recelé trois cartes d'identité italienne vierges — a été rejetée le 3 septembre par M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction à Paris.

MÉDECINE

EN UN PEU PLUS D'UN AN DANS LES VOSGES

Plus de quatre cents personnes ont été intoxiquées par le plomb

Nancy. — Plus de quatre cents personnes ont été intoxiquées par le plomb au cours des quatorze derniers mois dans les Vosges. Il s'agit de cas de « saturnisme hydrique » (1), dû à une présence anormalement élevée de molécules de plomb dans l'eau potable.

Au total, ces intoxications touchent une quarantaine de communes, toutes situées sur le versant lorrain des Vosges, dont le sol renferme en grande partie du grès. Il est toutefois difficile de chiffrer avec précision le nombre de personnes atteintes.

Le service du professeur Duc, du C.H.U. de Nancy, accueille encore actuellement des personnes intoxiquées. En 1976, une mort suspecte et des cas caractéristiques de saturnisme hydrique, notamment à Val-et-Châtillon (Meurthe-et-Moselle) avaient amené la Direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) de Meurthe-et-Moselle et le médecin-inspecteur régional à demander au préfet une enquête pour déterminer l'importance des risques d'intoxication dans le secteur alimenté par la nappe de grès vosgien. Des teneurs en plomb anormalement élevées avaient été, en effet, constatées dans les eaux utilisées par les habitants de nombreuses communes de Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Plus de cinq cents prélèvements furent alors analysés par le laboratoire d'hygiène et de recherche en santé publique de la faculté de médecine de Nancy, dirigé par le professeur Foliguet. M. Michel Morlot, directeur départemental des analyses chimiques, mit alors en évidence les différentes phases du mécanisme de l'intoxication.

De notre correspondant

L'eau de la nappe des grès vosgiens est chimiquement et bactériologiquement pure. Elle est donc parfaitement potable. Mais, en passant dans le grès de ce versant des Vosges, elle se charge de gaz, notamment en anhydride carbonique, et devient légèrement acide, ce qui la transforme en une eau dite « agressive ». Elle reste encore parfaitement potable, mais elle s'attaque alors notamment aux tuyauteries en plomb. Or dans ces communes rurales nombre de maisons possèdent des canalisations de ce genre. « *L'eau qui stagne dans ces vieilles tuyauteries durant la nuit se charge en molécules de plomb. Nous avons noté des concentrations allant jusqu'à 7 milligrammes au litre, alors que la norme française en ce domaine est de 0,1 milligramme par litre pour les eaux de consommation*, commente M. Morlot. *C'est généralement dans les familles celui qui se lève le premier qui est atteint de saturnisme hydrique. Il prépare en général son café avec l'eau qui a passé la nuit en attente dans les tuyaux de plomb. Il tire encore de l'eau, par exemple pour se laver, et vidange ainsi les tuyaux pour le reste de la famille.* »

Des canalisations « toxiques »

L'évidente solution consiste, bien sûr, à supprimer les canalisations en plomb dans les communes concernées. C'est ce qui a été fait depuis longtemps pour les adductions d'eau principales qui sont à la charge de la commune. Mais les quelques mètres de tuyau restants, qui vont de la canalisation communale aux compteurs des maisons dans certaines communes, et les tuyauteries des maisons proprement dites dans toutes les communes doivent être remplacés, et ce à la charge des propriétaires. Aussi beaucoup d'entre eux reculent devant de telles dépenses. D'autant que ce saturnisme hydrique chronique présente souvent des signes cliniques discrets.

Face à des dépenses parfois importantes, certains ont recours à un « système D » pour le moins douteux. Ils font ainsi consciencieusement bouillir l'eau, ce qui bien évidemment ne fait pas disparaître le plomb... D'autres préfèrent suivre les conseils fort simples donnés lors d'une campagne de sensibilisation : faire couler l'eau quelques minutes le matin, et surtout ne pas récupérer cette eau pour faire cuire des aliments qui fixeraient alors à nouveau le plomb. A la suite d'un rapport établi par un ingénieur-conseil de Baccarat, M. Draperi, chaque commune concernée par le saturnisme hydrique connaît depuis octobre 1981 le prix de revient de l'installation et de la surveillance d'une station de neutralisation de l'eau qui serait adaptée à ses besoins.

Cette seconde solution, qui permet d'échapper aux milliers de cas particuliers de changement de tuyaux des maisons, consiste donc à équiper les réservoirs d'eau des communes d'un filtre neutralisant. Ainsi traitée, l'eau peut traverser les derniers mètres de tuyaux de plomb qui mènent aux robinets sans se charger du métal indésirable. La commune de Badonviller, en Meurthe-et-Moselle, est équipée d'une telle installation depuis 1969. Même chose pour les communes de Baccarat, Badménil-au-Bois et La Chapelle depuis 1979. Le maire de Raon-l'Etape, M. Roger Chambet, a précisé pour sa part qu'il vient d'équiper deux des neuf réservoirs qui alimentent la ville. « *Mais les réactions de certaines municipalités n'ont été qu'un feu de paille* », souligne M. Philippe Laurain, qui vient de consacrer sa thèse de doctorat en pharmacie à ce problème, et qui regrette, pour sa part, qu'il n'y ait pas encore eu la création d'un syndicat intercommunal ou départemental groupant toutes les communes concernées par ce problème.

En attendant, le saturnisme hydrique reste une réalité en Meurthe-et-Moselle et dans les Vosges à cause de quelques tuyaux de plomb et sans que soit pris en considération ce qu'il en coûte au budget de la santé pour le traitement des intoxiqués chroniques, conscients ou non de leur état.

JEAN-LOUIS BEMER.

(1) Le saturnisme est constitué par l'ensemble des manifestations pathologiques liées à l'intoxication par le plomb. Le tableau clinique est composé de troubles nerveux rénaux et sanguins, de malaises divers (céphalées, insomnies, troubles digestifs) auxquels peuvent s'ajouter des modifications du psychisme.

GRAVES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES A L'HOPITAL INTERCOMMUNAL DE CRÉTEIL

Selon les délégués de la C.F.T.C. de l'hôpital intercommunal de Créteil (Val-de-Marne) (1), celui-ci connaît depuis plusieurs mois de graves difficultés financières qui porteraient son déficit budgétaire cumulé à quelque 66 millions de francs. Les délégués syndicaux ajoutent que certains produits commencent à manquer, notamment des réactifs de laboratoire, les fournisseurs n'étant pas payés. Depuis plusieurs mois, les salaires du personnel seraient réglés grâce aux avances de la Sécurité sociale sur le remboursement des prix de journée d'hospitalisation.

Dans un communiqué, le ministre de la santé précise que le déficit de l'hôpital n'atteint que 30 millions de francs, et que le ministère a demandé à la Sécurité sociale de consentir dans l'immédiat « *une avance de trésorerie de 30 millions de francs, en anticipation des remboursements qui devront être versés à l'hôpital quand sa facturation sera régularisée. Une étude attentive est en cours et débouchera incessamment sur un plan de redressement de la gestion. Une réunion était déjà prévue pour le mercredi 8 septembre, sous la présidence du commissaire de la République du Val-de-Marne* », ajoute le ministère.

Enfin, le ministère de la santé indique que « *ces difficultés n'ont et n'auront pas d'influence sur la qualité des soins dispensés par cet hôpital* », où un nouveau directeur vient d'être nommé.

(1) Le Centre hospitalier intercommunal de Créteil (CHIC) est totalement séparé, dans sa gestion, de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, qui relève de l'Assistance publique de Paris.

SCIENCES

● *Un nouveau satellite japonais a été lancé*, avec succès, vendredi 3 septembre, par l'Agence nationale japonaise pour le développement spatial (NASDA). Ce tir a eu lieu depuis la base de lancement de Tanegashima, située dans une île, au sud du Japon. Le satellite, qui est chargé de toutes sortes de matériels destinés à des expériences à caractère technologique, fonctionnerait correctement. — *(A.P.)*

SPORTS

TENNIS

LE CHAMPIONNAT DES ÉTATS-UNIS A FLUSHING-MEADOW

Mythologiques combats de Titans

Après l'élimination au deuxième tour de Thierry Tulasne par Harol Solomon, Yannick Noah est le dernier Français en lice des sept participants au championnat des États-Unis. Deux nouvelles têtes de séries ont été sorties vendredi 3 septembre : Brian Teacher par Scott Davis, et Roscoe Tanner par Chip Hooper, un géant noir au service explosif. Les autres favoris, McEnroe, Connors, Lendl, Vilas et Kriek, ont passé un tour supplémentaire avec des bonheurs divers, aux dépens, respectivement, de Marty Davis, Pfister, Kim Mayotte, Hocevar et Victor Amaya.

De notre envoyé spécial

Flushing-Meadow. — Le journaliste sportif est souvent suspecté de gonfler l'épithète, de forcer la métaphore, d'abuser de l'image guerrière. Qu'y a-t-il, par exemple, de plus pacifique qu'une partie de tennis ? Deux messieurs séparés par un filet, échangent des balles dans un rectangle de craie, sous l'œil d'un tiers qui égrène poliment une arithmétique fort bizarre. D'aucuns s'étonnent donc que le maniement d'une raquette et d'une balle évoque coups de massue, boulets, missiles et explosions diverses. Pourtant, quand une montagne de muscles fait face à un homme de taille moyenne et que la vitesse de la balle qu'ils échangent est légèrement subsonique, à quoi peut-on penser ?

Précisément, comment décrire la rencontre Chip Hooper-Roscoe Tanner sans évoquer les mythologiques combats de titans ? Car ce fut bien, vendredi 3, sur le « Grandstand » de Flushing-Meadow, un affrontement sans merci.

Tanner, c'est le Californien de trente et un ans qui, en 1979, avait fait trembler Borg en finale de Wimbledon, avant de le faire tomber en quart de finale, à New-York. Ses jambes se sont un peu alourdies, mais son service est une arme implacable : vendredi, il a réussi la bagatelle de vingt-quatre aces. Hooper, c'est ce Noir immense de vingt-trois ans, qui transpire comme une éponge, qui se déplace avec une lenteur exaspérante entre les échanges, mais qui a gravi quatre à quatre les échelons du classement de l'Association des tennismen professionnels grâce à son service foudroyant.

Le choc de ces deux super-serveurs eut quelque chose de surréaliste, comme une étincelle de court-circuit, chacun voulait assommer l'autre. Pour y parvenir, ils prenaient des risques insensés, se ruant au filet comme des forcenés. Quelle débauche d'énergie ! Ni l'un ni l'autre, cependant, ne voulaient céder un pouce de terrain. Après quatre-vingt-dix-huit minutes d'un tennis coup de tonnerre, ils étaient strictement à égalité : chacun avait gagné trente et un jeux et deux tie-breaks. Il fallut recourir une troisième fois au cinquième set — solution parfaitement inique — pour les départager. Tanner envoya deux volées dans le filet et Hooper put lever les poings au ciel en signe de triomphe (6-7, 7-6, 4-6, 7-5, 7-6).

A considérer ce vainqueur à la stature imposante, on aurait pu penser que l'heure des géants avait sonné au pays des gratte-ciel et que tous les Solomon pouvaient aller se rhabiller, mais alors que le petit président de l'Association des tennismen professionnels battait tranquillement Tulasne (6-2, 6-7, 7-5, 6-0), décidément mal à l'aise par temps chaud, toute une armée de joueurs dépassant les 190 centimètres et servant le plomb allait disparaître.

De la façon la plus brutale, Brian Teacher, quart de finaliste à Wimbledon, concéda trois sets au tie-break à Scott Davis (7-6, 7-6, 7-6), qui végétait dans les profondeurs du classement A.T.P. Victor Amaya, de plus en plus empâté, ne parvint pas à poser de problèmes insolubles à Johan Kriek, en dépit des difficultés de concentration du Sud-Africain (7-6, 7-5, 7-5). Marco Hocevar et Hank Pfister s'appliquèrent suffisamment pour que respectivement, Vilas (6-4, 6-2, 6-3), et Connors (6-4, 6-3, 6-2), fassent voir les facettes les plus brillantes de leur jeu. Du strict point de vue du résultat, Kim Mayotte, avec ses 192 centimètres, n'a pas fait mieux : le dernier demi-finaliste de Wimbledon a été éliminé au deuxième tour par Ivan Lendl. Mais ce fut une partie homérique, qui attisa l'intérêt de cet open. Interrompue la veille par l'orage sur le score de 6-4 en faveur du Tchécoslovaque, la rencontre s'engagea sur des bases différentes, vendredi : le vent soufflait en effet en rafales.

Arrogant avec les juges et le public à son habitude, le Tchécoslovaque était néanmoins rongé par l'anxiété : il avait les plus grandes difficultés à contrôler les engagements et les attaques de volée chopée de Mayotte. Même en ployant les genoux jusqu'au sol comme un escrimeur qui estoque, il avait peine à faire passer la balle par dessus le filet. Lendl chercha alors la solution à ce casse-tête du côté de son conseiller, le Polonais Fibak, qui lui suggéra par signes une tactique propre à désorienter l'Américain : attendre le service de Mayotte dans les bâches. Le conseil que s'empressa de suivre Lendl était habile ; voyant le Tchécoslovaque au fond du court Mayotte modifia sa frappe pour chercher les angles mais n'arriva qu'à permettre à Lendl de mieux préparer son retour. Résultat : l'Américain qui avait la maîtrise du filet jusqu'alors se fit transpercer dès montra le bout du nez sur la ligne de service. Il perdit ainsi le tie break du quatrième set. En dépit du soutien du public, il perdit aussi deux fois son service dans l'ultime manche après avoir néanmoins fait le break d'entrée de jeu. Toutefois, jusqu'au bout, rien ne fut facile pour Lendl qui eut besoin de sept balles de match pour conclure cette impressionnante empoignade.

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

Le championnat de France

DÉFAITE DE NANTES DEVANT PARIS-SAINT-GERMAIN

Invaincu depuis le début du championnat, le Football Club de Nantes a connu sa première défaite, vendredi 3 septembre, au Parc des Princes contre le Paris-Saint-Germain.

Battus deux buts à un, les Nantais ont dû laisser la première place du championnat de première division à Lens, qui a obtenu, à Lille, un résultat nul (1-1) et à Toulouse, qui sur son terrain a eu quelques difficultés à battre Rouen (2-1).

Des incidents ont marqué la fin du match Paris-Saint-Germain-Nantes. Contestant avec véhémence le pénalty qui donnait la victoire aux Parisiens à l'ultime minute du match, les Nantais s'en sont pris à l'arbitre, M. Lambert qui a dû être protégé pour regagner les vestiaires.

LES RÉSULTATS
(Cinquième journée.)

Lille-Lens	1-1
Strasbourg-Auxerre	0-2
Bordeaux-Mulhouse	2-0
Bastia-Nancy	3-2
Paris Saint-Germain-Nantes	2-1
Brest-Monaco	1-1
Lyon-Saint-Étienne	2-1
Laval-Tours	3-0
Toulouse-Rouen	2-1

(Metz-Sochaux ce samedi.)

Classement. — 1. Lens, 8 points ; 2. Toulouse, 8 ; 3. Nantes, 7 ; 4. Laval, 7 ; 5. Nancy, 6 ; 6. Lyon, 6 ; 7. Paris Saint-Germain, 6 ; 8. Brest, 6 ; 9. Bastia, 6 ; 10. Auxerre, 5 ; 11. Bordeaux, 5 ; 12. Metz, 4 ; 13. Monaco, 4 ; 14. Strasbourg, 4 ; 15. Tours, 4 ; 16. Saint-Étienne, 3 ; 17. Rouen, 3 ; 18. Lille, 3 ; 19. Mulhouse, 2 ; 20. Sochaux, 1.

مكرر من الاصل

Le Monde

culture

CINÉMA

Le Festival de Venise

« TEMPEST », de Paul Mazusky

L'Amérique du côté de l'Europe

Critiqués sous tous les plans, les États-Unis n'en fournissent pas moins les deux plats de résistance de ce long week-end ensoleillé : deux adaptations de Shakespeare par deux cinéastes new-yorkais proches de l'Europe, de sa culture, de son héritage : Woody Allen et Paul Mazursky.

Nous reparlerons de Woody Allen, dont le nouveau film, *Comédie érotique d'une nuit d'été*, est projeté ce samedi, en fin de soirée, au Palais du cinéna. *Tempest (Tempête)*, de Paul Mazursky, avant même de nous plonger dans Shakespeare, fait explicitement référence à Woody Allen. Au cours d'une partie chic de Greenwich Village, un invité demande : *« Mais où est Woody Allen ? Woody Allen est quelque part dans la maison... »* Il est surtout présent dans l'esprit de cette nouvelle classe où l'on s'ennuie à mourir de se vouloir drôle à tout prix. Son *Manhattan* sert de référence première, complétée un peu plus tard par le *New-York, New-York* de Martin Scorsese.

Un architecte à succès, Philip (John Cassevetes) est las de son travail, ne s'entend plus avec sa femme, Antonia, comédienne (Gena Rowlands, femme de John Cassavetes dans la vie et interprète de ses films). *Leur fille, Mirand[, quinze* ans (Molly Ringwald), supporte mal les chamailleries ddu couple à la veille de se désintégrer. Antonia est courtisée par *le directeur de ca*sino et mafioso, Alonzo (Vottorio Gassman). Première péripétie : Philip s'enfuit dans une île grecque déserte avec sa fille et une jeune chanteuse américaine, Aretha (Susan Sarandon) qu'il a rencontrée au Pirée. Improbable ménage à trois sous le regard narquois d'un berger libidineux, Kalibanos (Raul Julia).

Tempest, de Mazursky, n'est pas exactement *The Tempest*, de Shakespeare, mais si Miranda, jeune vierge en quête d'un amant, garde ses goûts de teen-ager gâtée, Philip Prospero a recours aux éléments, déchaîne la tempête, alors que ses amis de New-York, sa femme, son amant, le bellâtre mafioso, rôdent dans les parages en bateau. Avec l'aide de techniciens fabuleux, éclairs et tonnerre zèbrent le ciel, à faire s'évanouir de peur les pauvres mortels. L'orage apaisé, la compagnie retrouve sa bonne humeur, les couples se resoudent comme le veut la morale, Miranda rencontre l'amour, Philip et Antonia réconciliés regagnent New-York.

Paul Mazursky est d'abord un scénariste, avec beaucoup de ficelles dans son sac. Un vrai metteur en scène aurait élagué, taillé dans le vif de cette forêt de surprises et de renversement de situations. Avec un flair diabolique, il a su assurer ses arrières grâce à la photo lumineuse, limpide comme l'eau de la Méditerranée autour de l'île-refuge, du plus grand opérateur australien, Don McAlpine. Il lui manque ce « touch », ce sens de l'ellipse, du raccourci fulgurant, qu'un Lubitsch, un Mac Carey, un Borzage, possédaient autrefois.

Auto-portrait

Au même moment, dans la section « midi-minuit », ce fourre-tout génial inventé par Carlo Lizzani, di*recteur de la Mostra*, *Vittorio Gass*m:n, interprète un peu transi et stéréotypé de Mazursky, présentait un film auto-biographique qu'il a lui-même dirigé, *De père en fils*, où il dialogue avec son fils, Alessandro, sur le conflit des générations. Vittorio Gassman a l'humour de son personnage, des vedettes de la comédie italienne. Il a suivi ce fils admiré de l'âge de huit ans jusqu'à ses dix-huit ans, il l'a filmé et souvent châtié pour se donner plus de contenance. Vittorio Gassman vit l'éducation de son rejeton comme un thème de comédie, notamment lors d'une imparable leçon d'anglais où, dans son emportement contre Alessandro, il trace en même temps son autoportrait. Le thème de la jalousie entre un père et son enfant était déjà présent dans *Tempest* de Mazursky, cette fois entre un père et sa fille – c'était même la meilleure partie du film. Les jeunes vus par des quinquagénaires se replient frileusement au foyer, n'admirent davantage les pères que pour, peut-être, et assez vite, les renvoyer aux oubliettes. Trait d'époque, de civilisation ?

LOUIS MARCORELLES.

■ **Une rétrospective intitulée « Trente ans de cinéma expérimental en France (1950-1980) » aura lieu du 28 septembre au 25 octobre au centre Georges-Pompidou, à la Cinémathèque française et à la Vidéothèque de Paris. Cent soixante-dix-sept films seront présentés. Un hommage au cinéaste Alexandre Alexeieff est prévu le 28 septembre à la cinémathèque du palais de Chaillot, ainsi qu'un colloque international le 12 octobre (à la Sorbonne).**

WIM WENDERS ET « L'ÉTAT DES CHOSES »

Brûler ses cartouches

En novembre 1980 Wim Wenders est venu à Paris pour le lancement de son dernier film, *Nick's movie*. Il habitait à l'hôtel California. Il avait les cheveux courts taillés en brosse, il mâchait du chewing-gum en buvant du coca-cola, il recevait quinze journalistes en un après-midi par tranches d'une demi-heure heure. Il racon*tait que pour échapper à la* « panne » de *Hammet*, il était parti seul, en Australie, faire des repérages pour un nouveau film. *Qu'il avait loué une voiture et qu'il* avait roulé longtemps le long des routes, des semaines, en prenant des photos.

Un mois plus tard, on apprenait que Wim Wenders tournait un nouveau film, au Portugal, avec l'équipe reprise d'un film de *Raul Ruiz, acteurs et techniciens*. Un film impromptu, de répit, de salut. On voyait des photos de Wenders avec Henri Alekan, *l'opérateur mythique de la Belle et la Bête*. Ce film-là, *l'État des choses*, tourné en deux parties, au Portugal donc puis en Califor*nie, a été montré vendredi soir* à Venise pour la première fois (1).

Dans un décor de bunker, au bord de la mer, une équipe de cinéma *tourne un film de science*-fiction qui s'appelle *les Survivants*. Les acteurs portent des masques qui les font un peu ressembler à des singes, un homme étouffe son enfant pour l'arracher à son supplice. Lumière filtrée, voilée, de fin du monde. Soudain, *les images s'arrêtent ; le moteur* du film tombe en panne, la pellicule n'arrive plus, l'argent est bloqué à Los Angeles. Que faire quand les vivres *sont coupés*, quand la caméra tourne à vide ? Comment occuper son temps ?

Cette première partie du film, la plus longue, se clôt sur une errance dans Lisbonne, à laquelle Isabelle Weingarten prête l'intensité plastique de son visage. Car à l'immobilité succède le mouvement. Les machines publiques prennent le pas sur les machines intimes et les panoramiques sur les plans fixes : voitures de location, trains, avions. L'*opérateur*, Sam Fuller, a fui. Il vient de dire à un des acteurs : *« La vie est en couleur, mais le noir et blanc est plus réaliste. »*

Par l'intermédiaire de Patrick Bauchau, le réalisateur (rescapé de *la Collectionneuse*, de Rohmer) parti à la recherche du producteur, Wim Wenders regarde l'Amérique, spécialement au travers de la photo américaine (mais c'est qu'il admire Walker Evans). Parkings, autoroutes, fast-foods, *station-service, enseignes* publicitaires, poteaux télégraphiques, mais cette Amérique de Wim Wenders ne nous semble pas iné*dite puiqu'il l'avait déjà montrée* dans *Alice dans les villes* en filmant la Ruhr à travers un pare-brise. Seulement, le metteur en scène a *retrouvé le producteur* : il habite une maison mobile, serre un teckel dans ses bras et serine névrotiquement des chanson*nettes à la gloire d'Hollywood*, qu'il entrecoupe par ses règles d'or : pas de noir et blanc et pas de film sans histoire.

Voilà le hic : Wenders parvient, à la prise de vues et au montage, à faire des films excessivement littéraires, qui ne doivent pas avoir plus de vingt pages de dialogues. On comprend lorsque le garçon demande à la fille : *« Qu'est-ce que tu lis ? »*, et qu'elle répond : *« Un western »*, que Wenders est en train de se demander : *« Qu'est-ce que tu tournes ? »* et qu'il se rend à l'évidence : *« Je tourne un livre. »*

« Toutes les histoires sont sur la mort », dit le metteur en scène au producteur, qui va mourir, on le sait déjà, car le film est devenu un terrible règlement de comptes. La maison mobile ne s'appelle pas Zoetrope ni le producteur Francis Ford Coppola, mais c'est tout comme. Au moment où ils vont s'embrasser, pour se séparer en bons termes, on tire dans le dos du producteur, qui s'écroule, et le metteur en scène brandit sa caméra, tel Mannix à Dallas, pour balayer dans son champ l'origine de l'impact. Il est tué à son tour et continue à filmer en mourant. L'image chavire sur le bitume. Wim Wenders nous dit non pas *« Il m'a eu »*, mais *« J'ai brûlé mes cartouches* (la caméra est tenue comme un revolver) *et vous voyez, je re-tourne déjà »*.

HERVÉ GUIBERT.

(1) *La sortie du film en France est prévue pour le 15 octobre.*

MUSÉE

La demeure du poète

(Suite de la première page.)

Ainsi, un haut lieu culturel est dédié à René Char. Il serait plus exact de dire que René Char ouvre son musée personnel au public, un musée patiemment, amoureusement constitué avec l'apport des artistes de sa famille, ceux qui ont enluminé les nombreux manuscrits dont la Bibliothèque nationale a eu naguère la primeur. Ces tableaux majeurs, ces estampes rarissimes, dus aux « alliés substantiels », groupés dans Recherche de la base et du sommet, forment donc une collection inassimilable à celle des amateurs les plus avertis. Ils sont consubstantiels à sa propre création, s'incorporent à sa poésie hautaine, abrupte, fulgurante et, en même temps, en étroit contact avec la plus humble réalité.

Ils ont trouvé dans cet hôtel du dix-huitième siècle acquis par la mu*nicipalité, et exemplairement rénové*, un cadre à leur mesure, dans cette cité irriguée par les bras herbeux de la rivière. Imaginez une demeure *claire et vaste ouverte sur un jardin* et un buffet de vasque, lieu idéal pour quelque animation souhaitée où la poésie, la musique, le théâtre devraient *satisfaire d'exigeants specta*teurs.

Pour l'instant, et jusqu'au 15 décembre, place à la peinture associée à la poésie dans les salles du rez-de-chaussée aux murs immaculés qu'un accrochage sévère ne pollue d'aucune surcharge. Là on est fasciné dès *l'entrée par les œuvres d'Ar*pad Szenes et de Vieira Da Silva, *« quelque chose qui est à la fois lumière d'une graine et promesse d'un sol »* : une gravure de Dufy sur la chasse, un fervent hommage de Denise Esteban *(l'Ouvrière rousse et rieuse)*, puis des évocations animalières de Boyan, la Sorgue de Pierre Charbonnier, et Nicolas de Staël avec ce dessin prémonitoire, le dernier avant sa mort, quelques traits dont l'un, heurté, préfigure la chute fatale.

Accédons au premier étage par un escalier royal. Giacometti – (qu'on va revoir notamment avec les eaux-fortes inédites pour retour amont), Wifredo Lam, Alexandre Gasperine, vigoureux coloriste aux masses équilibrées – qui aura l'honneur d'une petite salle avec ses enluminures, – Zao-Wou-Ki, Louis Fernandez, *« cet allié de Zurbaran et de Vermeer »*, déjà présent avec le portrait de Mme Kokochka. Une vitrine enferme le manuscrit relié de *l'Homme révolté* et le portrait de Camus par Brauner. Et Matisse, et Miro, illustrateur du *Marteau sans maître*.

La salle suivante est consacrée à Braque, dont l'autographe « les preuves fatiguent là vérités » est entouré par les eaux-fortes de *Soleil des eaux*. Enfin les poètes ont leur mot à dire, et pas seulement les pairs de René Char, qui accueille fraternellement tout ce qui a un parfum d'au*thenticité, des poètes non édités et* ne cherchant pas à l'être, comme Romaine Abbes ou Bellay. C'est là qu'on retrouve les enluminures de Madeleine Grenier, un prénom prédestiné, pour *En trente-trois morceaux*, qu'elle a eu le temps de terminer avant de dire adieu à la vie. Sans oublier le très jeune Gilles du Boucher, ses huiles, ses dessins, ses portraits d'une extraordinaire sensibilité, *ni le poète paysan Robert Mus, tota*lement inconnu, et ses taches de couleurs qui recréent le monde sensible.

On se penchera aussi sur les textes autographes de Martin Heidegger, qui se sentait de plain-pied avec René Char et dont l'intercesseur *fut Jean Beaufret, autre mort* tout neuf.

En dépit des richesses offertes dès maintenant aux visiteurs, musée et *bibliothèque sont encore en préfigu*ration. Une partie du premier étage (le deuxième étant prévu pour l'audiovisuel) doit rassembler livres, manuscrits, documents accessibles aux chercheurs, qui disposeront d'une salle de travail : moisson de toute une vie vouée à l'approvisionnement des valeurs, qui seules demeurent, et aux échanges avec les plus grands esprits du siècle.

On ne sera pas surpris de voir que René Char s'est tenu volontairement en retrait de cette inaugurale manifestation, quand on connaît son ombrageuse modestie. A part quelques galets peints (non signés), l'auteur de *la Nuit talismanique*, aussi familier de la couleur que de l'écriture, n'apparaît ici qu'à travers ses amis. Il sera dur de le « récupérer », malgré le colloque international dont il sera l'objet l'an prochain, à Tours, en *même temps que son entrée dans la* bibliothèque de la Pléiade. René Char, le plus irréductible des poètes qui a imposé à la poésie une *révolution permanente et qui s'est enraciné* chez lui entre le Lubéron et les eaux de la Sorgue.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Musée-bibliothèque René-Char, 20, rue du Docteur-Tallet, L'Isle-sur-la-Sorgue.

GRAVES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES A L'HOPITAL INTERCOMMUNAL DE CRÉTEIL

SCIENCES

FOOTBALL

Le championnat de France

DÉFAITE DE NANTES DEVANT PARIS-SAINT-GERMAIN

LE MONDE diplomatique de septembre EST PARU

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

Beaubourg (277-12-33), cinéma vidéo : Hommage à Jean Renoir (sam., dim., 15 h, 17 h, 21 h).
Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Macunaïma (sam. 20 h, dim. 16 h).

Les autres salles

Bouffes Parisiens (296-60-24) : Diable d'homme (sam. 21 h, dim. 15 h).
Comédie Caumartin (742-43-41) : Reviens dormir à l'Élysée (sam. 21 h, dim. 15 h 30).
Comédie de Paris (281-29-36) : Figaro Solo (sam., 22 h).
Daunou (261-69-14) : La vie est trop courte (sam., 21 h, dim., 15 h 30).
Escalier d'or (523-15-10) : Diableries amoureuses (sam., 21 h).
Espace Gaîté (327-95-94) : la Planque (sam. 20 h 30).
Espace Marais (271-10-19) : la Mouette (sam. 20 h 30) ; la Tour mystérieuse, le Philosophe soi-disant (sam. 22 h 30, dim. 18 h).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : l'Île de Tulipatan (sam., 20 h 15) ; le P'tit Vélo (sam., 22 h).
Huchette (326-38-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h 15) ; la Leçon (sam., 21 h 30) ; Okame (sam., 22 h 30).
Lucernaire (544-57-34) : Théâtre Noir : Mon cul sur la commode (sam., 20 h 30) ; Vacances écossaises (sam., 22 h 15). — Théâtre Rouge : Tchoufa (sam., 20 h 30) ; — Petite salle : Parlons français (sam., 18 h 30) ; le Fétichiste (sam., 22 h 15).
Madeleine (265-07-09) : l'Alouette (sam., 15 h et 20 h 45).
Mathurins (265-90-00) : Emballage perdu (sam., 21 h).
Michel (265-35-02) : On dînera au lit (sam., 18 h 15 et 21 h 15 ; dim., 15 h 30).
Michodière (742-95-22) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h 30, dim., 15 h).
Montparnasse (320-89-90) : Trahisons (sam., 21 h, dim. 16 h).
Nouveautés (770-52-76) : Folle Amanda (sam., 20 h 30, dim., 15 h).
Palais-Royal (297-59-81) : Pauvre France (sam., 19 h 15 et 22 h).
Porte Saint-Martin (607-37-53) : le Songe d'une nuit d'été (sam., 20 h 30, dim., 15 h).
Potinière (261-44-16) : Une fille drôlement gonflée (sam. 20 h 30, dim. 15 h, dern.).
Théâtre Présent (203-02-55) : 1929 ou le Rêve américain (sam., 20 h 30, dim., 17 h).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : les Babacadres (sam., 20 h 30) ; Nous on fait où on nous dit de faire (sam. 22 h et 23 h 30).
Théâtre Saint-Georges (878-63-47) : le Charimari (sam. 20 h 45, dim. 15 h).
Théâtre des 400-Coups (633-01-21) : Enivrez-vous (sam., 20 h 30).
Tristan Bernard (522-08-40) : le Troisième Témoin (sam., 21 h, dim., 15 h).
Variétés (233-09-92) : Lorsque l'enfant paraît (sam. 20 h 30, dim. 15 h 30).

Les cafés-théâtres

Blancs Manteaux (887-15-84) I : Areuh = M.C. 2 (sam. 20 h 15) ; les Démones Loulou (sam. 21 h 30) ; Des bulles dans l'encrier (sam. 22 h 30 et 24 h) ; II : Pas une pour rattraper l'autre (sam. 20 h 15) ; Qui a tué Betty Grandt ? (sam. 21 h 30) ; Comment ça va Zanni ? (sam. 22 h 30).
Café d'Edgar (322-11-02), I : Tiens, voilà deux boudins (sam. 20 h 30 et 23 h 30) ; Mangeuses d'hommes (sam. 21 h 45). — II : Chantons sous la psy (sam. 20 h 30) ; L'amour c'est comme un bateau blanc (sam. 21 h 45).
Café de la Gare (278-52-51) : les Damnés de la septième planète (sam., dim., 20 h 15) ; Seaside rendez-vous (sam., 22 h 30).
Le Connétable (277-41-40) : Des maux pour l'aider (sam., 22 h).
Fanal (233-91-17) : la Manipule (sam. 20 h) ; les Grandes Sartreuses (sam. 21 h 15).
La Gageure (367-62-45) : la Garçonne (sam. 21 h) ; Un cœur sous une soutane (sam. 22 h 30).
Les Lucioles (526-51-64) : Raoul je t'aime (sam., dim., 21 h).
Le Petit Casino (278-36-50) : Douby... be good (sam., 21 h) ; les Bas de Hurleveau (sam., 22 h 30).
Point Virgule (278-67-03) : le Petit Prince (sam. 20 h 15) ; Tranches de vie (sam. 21 h 30).
Splendid Saint-Martin (208-21-93) : Papy fait de la résistance (sam. 20 h 30) ; Bunny's bar (sam. 22 h).
Le Tintamarre (887-33-82) : Laissez chanter les clowns (sam., 18 h 30) ; Phèdre (sam., 20 h 15) ; Apocalypse na (sam. 21 h 30) ; la Timbale (sam. 16 h).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : les Huîtres ont des bérets (sam., 21 h 30) ; le Pain de ménage, le Défunt (sam. 22 h 30).
Théâtre des 400-Coups (633-01-21) : Pourquoi pas vous ? (sam., 22 h 30).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : Achetez Français (sam., 21 h ; dim., 15 h 30).
Théâtre des Deux-Anes (606-10-26) : C'est pas tout rose (sam., 21 h, dim., 15 h 30).

Music-hall

Comédie de Paris (281-29-36) : Je persiste et signe... Brel (sam. 20 h 30).
Olympia (742-25-49) : Suède fantastique (sam., dim., 21 h).
Palais des glaces (607-49-93) : Chopelia (sam., 21 h).
Parc Monceau : Marie-José Vilar, Pierre Bensusan (sam., 17 h).

Danse

Mairie Annexe du IVe (278-60-56) : Les ballets historiques du Marais (sam., 21 h, dim., 21 h, dern.).

Les concerts

Eglise Saint-Merri : Trio Liveoak (musique médiévale espagnole) (sam., 21 h) ; Barbara Marcinkowska, Irena Szymczak-Krainik (Bach) (dim., 16 h).
Notre-Dame de Paris : K. Germann (Mulet, Lizst, Bach, Rheinberger) (dim., 17 h 45).
Chapelle-Saint-Louis de la Salpêtrière M. Guyard (Bach, Mozart) (dim., 16 h 30).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05) : René Franc Orchestra (sam., dim., 21 h 30).
Chapelle des Lombards (357-24-24) : Agbaria (sam., 22 h).
Cloître des Lombards (233-54-09) : Los Salseros (sam. 22 h) ; Xalam (dim., 22 h).
Connétable (277-41-40) : Paris Summer Jazz Quintet (sam., 22 h).
Petit Opportun (236-01-36) : M. Roques, A. Jean-Marie, P. Caratini, R. Portier (sam., dim., 23 h, dern.).
Trottoirs de Buenos-Aires (260-44-41) : Juan Carlos Carrasco (sam., dim., 21 h).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 4 - Dimanche 5 septembre

En région parisienne

Breteuil, Château (052-05-11) : G. Iglesia, R. Thomas, Cl. Sumé, T. Tanaka (Haydn, Vivaldi, Sor, Ponce (dim. 17 h).
Meaux, Cathédrale : G. Litaize (dim., 20 h 45).
Mitry-Mory, Eglise : O. Bailleux (dim., 20 h 45).

Les festivals

XVIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (225-22-55)

Bateaux-Mouches : Ensemble de trompettes J.-B. Arban (Molter, Passereau, Rossini, Bach) (sam. 15 h 30).
Musée Carnavalet : A.-L. Savin, harpe ; Ph. Dussol, alto ; Ph. Pierlot, flûte (Salzedo, Donizetti, Debussy) (sam., 18 h 30).

MUSIQUE A LA DÉFENSE (979-00-15)

Fontaine Agam, 21 h 30 : l'Oiseau de feu, Stravinsky (Ballet d'eau) (sam. 21 h 30).

RENCONTRES DU CARREAU DU TEMPLE (274-46-42)

Carreau du Temple : le Journal d'Anne Franck (dim., 17 h et 20 h 30) ; l'Acrobate pâtissier (sam., dim., 16 h) ; le Sicilien (sam., dim., 18 h 30) ; Arlequin poli par l'amour (sam., dim., 20 h) ; Atout Cœur (sam., 20 h) ; Mélodrame non troppo (sam., dim., 20 h).

XIVe FESTIVAL DE SCEAUX (660-07-79)

Orangerie : Jack Dieval Trio (de Gershwin à Duke Ellington) (sam., 17 h 30) ; F.-R. Duchable, piano (Brahms, Beethoven, Chopin) (dim., 17 h 30).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Sam. — 15 h : Hommage à Pierre Brasseur : les Amants de Vérone, de André Cayatte ; 17 h : le Secret de Monte-Cristo, de Alberto Valentin ; 19 h : le Journal d'une femme de chambre, de Jean Renoir ; 21 h : Ce bon vieux Sam, de Leo Mac Carey.

Dim. — 15 h : Hommage à Pierre Brasseur : Julie de Carneilhan, de Jacques Manuel ; 17 h : Portrait d'un assassin, de Bernard Rolland ; 19 h : la Pointe courte, de Agnès Varda ; 21 h : les Nuits blanches, de Luchino Visconti.

BEAUBOURG (278-35-57)

Sam. — 15 h : la Poupée de Lubitsch ; 17 h : le Détachement féminin rouge, de Siè Kin ; 19 h 15 : La comédie musicale : Un étranger au paradis, de Vincente Minelli ; 21 h 30 : Tout le plaisir est pour moi, de H.-C. Potter.

Dim. — 15 h : le Voyage au Congo, de Marc Allégret ; 17 h : Reconnaissance à travers le Yang-Tse, de Tang Huada ; 19 h 15 : La comédie musicale : Damn Yankee, de Stanley Donen ; 21 h 30 : Un numéro du tonnerre, de Vincente Minelli.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
L'ANGE DE LA VENGEANCE (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LES ANNEES DE PLOMB (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12).
LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
BREL (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Studio 28, 18e (606-36-07).
BUTTERFLY (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82).
CALIGULA ET MESSALINE (Fr.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA CHÈVRE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52).
CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
COUNTRYMAN (Ang., v.o.), Forum, 1er (297-53-74) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
DESCENTE AUX ENFERS (VICE SQUAD) (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LES DIPLOMÉS DU DERNIER RANG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
DRESSÉ POUR TUER (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62). H. sp.
FAMILY ROCK (Fr.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65).
FITZCARRALDO (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
GEORGIA (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
GREASE II (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v. f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LES FILMS NOUVEAUX

A ARMES EGALES, film américain de John Frankenheimer ; v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
BONGO MAN, film germano-jamaïcain de Stefan Paul ; v.o. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
LEGITIME VIOLENCE, film français de Serge Leroy ; Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ÊTRE HEUREUX ? film français de Coline Serreau ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Arcades (ex-Omnia), 2e (233-39-36) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
YOL (LA PERMISSION), film turc de Yilmaz Güney ; v.o. : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
JAMAIS AVANT LE MARIAGE, film français de Daniel Ceccaldi ; Gaumont-Halles, 1er (233-56-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
HAMMETT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'INDISCRÉTION (Fr.) : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LEÇONS TRÈS PARTICULIÈRES (A., v.o.) (*) : Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE LION DU DÉSERT (A.-Libye) (v. ang.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
MAD MAX II (Austr.) (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 2e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LA MAISON DU LAC (A.) (v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), H. sp.
MEGAFORCE (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
MON CURÉ CHEZ LES NUDISTES (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (633-43-71).
LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Calypso, 17e (380-30-11).
PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (342-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
PARASITE (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).
PARSIFAL (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).
LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
PASSION (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Gloria, 17e (627-60-20) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Br., v.o.) (*), Forum, 1er (297-53-74).
PORKY'S (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (287-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LES 40es RUGISSANTS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
REDS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 8e (380-41-46).
LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
TAG, LE JEU DE L'ASSASSINAT (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

Les grandes reprises

ACCIDENT (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (357-74-39).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-50) ; Ambassade 8e (359-19-08).
ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e, (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Parnassiens 14e (329-83-11).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It.) (**) : v.o. : Movies, 1er (260-43-99).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.) : Athéna, 12e (343-00-65).
BANANAS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
CABARET (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action-Christine, 6e (325-47-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
CASABLANCA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Action-République, 11e (805-51-33) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CHAUSSURE A SON PIED (Ang., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
COUP DE TÊTE (Fr.) Lucernaire 6e (544-57-34).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).
DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*), Studio Cujas, 5e (354-89-22).
DERZOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
2001, ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-52).
DON GIOVANNI (It., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
EMMANUELLE (F.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
EMMANUELLE II (Fr.) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60). V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).
EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
L'EXORCISTE (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
EXTÉRIEUR NUIT (F.) : Studio Cujas 5e (354-89-22).
LE FANFARON (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).
FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
FRENZY (A., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Studio 28, 8e (606-36-07).
LA FUREUR DU DRAGON (Hongk., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, (522-46-01)
GOOD BYE EMMANUELLE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (F.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36).
LA HONTE DE LA JUNGLE (F.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
HOTEL DES AMÉRIQUES (F.) Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LES INDOMPTABLES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. Sp.
L'INTROUVABLE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
IRMA LA DOUCE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
JE TE TIENS, TU ME TIENS PAR LA BARBICHETTE (Fr.) : Astros, 17e (627-60-20).
LE LAUREAT (A., v.o.), Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).
LOVE STORY (A., v.f.), Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) : Marignan, 8e (359-92-82) ; La Royale Disney, 8e (265-82-66) : Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) : Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) : Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LES MISFITS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).
NOSFERATU (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).
ON L'APPELLE TRINITA (It., v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A., v.o.) : Olympic Halles, 1er (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
OPÉRATION TONNERRE (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Arcades, 2e (233-39-36) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
OSSESSIONE (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
PAPILLON (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 3e (272-63-32).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LES RAISINS DE LA COLERE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SAMSON ET DALILA (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-39-36).
SERPICO (A., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
SOUPÇONS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.
SWEET MOVIE (Fr.-Can.) (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
UN AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LES VALSEUSES (F.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).
Z (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

Les festivals

FASSBINDER (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36). Despair (sam.) ; Gibier de passage (sam., dim., 12 h) ; l'Année des treize lunes (dim., 11 h 45).
BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86), Fiancées en folie (sam.) ; le Dernier Round (dim.).
CARY GRANT (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07). l'Impossible M. Bébé (sam.) ; Honeymoon (dim.).
HOMMAGE A ROBERT RYAN (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), la Femme sur la plage (sam., dim.).
HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), Key Largo (sam.) ; La mort n'était pas au rendez-vous (dim.).
FRITZ LANG (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50). Règlements de compte (sam.) ; M. le Maudit (dim.).
TEX AVERY (v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). (sam., dim., 17 h).
CARLOS SAURA (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94), (sam., dim., 14 h, 18 h, 22 h) : Elisa Vida Mia ; (sam., dim., 15 h 50, 19 h 50) : Vivre vite (*).
UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), Luke la main froide (sam.) ; Scarface (dim.).
IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), les Charognards (sam.) ; les Aventures de Buffalo Bill (dim.).
LUIS BUNUEL (la carrière de Serge Silberman), Denfert, 14e (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre ; les Ministères de la nuit ; la Voie lactée ; le Charme discret de la bourgeoisie ; le Fantôme de la liberté ; Cet obscur objet du désir ; l'Age d'or ; Tristana.
CROISIERE POUR LE COURT METRAGE : la Péniche des Arts, 16e (527-77-55), (sam., dim., 20 h 30 et 22 heures).

Les séances spéciales

A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 22 h.
AMERICAN GIGOLO : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 30.
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 15.
BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), sam., dim., 14 h.
CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
LA CIOCIARA (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), sam., 18 h 15.
CLAIR DE FEMME (Fr.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.
DARK VICTORY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
DODES CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), sam., 19 h.
L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) : 12 h et 24 h.
ET DIEU CREA LA FEMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), dim., 18 h 15.
LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), sam., 24 h.
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 19 h 55.
JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 45.
MARATHON MAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 22 h 15.
MON ONCLE (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), sam., dim., 16 h 15.
1900 (It., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21), sam., dim., 14 h.
1900, 2e époque : Boîte à films, 17e (622-44-21), sam., dim., 17 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.), (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 10.
LA PISCINE (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), sam., dim., 14 h 10.

هكذا من الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

Quelle télévision pour demain ?

II. — L'heure des choix

La télévision de demain devra tenir compte d'une situation nouvelle, marquée notamment par la prolifération des moyens de communication, la pénurie des programmes, la croissance *des coûts, l'individualisation de* la consommation, la privatisation du marché *(le Monde* du 4 septembre). Dans ces conditions, les choix politiques, techniques, culturels seront déterminants pour dessiner le futur *paysage de l'audiovisuel.*

Choisir n'est pas toujours chose aisée, ne serait-ce qu'en raison des incertitudes dues à la technologie et dont les exemples abondent. Annoncé comme imminent depuis plus de cinq ans, le vidéodisque n'est toujours pas au rendez-vous : les expérimentations récentes semblent devoir tempérer l'optimisme affiché dans les fibres optiques. A l'inverse, qui se risquerait à exclure l'irruption prochaine, sur le marché grand public, du récepteur de télévision numérique ou du téléviseur géant à cristaux liquides, lesquels n'en sont encore qu'au stade du prototype ?

Par-delà ces incertitudes qu'on pourrait *qualifier* de secondaires, deux interrogations fondamentales apparaissent qui exigent des choix politiques : quelle sera la situation future du secteur de la communication audiovisuelle ? Quelle sera, dans ce secteur, la répartition des *pouvoirs et des forces entre* les *différents* intervenants ? De la réponse à ces deux questions dépend largement notre identité culturelle de demain.

En admettant même que soient technologiquement viables toutes les *innovations que l'on peut entrevoir* — ce qui n'est pas avéré — toutes ne trouveront pas forcément leur public. Ainsi qu'on l'a vu, en effet, les consommateurs seront conduits à procéder à des arbitrages financiers, compte tenu du coût cumulatif qu'impliquerait l'accès à tous les moyens de communication audiovisuelle. En supposant même résolu le problème financier, M. Durand ne pourra, en l'an 2000, profiter totalement de tout son appareillage audiovisuel : ses journées ne durant toujours que vingt-quatre heures, il ne pourra quotidiennement regarder le western de la 3e chaîne, dialoguer avec la S.N.C.F. ou avec la Redoute par *télématique, lire le* vidéodisque hebdomadaire auquel il est abonné et vibrer, sur un canal « crypté » et décodé moyennant paiement, aux exploits de Roland-Garros. Même si son budget-argent est extensible, le budget-temps de M. Durand restera *limité.*

Enfin, certains moyens de communication seront en mesure, dès lors qu'ils auront conquis une part notable du marché, de l'occuper d'une manière telle que d'autres en seront définitivement écartés. On peut ainsi craindre que les retards successifs du vidéodisque grand public ne l'écartent définitivement d'un marché qui aurait entre temps été saturé en magnétoscopes.

Par ailleurs, il faut savoir que les différents choix qui sont faits ponc*tuellement, en matière technique,* politique ou culturelle, ne sont pas sans rejaillir sur l'équilibre global du secteur audiovisuel.

Câbles contre vidéogrammes

La télévision par câbles fournit un bon exemple de ces *réactions en chaîne.* A-t-on jamais réfléchi à ce paradoxe que deux des pays les plus « *câblés » au monde* (Belgique *et* Etats-Unis) sont ceux que tout oppose (géographie, densité, système de télévision...) ? Le développement massif du câblage n'est donc lié à aucun déterminisme, mais procède d'un choix institutionnel délibéré.

Or, selon qu'il sera ou non décidé de câbler l'espace français, on favorisera ou non l'apparition de la télévision à péage, laquelle peut concurrencer vivement *le développement* des vidéogrammes. Mais, aujourd'hui, à ce stade de l'évolution, le choix du câblage est en grande partie commandé par le lancement d'un satellite de télévision directe : il semble, en effet, techniquement plus simple et économiquement plus rentable de distribuer les programmes du satellite en câblant les agglomérations à partir d'une antenne de réception unique, plutôt que d'équiper chaque foyer d'une antenne individuelle. On constate donc que le satellite conduit au câblage, lequel favorise la télévision à péage, celle-ci menaçant les vidéogrammes.

Le vidéodisque, quant à lui, fournit un exemple des interactions résultant de choix techniques. Deux modèles sont, à titre principal, étudiés : l'un est assez économique et s'apparente à la lecture mécanique de nos disques sonores ; l'autre est beaucoup plus sophistiqué et utilise la lecture optique par rayon laser. Or les coûts des deux modèles sont *actuellement dans un* rapport de 1 à 3 ou 4. Selon que l'un des deux systèmes fera prime sur le marché, il est probable qu'il freinera le développement de l'autre. Qui plus est, si le système « économique » l'emporte, il sera en mesure de concurrencer *efficacement* les vidéocassettes, de freiner l'apparition de la télévision à péage, voire de détourner une partie de l'audience des *grands réseaux de télévision classiques.*

par ALAIN GRANGÉ CABANE (*)

Les choix culturels, on s'en doute, ne sont pas plus neutres. Selon qu'au troisième canal — relayé, en plus de T.F. 1 et A 2, par satellite, — seront imposées des exigences « culturelles » plus ou moins fortes, l'attraction exercée par cette nouvelle chaîne sur les téléspectateurs sera plus ou moins grande ; par voie de conséquence, l'équipement des ménages en appareils permettant la réception directe sera plus ou moins *rapide* ; et cette *plus* ou *moins* grande rapidité influera sur l'audience de ce troisième canal et donc sur les tarifs publicitaires qu'il pourra pratiquer ; mais alors, le financement de ce troisième canal ne pouvant être négligé, le montant de la redevance et sa répartition entre les parties prenantes s'en trouveront affectés.

On pourrait multiplier ainsi les exemples d'interactions entre les choix possibles qui s'offrent aux pouvoirs, qu'ils soient politiques ou industriels ; ces choix sont autant de carrefours dont l'enchaînement dessine une pluralité d'itinéraires.

Par-delà ces incertitudes, on peut néanmoins penser que, dans la gamme des moyens d'expression possibles, deux joueront un rôle déterminant ; ce sont d'ailleurs les plus différents à tous égards : la télématique, d'une part, les grands réseaux de télévision (hertziens ou par satel*lite), d'autre part.*

Contrairement aux pronostics récents — les Cassandre de l'audiovisuel ont tous annoncé la désaffection pour les grands réseaux, du type des « networks » américains — les chaînes de télévision classiques ne seront que peu touchées par l'évolution, ne serait-ce que parce qu'elles s'adressent au plus large public et qu'on a régulièrement besoin, dans une communauté donnée, de retrouver une espèce de consensus et de se référer à des repères identiques. A l'opposé de ces réseaux massifs, se développera la télématique, c'est-à-dire la consommation individuelle — personnalisée, pourrait-on dire — du petit écran, pour le renseignement pratique aussi bien que pour le dialogue social.

Entre ces deux extrêmes, de nombreux acteurs peuvent trouver un rôle, principal ou secondaire, sur le théâtre de l'audiovisuel. Force est alors de définir quels rapports, quelles relations, se noueront entre eux.

Trois modes d'organisation

A cet égard, trois modes d'organisation sont théoriquement concevables : la concurrence, la spécialisation, la hiérarchisation.

Même si la compétition entre pourvoyeurs de programmes va s'accentuer, il est douteux qu'une *concurrence* sauvage et généralisée s'instaure. D'abord parce qu'il s'agit d'un mode d'organisation sociale qui, en cette matière au moins, est *relativement dispendieux. Ensuite* parce que les futurs acteurs du théâtre audiovisuel ne pèseront pas d'un poids égal ; comment, par exemple, comparer l'impact économique, culturel ou social d'une chaîne de télévision diffusée par satellite et d'un éditeur de vidéogrammes ? Enfin, les différents modes d'expression possédant chacun des atouts et des handicaps dans tel type de communication, il en résultera forcément une certaine spécialisation.

Il n'est pas inintéressant de préciser cette *spécialisation.* C'est ainsi que les vidéogrammes sont — c'est une évidence — dans l'incapacité d'offrir des programmes « en direct », lesquels resteront donc l'apanage des réseaux classiques ou de la télévision à péage. C'est ainsi, d'autre part, que les supports privés ne peuvent, sauf exception ou alibi, s'intéresser qu'à des programmes économiquement rentables ; ils *pourront, occasionnellement,* proposer une œuvre « exigeante », mais devront, le plus souvent, se consacrer à des programmes attractifs, voire démagogiques. Les grands réseaux diffusés par satellite seront, quant à eux, conduits à rechercher la *plus* large audience ; d'abord parce que c'est le mode de diffusion qui permet d'atteindre le plus vaste public ; ensuite, parce que leur coût de *diffusion est à la fois élevé* en valeur absolue (il y a donc intérêt à l'« amortir » sur un large auditoire) et marginalement nul (le captage par un téléspectateur supplémentaire n'entraîne aucune dépense pour le diffuseur). Les vidéogrammes, à l'inverse, rechercheront plutôt des publics spécialisés, aux préoccupations homogènes ; ils constituent au surplus le meilleur moyen d'exportation de programmes, ce qui rend d'ailleurs plus sérieuse la menace d'un envahissement culturel venu d'ailleurs. Les vidéogrammes constituent également le moyen le mieux adapté à la conservation de l'audiovisuel ; le vidéodisque apparaît notamment comme particulièrement précieux pour la fonction d'archivage, de mémoire collective de notre temps, qui est depuis si longtemps négligée. Enfin, la télématique sera évidemment le mode idéal de communication personnalisée, le seul, au surplus, à garantir une certaine confidentialité.

Il est évident, néanmoins, que, de même que la concurrence pure et parfaite n'est guère plausible, la spécialisation ne sera pas absolue ; elle se combinera avec une sorte de « hiérarchisation » des modes de *communication.*

Par « *hiérarchisation* » — à défaut d'autre vocable — il faut entendre un mode d'organisation de l'audiovisuel proche de celui qui gouvernait l'exploitation cinématographique jusqu'il y a environ quinze ans. Avant l'apparition des multisalles, un film était d'abord projeté dans un très petit nombre de salles dites « de première exclusivité », le plus souvent parisiennes ; ce n'est que plusieurs semaines après qu'il abordait un circuit plus vaste, dit « de deuxième exclusivité » ; ce n'est que beaucoup plus tard, enfin, que les cinémas « de quartier » étaient en mesure de le *programmer. Comme on se le rappelle,* cette hiérarchisation — qui a pratiquement disparu, avec comme conséquence un amortissement accéléré, mais souvent insuffisant, des films — était fondée sur le temps et sur l'argent ; plus on souhaitait voir *un film récent et plus le prix du billet était élevé.*

On peut penser que l'audiovisuel de demain pourrait reproduire un tel mode d'exploitation : les œuvres seraient d'abord diffusées par les seules télévisions à péage, puis dis*tribuées en vidéogrammes* (achat ou location), avant d'être louées aux grands réseaux. Une telle évolution s'inspirerait d'ailleurs de l'édition, où les livres sortent d'abord en publication originale, puis en version « clubs de lecteurs », avant d'être *repris en format de poche.*

Un tel mouvement doit-il être encouragé ou freiné ? Là encore, il s'agit d'un choix politique. Et ce choix, comme tous ceux qu'on a évoqués, devra tenir compte de préoccupation, à la fois culturelles et techniques.

Une typologie

A cet égard, on peut, pour terminer ce balayage du futur, esquisser une *typologie* des programmes audiovisuels, en combinant leur contenu et leur mode de diffusion privilégié.

S'agissant des programmes d'in*formation, les journaux télévisés* resteront, en raison du direct, l'apanage des grands réseaux ; une certaine concurrence sera cependant exercée par le câble (pour l'information locale) et par la télématique (pour l'information personnalisée). Les magazines d'information devraient également demeurer à l'avantage des grands réseaux ; cependant, une certaine concurrence de la télévision à péage, voire des vidéogrammes, n'est pas à exclure, surtout pour les programmes thématiques (littérature, science, médecine...)

S'agissant des programmes culturels, les documentaires — qu'ils soient artistiques, musicaux ou sociologiques — se prêteront plus facilement à une exploitation par vidéogrammes, voire par télévision payante. Cela étant, les grands réseaux ne pourront négliger ce type d'émissions, à la fois pour la cohérence de leur programmation et en *raison des sujétions d'intérêt général* qui continueront de peser sur les chaînes de service public.

Dans les programmes de divertis*sement,* il convient de mettre à part les films et la fiction (téléfilms) ; ces programmes feront l'objet d'une *concurrence assez généralisée, éven*tuellement tempérée par la « hiérarchisation » évoquée ci-dessus ou par des coproductions multimédias. Les spectacles sportifs devraient rester l'apanage des grands réseaux, ceux-ci devant cependant lutter contre les télévisions à péage qui tenteront d'acquérir, en exclusivité, les droits de retransmission de certaines compétitions majeures.

Restent les programmes *spécifiques,* que cette spécificité tienne au public visé (émissions pour la jeunesse), à l'objet poursuivi (programmes de formation ou de perfectionnement) ou au contenu (films pornographiques par exemple) ; ces *programmes « ciblés » seront* le domaine privilégié des vidéogrammes en raison des possibilités de relecture et de la liberté de l'heure de consommation.

Comme on le constate, contenus et supports ne se combinent pas de manière aléatoire. Une certaine logique préside aux relations entre le « soft » et le « hard », c'est-à-dire entre l'esprit et la matière. Puissent les décisions à prendre ne pas privilégier outrancièrement celle-ci par rapport à celui-là.

FIN

(*) Maître de requêtes au Conseil d'État, ancien directeur de cabinet de MM. Marcel Jullian, Maurice Ulrich et Pierre Desgraupes, présidents successifs d'Antenne 2.

VU

A « Apostrophes »

Un aréopage édifiant

Ils se sont vraiment montré gentils les uns envers les autres, ces six romanciers — quatre femmes et deux hommes — que Bernard pivot avait réunis vendredi sur son plateau pour inaugurer la rentrée littéraire. Et pourtant, à en croire le meneur de jeu, ils entraient en concurrence pour les fameux prix : tous déjà connus par leurs romans antérieurs, leurs passages à Apostrophes, *les distinctions obtenues.*

Or ils ont autant, sinon plus, vanté la marchandise du voisin que la leur propre. Des plus édifiants, cet aréopage qui ressemblait à une société d'encensement mutuel !

Hortensa Dufour, l'auteur de la Marie-Marraine, *invitée cette fois pour le* Bouchot, *s'est surpassée dans l'éloge... d'autrui. Sur quel ton incantatoire n'a-t-elle pas confié l'émoi, la transe, la « cuite à petites doses » que lui ont communiqués la* Maria Tiefenthaler, *de Muriel Cerf et son « falbala spermatique » (?) ou les* Fous de Bassan, *d'Anne Hébert, ce « grand petit chef-d'œuvre » assurait-elle !*

Elle a médusé par son vibrato admiratif le petit cercle qui pourtant n'était pas en reste. Alain Gerber et Anne Hébert auraient pu s'opposer sur un Canada où l'une est née et dont l'autre rêve avec son Lapin de lune. *Pas du tout. La Canadienne de naissance n'a fait aucune difficulté pour intégrer à son folklore la légende aztèque que l'hôte de passage implante dans ses paysages de neige.*

Alain Gerber et Catherine Rihoit (la Favorite) *ont communié en Scott Fitzgerald. Frédéric Tristan* (la Cendre et la Foudre) *et Alain Gerber ont magnifié ensemble le pouvoir de l'illusion, la grande chimère qui renaît de ses cendres pour rendre l'espoir à l'homme. Aux antipodes, pourtant leurs deux romans. Celui de Frédéric Tristan développe une légende d'initiation propre aux sociétés secrètes de la Chine...*

Il s'est passé quelquefois à Apostrophes *d'autres affrontements ! Vendredi soir, tout baignait dans l'huile et la pommade, en dépit des veines très diverses — autobiographique, légendaire, symbolique, satirique — qui nourrissaient les inspirations. Du moins le téléspectateur aura-t-il pu prendre conscience de la variété du champ littéraire et de la douceur des mœurs qui y règnent.*

J. P.

Samedi 4 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Serpico.
Réalisation A. March.
Serpico a des ennuis d'argent, de femmes et des difficultés pour défendre sa vie au cours d'une chasse à l'homme dans les docks new-yorkais.

21 h 35 Variétés : Rêve d'ouest, rêve d'est.
Anna Prucnal, réal. J. Mailland.

22 h 35 Magazine d'actualité : Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Au sommaire : la télévision des autres : Cuba ; un portrait de Yasser Arafat, leader de l'O.L.P. ; racisme et reggae en Angleterre ; voir Vérone et Aïda ; le grand témoin de la semaine sera Bernard Kouchner, de Médecins du monde.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Messieurs les jurés : l'Affaire Baudières.
De F. Claude, réal. A. Michel.
A l'instigation d'une épouse ambitieuse, Jean-Marc Baudières, jeune chanteur de talent, est enrôlé dans le labyrinthe du show-business.

22 h 45 Magazine : Cinéma-cinémas.
De M. Boujut, A. Andrew et C. Ventura.
Au sommaire : une interview de Charlton Heston, hôte d'honneur du Festival de Deauville ; un reportage sur le tournage du nouveau film de Francis Coppola, etc.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 On sort ce soir : le Canard sauvage.
Pièces en cinq actes de Henri Ibsen, avec A. Rignault, M. Bozonnet, M. Robin. Mise en scène de L. Pintille, réal. G. Lessertisseur.
Pour avoir défriché quelques lopins de terre, un ex-militaire subit la dégradation, la prison, finit sa vie dans le rêve et élève un canard sauvage dans un grenier.

22 h 15 Journal.

22 h 45 Prélude à la nuit.
Concerto pour flûte, basson, violon, etc., *de Vivaldi, par l'Ensemble Seccolo Barrocco.*

FRANCE-CULTURE

20 h, « Le Ring », de I. Grigoresco. Avec F. Chaumette, L. Fregis, C. Dasset, P. Nègre, A. Natanson, G. Dartieu, réal. G. Godebert (redif.).
21 h 55, Ad lib.
22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné en l'église Saint-Merri à Paris le 29 juillet 1982) : « De profundis, grand motet pour soli » de Delalande ; « Grand Te Deum à double cœur », de Lulli, par la Grande Écurie et la Chambre du Roy, chœurs de la cathédrale de Worcester, dir. J.-C. Malgoire, sol. P. Esswood, haute-contre ; J. Elwes, ténor, N. Tuller, baryton, G. Reinhard, basse.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : *Musique de nuit :* œuvres de Bridge ; 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Poissons d'or : œuvres de Nyman, Lampard.

Dimanche 5 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée avec la paroisse d'Aix-d'Anguillon (Cher). Prédicateur : Père G. Nissim.
12 h Série : L'aventure des plantes.
de J.-M. Pelt et J.-P. Cuny. Le contrat avec les insectes (Redif.).
12 h 30, La bonne conduite.
13 h Journal.
13 h 20 La clé sous le paillasson.
(et à 14 h, 15 h 40, 19 h).
13 h 30 Série Spiderman.
14 h 30 Sports dimanche.
Cyclisme : championnats du monde à Goodwood ; Tiercé à Longchamp ; Golf : portraits de Nicklaus et Balesteros.
18 h 10 Série : Pour l'amour du risque.
19 h Dessin animé :
Duffy Duck.
19 h 30 Les animaux du monde.
Le lagon extraordinaire.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma (Hommage à Ingrid Bergman) : Pour qui sonne le glas.
Film américain de S. Wood (1943). Avec G. Cooper, I. Bergman, A. Tamiroff, A. de Cordova.
En Espagne, pendant la guerre civile, un Américain qui se bat du côté des républicains, est chargé de faire sauter un pont tenu par les fascistes. Il s'éprend d'une jeune fille recueillie par son groupe de partisans.
Fidélité au roman d'Hemingway. Soigneusement mis en scène, le film connut un succès retentissant pour l'interprétation de Gary Cooper et d'Ingrid Bergman.
22 h 45 Sports dimanche soir.
23 h 05 Journal.
23 h 30 A Bible ouverte.

DEUXIÈME CHAINE : A2

11 h 40 Cours d'anglais.
12 h Platine 45.
Avec Roxy Music, C. Puterflam, B. Baxter, Motels, A. Ant, Asia, etc., etc.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Hunter.
Le groupe K (redif.).
14 h 05 Londres-Paris.
Arrivée de la course des avions UL (Ultra Légers Motorisés), en direct du bois de Boulogne.
15 h 05 Feuilleton : Les amours de la Belle Epoque.
Ces dames au chapeau vert (Redif.).
16 h 05 Document INA : Botaniques.
Série proposée par F. Dumas.
Troisième volet de cette merveilleuse et très imaginative série sur la végétation. Ici rencontre avec un jardinier et sa passion (par Dominique Page) ; une langue gourmande sur l'arbre à pain (par Valeria Sarmiento) ; et pour terminer un minuscule chef-d'œuvre, une étude comparative — et combien subjective ! — de Raul Ruiz sur les jardins anglais et français.
16 h 25 Le Muppet Show.
16 h 55 Série : le Journal.
Réalisation : P. Lefèbvre (Redif.).
A partir d'un fait divers, la découverte des rouages d'un quotidien d'information.
17 h 55 La chasse aux trésors.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeux sans frontières.
De Guy Lux et C. Savarit. A Gand (Belgique).
22 h Série documentaire : Des hommes.
Les charpentiers, réalisation J.-M. Soyez.
Le métier de charpentier : la conception d'une charpente, la fabrication des différents éléments, etc.
22 h 50 La grande parade.
De J.-C. Averty.
Avec John Lewis et Svend Asmussen.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 40 Spécial DOM-TOM.
Elections en Nouvelle-Calédonie ; la saison touristique à Saint-Pierre et Miquelon.
20 h Pour les jeunes : Il était une fois l'homme.
20 h 35 L'homme et la musique : Yehudi Menuhin.
Par Y. Menuhin et W. Davis, avec Ch. Weir. Réal. R. Bocking et J. Thomson.
N° 5 : Au carrefour de la musique.
A l'aube du vingtième siècle, on peut croire que tout le monde fait de la musique, chaque salon a son piano, chaque music-hall a ses rengaines larmoyantes, et chaque salle de concert ses poèmes symphoniques. Yehudi Menuhin nous parle de Stravinski et de Nijinski, de Debussy et du début du phonographe. De la vieille télévision.
21 h 25 Courts métrages français.
Rupture, de Pierre Etaix et Jean-Claude Carrière. *Et vogue la malassise,* de Marie-Eve et Marie-France Molle.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle Danielle Darrieux) : l'Affaire Cicéron.
Film américain de J.-L. Mankiewicz (1952), avec J. Mason, D. Darrieux, M. Rennie, W. Hamden, O. Karlweis (v.o. sous-titrée. N.).
En 1943-44, un valet de chambre de l'ambassade d'Angleterre à Ankara photographie des documents secrets qu'il vend à l'Allemagne, par l'intermédiaire d'une comtesse aventurière.
Inspiré d'une authentique affaire d'espionnage, la vision grinçante d'une société corrompue où s'agitent des personnages cyniques, ambigus comme Mankiewicz les aime. Un tableau de mœurs dans lequel James Mason et Danielle Darrieux prennent une étrange séduction.
0 h 25 Prélude à la nuit.
Pièces en concert, la Tromba, Air du diable, *de Couperin, par R. Flachot, violoncelle.*

FRANCE-CULTURE

12 h 45, Disques rares, de V. Kalabis.
14 h, Sons à Dijon.
14 h 5, La Comédie-Française présente : « Messe pour un sacre viennois » et « Trio pour deux canaris », de B. Da Costa.
16 h 5, Marcel Mihalovici, témoin de son temps : Autoportrait.
17 h 30, Escales de l'esprit : La comtesse de Ségur (« l'Ourson », textes lus par F. Descault, G. Touret, *M.* Thierry, *etc.).*
18 h 30, Ma non troppo.
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Opéras français : « Naissance de la lyre » (création à l'Opéra le 17-6-1929), « Padmavati » (création le 1-6-1923), « Aeneas », d'Albert Roussel ; « Oriane et le Prince d'amour », de Florent Schmitt.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert-promenade : Œuvres de Gabaye, Waldteufel, Grothe, Schulenburg, Rubinstein, Lanner, Saint-Saëns, Kalmann, Pugnani-Kreisler, Thomas, Donizetti, J. Strauss, Weber, Abraham.
8 h 2, Cantate (Intégrale des Cantates, de J.-S. Bach).
9 h 2, Magazine international.
12 h 5, Concert, œuvres de Haydn, Bartok, Beethoven.
14 h, D'une oreille l'autre.
17 h, Comment l'entendez-vous ? par B. Kruysen, baryton : œuvres de Debussy, Schubert, J.-S. Bach, Dargomijki, Tchaïkovski, Monteverdi, Martinu, Chopin, Duparc.
19 h, Jazz vivant : le pianiste R. Blake, le pianiste M. Nock.
20 h, Concert : (en direct de la Philarmonie de Berlin), « Lieder nach Gendichten von E.A. Poe », de Reimann ; « Das klagende Lied », de Mahler, par l'Orchestre philarmonique de Berlin et les chœurs de la cathédrale Sainte-Hedwige, dir. H. Zender ; chef des chœurs, R. Bader ; sol., C. Gayer, soprano ; R. Yakar, soprano ; B. Finnila, alto ; M. Jung, ténor.
22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit, œuvres de Mahler, Berwald, Mozart, Borodine, Haydn, Chopin, Auffret ; *0 h 5, Ruptures.*

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 5 SEPTEMBRE

— *M. Jacques Blanc,* secrétaire général du P.R., député de la Lozère, est reçu au journal de R.M.C. à 12 h 45.

— *M. Pierre Mauroy,* premier ministre, participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 heures. (En direct de la mairie de Lille).

CARNET

Naissances

– M. P. Dubois-Dayme,
M. J. Fritsch,
M. A. Ligouzat,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur arrière-petit-fils

Simon,

chez leurs petits-enfants Emmanuel et Pascale BALLEYGUIER, le 26 août 1982.

41, rue de Jussieu, Paris.
42, avenue de Saxe, Lyon.
30, rue du Calvaire, Saint-Cloud.

– Christian Hiesse et Isabelle, née Hirsch-Marie, sont heureux d'annoncer la naissance de

Grégoire,

le 22 août 1982.

26, rue Dagorno,
75012 Paris.

Décès

CLAUDE SCHAEFFER

On nous prie d'annoncer le décès survenu le 25 août 1982, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

Claude F. A. SCHAEFFER,
membre de l'Institut
(Académie des inscriptions et belles-lettres),
officier de la Légion d'honneur,
professeur honoraire au Collège de France,
docteur H.C. de l'université d'Oxford.

De la part de :
Mme Claude Schaeffer, née Odile Forrer, son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Germain-en-Laye.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 6 mars 1898 à Strasbourg, archéologue, Claude Schaeffer a mené de très nombreuses campagnes de fouilles à Enkomi-Alasia (Chypre) et à Ras-Shamra-Ougarit (Syrie). Ses découvertes ont renouvelé les connaissances que l'on avait de l'écriture, de la langue, de la civilisation et de l'histoire de la Phénicie et des régions voisines (devenues aujourd'hui le Liban, la Syrie et Israël). C'est ainsi qu'il a permis la restitution de l'ancienne littérature phénicienne par des textes remontant au quatorzième siècle avant notre ère.

Dans les ouvrages qui exposent le résultat de ses recherches, Claude Schaeffer a entrepris une étude comparative de toutes ses fouilles relatives à l'âge du bronze (troisième et deuxième millénaires) en Syrie, Phénicie, Palestine, Asie Mineure, Chypre, Perse et Caucase.

En 1951, Claude Schaeffer est professeur de préhistoire européenne et d'archéologie nationale à l'école du Louvre, avant d'enseigner, de 1954 à 1969, au Collège de France. En avril 1953, il a été élu membre de l'Institut, à l'Académie des inscriptions et belles-lettres.]

– On nous prie d'annoncer le décès accidentel, survenu à Saint-Tropez le 1er septembre 1982, de

Violette AUBERTIN,
née Gabriel.

De la part de son époux Pierre Aubertin,
Ses enfants et petits-enfants,
Hélène et Pierre-Jean Réfrégier et leur fils,
Dominique et Jean Baudet et leurs enfants,
Ainsi que de ses frères, belles-sœurs,
Et de toute la famille.

Les obsèques auront lieu le lundi 6 septembre 1982, dans la plus stricte intimité, au cimetière parisien de Thiais, à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

70, rue d'Alésia,
75014 Paris.

– Mme Jean-Claude Hutter, née Janette Labant,
Jean-Pierre et Liliane Hutter-Buffat,
Sarah, Bruno, Romy,
Philippe et Elisabeth Pol-Hutter,
Florence Hutter et Jean-Paul Villaret,
Thierry Hutter, Florian Hutter,
ont l'immense chagrin de faire part du décès *subit*, à l'âge de cinquante-neuf ans, de

Jean-Claude HUTTER,
ingénieur civil des Mines.

L'ensevelissement a eu lieu à Saint-Laurent-le-Minier (Gard), le 20 août 1982.

« Ainsi parle l'Eternel : c'est dans le calme et la confiance que sera votre force. »
Esaïe 30, verset 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.
6, rue Paul-Doumer,
91370 Verrières-le-Buisson.

PRESSE

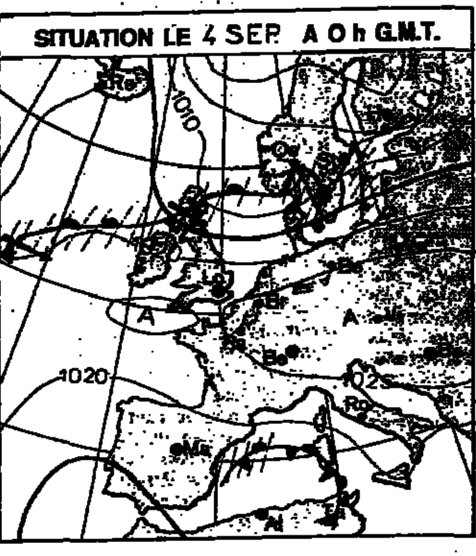
● *Une camionnette de presse*, transportant des exemplaires du quotidien dijonnais *les Dépêches*, a été interceptée à Longvic (Côte-d'Or), dans la nuit du 2 au 3 septembre. Une vingtaine d'hommes, le visage dissimulé sous un bas, ont obligé le conducteur à s'arrêter le long du canal dans lequel ils ont bientôt jeté quelque quinze mille exemplaires du journal.

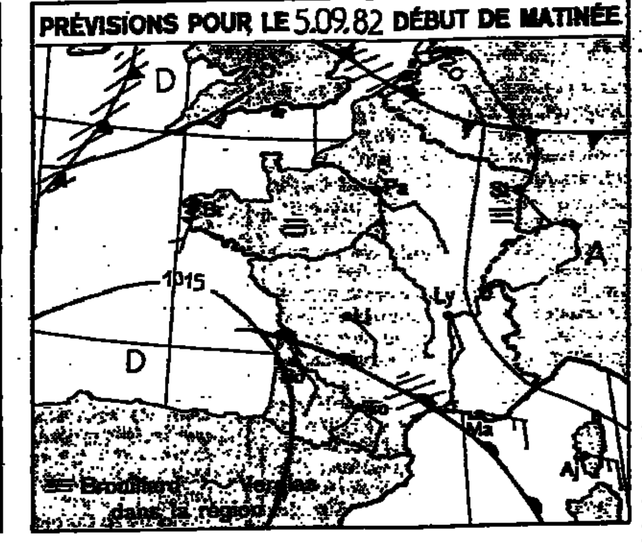
L'opération, qui n'a pas été revendiquée, visait, estiment les services de police, à protester contre le transfert de l'imprimerie des *Dépêches*, à Chassieu, près de Lyon. Une plainte a été déposée par la société Diffusion numéro un, à qui appartient la camionnette.

ERRATUM. – Le magazine spécialisé *Télé-Ciné-Vidéo*, dans lequel Europe 1 vient de prendre une importante participation (*le Monde* du 4 septembre) n'est pas hebdomadaire comme nous l'avions écrit par erreur mais mensuel.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 5 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 septembre à 0 heure et le dimanche 5 septembre à 24 heures :

Le champ de pression s'affaiblira sur l'ensemble du pays. Simultanément, une zone d'orages, *située actuellement sur* l'est de l'Espagne, remontera vers le nord, tandis qu'une perturbation océanique se décalera vers les côtes de la Manche.

Dimanche matin, le temps sera nuageux et très doux avec pluies orageuses du golfe du Lion au sud du Massif Central. Ailleurs, il fera très beau et frais : seulement quelques bancs de brouillard dans le Nord et le Nord-Est. Dans l'après-midi, les nuages envahiront le ciel de Bretagne et donneront quelques pluies, tandis que l'activité orageuse s'étendra vers le nord du Massif Central et la vallée du Rhône. Ailleurs, le beau temps se maintiendra. Les températures dépasseront 25 degrés sur la plus grande partie du pays, et même 30 degrés sur le Bassin aquitain et le Nord-Est. Le vent soufflera assez fort du sud-est en Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 4 septembre à 8 heures, de 1002,5 millibars, soit 751,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4 septembre) : Ajaccio, 26 et 18 degrés ; Biarritz, 23 et 13 ; Bordeaux, 26 et 14 ; Bourges, 26 et 12 ; Brest, 22 et 11 ; Caen, 24 et 8 ; Cherbourg, 21 et 11 ; Clermont-Ferrand, 24 et 13 ; Dijon, 24 et 11 ; Grenoble, 24 et 13 ; Lille, 23 et 8 ; Lyon, 21 et 12 ; Marseille-Marignane, 31 et 19 ; Nancy, 23 et 5 ; Nantes, 26 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 29 et 23 ; Paris-Le Bourget, 25 et 8 ; Pau, 25 et 13 ; Perpignan, 29 et 21 ; Rennes, 25 et 9 ; Strasbourg, 23 et 8 ; Tours, 26 et 10 ; Toulouse, 25 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 16 degrés ; Amsterdam, 21 et 12 ; Athènes, 34 et 24 ; Berlin, 21 et 13 ; Bonn, 22 et 7 ; Bruxelles, 22 et 10 ; Le Caire, 38 et 22 ; îles Canaries, 28 et 22 ; Copenhague, 19 et 14 ; Dakar, 31 et 24 ; Djerba, 38 et 25 ; Genève, 22 et 11 ; Jérusalem, 28 et 17 ; Lisbonne, 34 et 19 ; Londres, 24 et 13 ; Luxembourg, 24 et 8 ; Madrid, 30 et 14 ; Moscou, 17 et 8 ; Nairobi, 23 et 12 ; New-York, 28 et 21 ; Palma-de-Majorque, 25 et 15 ; Rome, 36 et 22 ; Stockholm, 16 et 8 ; Tozeur, 34 et 23 ; Tunis, 31 et 25.

PARIS EN VISITES

MARDI 7 SEPTEMBRE

« Les Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mlle Garnier-Ahlberg.

« Crypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée, Mlle Leclercq.

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Pennec.

« Bibliothèque nationale », 15 heures, 58, rue de Richelieu (Caisse nationale des monuments historiques).

« Cimetière de Montmartre », 14 h 30, avenue Rachel, entrée principale (Approche de l'art).

« Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Bourse », 11 h 15, métro Bourse (P.-Y. Jaslet).

« Les vitraux de la Sainte-Chapelle », 15 h, entrée (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Quartier du Temple », 16 h 30, métro Temple (Mme Rouch-Gain).

« Le Sénat », 15 h 20, rue de Tournon (Tourisme culturel).

« Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

DOCUMENTATION

LES POUVOIRS PUBLICS ET L'ARTISANAT

Cet ouvrage est le premier d'une collection dont les responsables déclarent avoir pour objectif *« de montrer comment les problèmes humains sont examinés par les pouvoirs publics, comment s'incarnent dans le quotidien la réflexion et l'action politiques »*.

Jean Cluzel, sénateur de l'Allier, qui l'a rédigé explique que *« la fonction publique et l'artisanat sont deux mondes qui se connaissent peu et se comprennent mal. Si l'artisanat paraît épisodiquement jouir de quelque faveur, la raison en est plus la nostalgie d'un âge révolu que la volonté de le faire réellement participer à l'activité économique »*.

★ **Librairie générale de droit et de jurisprudence, 220 p., 55 francs.**

BREF

FORMATION PERMANENTE

LES STAGES DU CIM. – Le Centre d'information sur les médias (CIM) – un des quatre départements du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (33, rue du Louvre, 75002 Paris, tél. : 508-86-71) organisera une centaine de stages pour l'année 1982-1983.

Ces stages s'articulent autour de six grands thèmes : la communication écrite, la mise en page des publications et la photographie, la connaissance des médias, les applications informatiques dans la communication, l'impression, la pratique des langues. Ils s'adressent aux responsables de journaux d'entreprise, de municipalités ou d'associations ainsi qu'aux chargés de relations avec la presse et aux personnels des imprimeries intégrées.

L'enseignement est dispensé par des journalistes professionnels sous forme de sessions intensives (en général de trois à cinq jours) ou de cours hebdomadaires (calendrier des stages et des cours sur simple demande).

TRANSPORTS

TAXATION DES BAGAGES AÉRIENS. – A compter du 15 septembre, tout bagage aérien excédentaire par rapport à la franchise autorisée à l'intérieur de l'Europe, fera l'objet, quel que soit le transporteur utilisé, d'une perception forfaitaire indépendante du poids, équivalente à 10 % du tarif le plus élevé homologué sur la destination correspondante.

VIVRE A PARIS

LA FOIRE AU TROC. – La Foire au troc sera organisée à la Défense (près de Paris) les samedi 11 et dimanche 12 septembre, de 10 heures à 20 heures. Entrée libre.

Pour participer à cette foire, téléphoner au 293-69-94 dès à présent, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, tous les jours, sauf samedi et dimanche.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 4 septembre :

DES DÉCRETS

● Complétant un décret du 6 mai 1982 *relatif à la prime d'aménagement* du territoire ;

● Relatif au déclassement du marché d'intérêt national de Paris-La Villette et à la société d'économie mixte de Paris-La Villette ;

● Modifiant la nomenclature des installations classées.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. – SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire : no 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 3269

HORIZONTALEMENT

I. Met dans la gêne après nous avoir donné du plaisir. Ruine. – II. Plus efficace que la main pour tout saisir. Pousse aux extrémités. Personnel. – III. Ne risque donc pas d'être appelé. Une manière assez constructive d'agir. – IV. Ne connaît plus de hauts et de bas. Utilisé lors d'un besoin pressant. – V. Spectacle de la solitude qui n'est pas obligatoirement celui de la désolation (trois mots). Portée devant les tribunaux. – VI. A fait prendre de nombreuses vestes avec ses chemises rouges. Se tire dans l'eau, se pousse sur terre. – VII. Conjonction. – Titre renouvelé. Ville anglaise. – VIII. Négatif. Une espèce de beau parleur. *Femme du monde et faiseuse* d'histoires. – IX. Lettres qui ne passent pas par le facteur. Se font dans le milieu de la peau. Quelque chose d'abusif. – X. Position des pieds de l'homme au repos. Aura donc des restes lourds. – XI. Période prénatale. Doivent se soustraire pour arriver à du positif. – XII. Activité où l'on peut compter sur son second les yeux fermés. Habitations royales. – XIII. Convient moins au demi qu'au complet lorsqu'il est faux. Conjonction. Un décor qu'on a envie de planter. Abréviation. – XIV. Cicatrice végétale. Meneur d'hommes. – XV. Commence à tout âge. Un moment à passer. De nos jours, on n'en croise plus que mouchetée.

VERTICALEMENT

1. Ses révélations conduisent toujours à faire des fixations. Prend notre poing par colère. – 2. Tire donc de l'anonymat. Sombre. – 3. Une manière de conduire assez cavalière. Peut tourner à la catastrophe en avion. – 4. supprime le plaisir au profit de l'efficacité. – 5. Symbole chimique. A parfois des réactions inattendues. – 6. Conjonction. Peut se dire au rugby (deux mots). Se dit *pour son bien*. – 7. Tour pendable. Se glisse entre les quenottes. Des lettres qui classaient. – 8. Pronom. Pris à « chaud ». On peut la faire sauter avant de la faire revenir. – 9. Permet de voir le bon côté des choses. Peu favorable à la séparation. Faisait un effet bœuf. – 10. Corps étranger. Famille de Castille. – 11. Prenait l'air qu'il voulait. Troquait volontiers sa chemise noire contre une brune. – 12. Celui qui la goûte n'apprécie guère la croûte. Moins attirante quand elle siffle que lorsqu'elle chante. – 13. Entretient d'excellents rapports avec le milieu ambiant. Lettres de préavis. – 14. Mieux pris lorsqu'il est bien relevé. Comme l'attitude d'un roi. – 15. Article étranger. Une balle à ne pas laisser. Leur fille est souvent regardée, mais pas toujours bien vue. Fait partie des convenances.

Solution du problème no 3268

Horizontalement

I. Solitaire. – II. Trésor. As. – III. Aéro-club. – IV. Tine. Eton. – V. Ilet. Sète. – VI. OL.Es. – VII. Néo. Prise. – VIII. Chaîne. – IX. Enta. Asti. – X. Ri. Lin. – XI. Abortive.

Verticalement

1. Stationner. – 2. Oreille. Nia. – 3. Lerne. Oct. – 4. Isoète. Hâlo. – 5. Toc. Spa. IR. – 6. Arles. (Daudet) Riant. – 7. Utérins. – 8. Rabot. Set. – 9. Es. Névé. Ile.

GUY BROUTY.

COLLOQUES

PÉDAGOGIE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. – Le Centre de formation supérieure au management organise une session internationale de formation à la pédagogie de l'enseignement supérieur avec la faculté des sciences de l'éducation de l'université Laval, à Québec.

Cette session, qui s'adresse à des enseignants ou à des formateurs appartenant à des institutions de niveau post-secondaire situées dans les pays francophones d'Afrique et d'Europe, se déroulera du 6 au 10 septembre dans le campus de l'Ecole centrale, à Châtenay-Malabry (92).

★ **Grande voie des vignes, 92290 Châtenay-Malabry. Tél. : 660-80-23.**

Le Monde

économie

AFFAIRES

Imbroglio chez Boussac-Saint Frères

Une assemblée générale des actionnaires et un conseil d'administration de la nouvelle compagnie *Boussac-Saint Frères* devraient se tenir lundi 6 septembre à Lille. Ils promettent de belles empoignades. Motif : la nomination de nouveaux administrateurs et celle d'un directeur général. Le départ de ce poste de M. Georges Jollès (*le Monde* du 2 septembre) a déclenché une critique ouverte entre le président de la compagnie, M. Meyer, et son principal actionnaire, l'IDI (Institut de développement industriel), représenté par son président, M. Dominique de la Martinière.

Chargé d'arbitrer la querelle, le gouvernement a choisi de temporiser. M. Meyer demeurera *président du groupe*, au moins jusqu'au prochain exercice, et l'IDI continuera de présider son conseil d'administration. Mais M. Meyer est chargé de dénicher un nouveau *directeur général* possédant l'expérience du textile. Deux nouveaux administrateurs devraient être également nommés.

En clair, on tente de repartir comme si de rien n'était. Est-ce encore possible ? Le différend opposant l'IDI au président de la nouvelle compagnie ne date pas d'hier. A l'origine du conflit, le statut ambigu de la compagnie Boussac-Saint Frères, renflouée par les fonds publics ou parapublics, sans passer pour autant dans le secteur nationalisé. De ce fait, la constitution de son état-major a relevé, dès le départ, d'une double légitimité : celle de l'actionnaire d'une part. L'IDI, institut para-public, a été chargé par le gouvernement, dès décembre 1981, de mettre en place une direction générale en même temps que d'élaborer un plan de redressement et de chercher des partenaires industriels. Celle de l'État d'autre part, lequel a nommé directement en mars 1982 le président du groupe, M. Meyer.

M. Jollès, choisi, lui, par l'IDI, avait depuis longtemps le dossier en main lorsque M. Meyer prit réellement ses fonctions. L'éphémère directeur général n'avait lui-même pu être nommé président, faute d'avoir obtenu l'adhésion des syndicats, mais il avait largement participé, avec l'IDI, à l'élaboration du plan juridique, financier et industriel de redressement. La symbiose ne pouvait à l'évidence réussir qu'à deux conditions : ou bien M. Meyer s'entendait avec M. Jollès, ou bien il acceptait de tenir un rôle de figuration. Ni l'une ni l'autre n'ont été remplies. Entre le polytechnicien sans expérience industrielle et l'homme de terrain sans diplôme prestigieux, le courant — c'est un euphémisme — n'est pas passé. D'autant que M. Meyer, saisi par le goût d'un pouvoir tout neuf, montra vite qu'il entendait demeurer seul responsable. Le départ de M. Jollès lui donne apparemment l'avantage.

Mais pour combien de temps ? Le groupe reste très fragile. Ayant repris en location-gérance l'ancienne société Boussac-Saint Frères, il ne supporte pas, pour l'heure, les frais financiers ; ce qui lui a permis au premier semestre, l'amélioration des ventes aidant (+ 11 %), d'équilibrer à peu près ses comptes. *Mais le second semestre s'annonce plus difficile*, compte tenu de la dégradation prévue du climat des affaires et du blocage des prix — lequel lui coûterait près de 40 millions de francs. Il sera difficile d'éviter un nouveau déficit, de 40 à 100 millions de francs, sans doute moindre que celui atteint au cours des années précédentes (plus de 120 millions de francs) mais non moins dangereux. Outre que les capitaux propres de la nouvelle compagnie sont relativement limités, il faudra bien, au terme de *la location-gérance, reprendre* une partie du passif de l'ancien B.-S.F. (près de 2 milliards de francs) et, pour cela, avoir rétabli *au préalable au moins l'équilibre* financier.

Le départ de M. Jollès, considéré à tort où à raison comme un *garant de bonne gestion*, a ravivé les inquiétudes des fournisseurs et des sociétés d'assurance-crédit. Résultat : le groupe fonctionne quasiment sans crédits fournisseur, ce qui tend la trésorerie et obère largement les chances de réussite du plan de financement prévu. *Faudra-t-il*, à court ou moyen terme, consentir de nouveaux apports financiers ? On imagine aisément dans ce cas *la réponse des actionnaires* (l'IDI et les banques) *ainsi* sollicités.

On recherche la perle rare

Pris entre deux feux, les syndi*cats du groupe et le gouvernement* s'avouent fort embarrassés. La C.F.D.T., qui se refuse prudemment à se prononcer sur *« les hommes en tant que tels »*, redoute un éclat, faute de solution de remplacement valable. Avant de trouver M. Meyer, *rappelle-t-on, les pouvoirs* publics avaient écumé sans succès le ban et l'arrière-ban des managers susceptibles d'assumer cette tâche. *Tous s'étaient* récusés. Les pouvoirs publics, fort partagés sur ce dossier, veulent éviter à tout prix un conflit ouvert avec le président de *l'IDI*, reconfirmé dans les fonctions il y a quelques mois, mais ils refusent de retirer à M. Meyer des responsabilités *dans lesquelles il* n'a guère eu encore le temps de faire ses preuves.

Un seul point pourtant fait l'unanimité : un directeur général doué d'une solide expérience est indispensable au sein de la nouvelle équipe de direction de la compagnie. Celle-ci, outre M. Meyer, est en effet composée d'hommes jeunes et pour la plupart étrangers au secteur. *A priori*, la gageure parait difficile à tenir. Dans un secteur en déclin, où les très bons managers sont perles rares, il sera fort ardu de trouver l'homme *ad hoc*, capable à la fois de satisfaire aux exigences professionnelles des financiers de l'IDI, de s'intégrer à l'équipe de M. Meyer sans passer pour un rival dangereux, et d'accepter d'intervenir dans cet imbroglio. *« Vous n'avez pas une idée ? »* répond un responsable syndical interrogé.

VÉRONIQUE MAURUS.

CONJONCTURE

LA VISITE DE M. JOBERT EN ALGÉRIE

La balance commerciale de la France est devenue fortement déficitaire

De notre envoyé spécial

Alger. — *M. Michel Jobert a fait* une visite de travail à Alger, jeudi 2 septembre, à l'occasion des Journées françaises de la Foire interna*tionale qui, ouverte le 25 août*, s'achèvera le 10 septembre. Le ministre d'Etat chargé du commerce extérieur a rencontré le premier ministre et les ministres du plan et du commerce d'Algérie, avec lesquels il a notamment préparé la prochaine réunion de la commission mixte qui se tiendra les 11 et 12 octobre à Paris.

Une cinquantaine de pays étrangers, capitalistes ou socialistes, sont représentés à ce qui est devenu, au *fil des ans, la plus importante* exposition industrielle et commerciale de l'Afrique et du Bassin méditerranéen. La participation algérienne comporte plus de cent entreprises exposant sous l'égide de neuf ministères, quarante-cinq sociétés nationales représentées individuellement et une quinzaine de firmes appartenant au secteur privé.

De loin la plus importante des participations étrangères (environ un quart du total), la présentation française comporte quatre cents exposants dont la moitié appartiennent aux industries mécaniques et transformatrices de métaux. Sont, *bien sûr*, représentés les grands groupes liés présentement ou dans le passé par d'importants contrats avec l'Algérie, mais, parmi les exposants qui abordent pour la première fois le marché algérien, on note une majorité de petites et moyennes entreprises, souvent installées en province.

L'objectif affirmé de la Foire est la diversification des échanges entre l'Algérie et l'étranger. L'accent a souvent été mis par la presse sur les prestations des pays socialistes. Il reste que les principaux partenaires commerciaux sont les pays capitalistes. En ce qui concerne les clients de l'Algérie, les Etats-Unis arrivent largement en tête avec 40 % des exportations de ce pays en 1981 (ces exportations sont constituées à plus de 95 % par les hydrocarbures). Viennent ensuite, en gros, et à égalité, la R.F.A. et la France, avec 18 % des exportations chacune. En ce qui concerne les fournisseurs, toujours en 1981, la France se maintenait largement en tête, avec, approximativement, le quart des importations algériennes. *Elle était* suivie par l'Italie (environ 14 %), la R.F.A. (plus de 12 %), l'Espagne et le Japon.

Le fait notable en 1982 est l'apparition au débit de la France d'un important déficit, alors que depuis 1971 la balance française était en excédent — elle a été pratiquement équilibrée en 1981 (− 150 millions de francs). Au cours du premier semestre de cette année, les importa*tions françaises en provenance* de l'Algérie se sont élevées à 10 milliards de francs, contre 4 milliards au cours de la même période de 1981 (+ 150 %). Les exportations, elles, sont revenues de 7,1 milliards à 6,2 milliards de francs (− 27 %), soit un déficit de 3,8 milliards (le montant du surplus pour toute *l'année 1980*).

Il y a plusieurs raisons à ce recul : fin de la réalisation des grands contrats signés il y a quelques *années ; manque de compétitivité* du fit de la hausse des prix français ; insuffisante agressivité des entreprises françaises ; baisse générale des commandes algériennes, du fait du réaménagement des structures économiques qui a conduit les « donneurs d'ordres » à retarder certaines décisions.

Toutefois, des perspectives de rééquilibrage s'ouvrent à moyen terme. Depuis janvier, des contrats s'élevant au total à 5,5 milliards de *francs ont été signés*. Ils concernent des affaires représentant chacune au *moins 10 millions de francs*. Au cours du premier semestre 1981, le montant total des contrats de cette nature n'était que de 1,3 milliard de francs. Cette année, il s'agit de contrats d'équipement portant sur des projets industriels où la participation française sera parfois de plus de 100 millions de francs. Les résultats apparaîtront dans les échanges seulement en 1983 au plus tôt.

« Du côté algérien, on me dit que l'équilibre se rétablira bientôt, a *déclaré M. Jobert au cours* d'une rencontre avec la presse, ajoutant : *« Ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment seront nos rapports dans cinq ans. »* Les délais et les garanties d'exécution des contrats ainsi que leur suivi ont été évoqués au cours des entretiens. Les Algériens souhaitent notamment des garanties concernant des contrats relatifs à l'habitat, qui impliquent la participation de nombreuses sociétés françaises, parfois de dimensions *modestes*. Il s'agit de s'assurer que ces sociétés seront toujours en mesure de tenir les engagements pris.

« Le climat est bon, très bon, a dit M. Jobert. *Des orientations ont été données par les présidents algérien et français. Maintenant, c'est à nous de mettre les choses en musique. »*

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

INDUSTRIE

L'inquiétante dépendance technologique de la France

(Suite de la première page.)

Société de droit français, Dresser-*France, a elle aussi, suspendu alors* ses travaux et la déclaration du 22 juillet, du gouvernement français, affirmant que les contrats si*gnés seraient honorés, n'a pas suffit* à faire reprendre la construction des compresseurs. Il aura fallu l'ordre de réquisition de M. Chevènement *pour que Dresser-France s'aperçoive* qu'elle était d'abord française.

Les multinationales françaises, elles-mêmes, n'ont pas totalement dérogé à cette ambiguïté. Certes, Alsthom-Atlantique — filiale de la C.G.E., nationalisée — et Creusot-Loire, ont toujours affirmé leur intention de suivre les directives gouvernementales. Mais on a senti comme une réticence des dirigeants d'Alsthom, d'avoir à s'éloigner de General Electric, grande sœur américaine où la plupart d'entre eux, ont été formés et qui continue à faire figure de modèle.

La dépendance technologique et ses risques — indéniable héritage négatif des gouvernements passés — est la troisième leçon de ce différend euro-américain. Les clauses de certains accords de licence — selon lesquelles les firmes françaises reconnaissent la réglementation américaine — et la nécessité, pour certaines sociétés, de faire venir des composants des Etats-Unis, ont donné des moyens à la politique de la Maison Blanche.

Un triste bilan

Or, la dépendance est particulièrement impressionnante (*Le Monde* du 10 octobre 1981). Selon les statistiques de la Banque de France, le déficit des transactions portant sur les brevets et les licences, a atteint , en 1981, 2,6 milliards de francs, pour une dépense totale de l'ordre de 5 milliards. L'électronique, la chimie et l'informatique, représentent près de 73 % du déficit des échanges techniques (brevets et redevances) et ce pourcentzage est de 82 %, si l'on tient compte des industries alimentaires parmi lesquelles le déficit propre à l'industrie laitière, compte pour les deux tiers.

Un récent rapport, présenté par M. Saint-Cricq, devant le Conseil économique et social (1), montre que le taux de couverture de la balance *« brevets et redevances »*, est particulièrement faible pour l'informatique (1,35 % seulement, avec 887 millions de francs, dépensés en *1980*, pour *12* millions de francs de recettes), pour l'industrie alimentaire (2,8 %), l'électronique (8,7 %), le secteur imprimerie, presse, édition (16 %), la pharmacie (26 %) et la chimie de base (28 %).

*Le poids des technologies étran*gères est donc élevé et tend même, à s'accroître dans le même temps où le nombre de brevets d'invention dé*posés, annuellement en France, par* des nationaux, décline. De plus de 17 000 par an, entre 1965 et 1968, le nombre de parts a atteint son niveau *le plus bas, de 11 000 en 1980 et* 1981 et désormais, trois brevets déposés en France sur quatre , sont étrangers. Que l'on compare les dé*pôts de brevets par habitant ou par* unité de produit intérieur brut, la France se trouve ainsi en queue de tous les pays industrialisés, devan*çant seulement* la Belgique ; *et dans* certains secteurs (chimie organique, parachimie, chimie minérale, pharmacie, électronique grand publis, *textile, bureautique) plus* de *80* % des brevets déposés sont l'étrangers.

Ce triste bilan peut être le fondement d'une politique dont les résultats seront sensiblesà l'avenir. La forte augmentation des crédits de recherche — dont la corrélation avec les dépôts de brevets est prouvée — dans les deux derniers budgets (1982 et projet pour 1982), prouve que le gouvernement l'a compris.

Mais à court terme, force est de constater que 60 % des dépenses françaises de brevets et licences, *vont aux Etats-Unis et que 25 %* des brevets étrangers, déposés en France, sont américains. Ce qui limite, indéniablement, l'autonomie de Paris à l'égard de Washington.

Quelle issue

Alors que la volonté européenne d'honorer les engagements contractés à l'égard de l'Union soviétique, ne se dément pas et que la C.I.A., elle-même, reconnaît que les mesures américaines, seront pratiquement sans effet sur les délais de construction du gazoduc, quel peut être l'avenir d'un dossier dont le président de la Commission européenne, M. Gaston Thorn, vient de dire qu'il *« a atteint le point où il est dangereux pour toutes les parties de laisser aller les choses »*. Les Européens, persuadés de leur bon droit, pourraient être tentés de laisser se dérouler le différend sur le plan contentieux, où déjà certaines sociétés l'ont porté (2). Cela nourrira sans doute de nombreux juristes mais ne réglera rien. Si les Français sont persuadés que les mesures américaines d'embargo ne peuvent avoir d'effets rétroactifs — tous les contrats industriels signés par des sociétés européennes avec l'U.R.S.S. étaient antérieures aux décisions du président Reagan, — les Américains estiment peu fondée la condition d'intérêt général sur laquelle repose la réquisition de Dresser-France. Interminables, ces actions risquent, en outre, dene point aboutir tant les juges — de part et d'autre de l'Atlantique — ont souvent été paralysés devant des actes de souveraineté. Quant au recourd à la Cour internationale de justice — qui nécessite l'accord des parties en cause, — il est exclu d'ores et déjà par des Américains peu soucieux de voir la Cour de La Haye contredire la Maison Blanche.

Il faudra donc négocier. L'échec — encore présent dans tous les esprits — du moment de Versailles montre toutefois le caractère périlleux de cet exercice : six des sept pays alors présents ne sont-ils pas touchés par ce différend (puisque le Japon est lui aussi pénalisé par Washington dans sa volonté de développer les gisements pétroliers de Sakhaline) ? Or tous ces pays avaient déjà parlé de la vente de technologie et de l'offre de crédits à l'U.R.S.S. La voie est donc étroite tant a été maladroite la politique américaine depuis des mois.

Il ne fait guère de doute que l'aspect financier de la mise en valeur des richesses gazières de l'U.R.S.S. est ce qui touche le plus à cœur les « stratèges » de Washington. Les Soviétiques ne masquent d'ailleurs guère que leur *recours à la technologie* occidentale a pour but de dégager plus rapidement des ressources en devises fortes grâce auxquelles ils financeront leur croissance.

*Mais ce domaine financier est juste*ment celui où les alliés des Etats-Unis ont déjà fait un effort : le consensus obtenu en juin à l'O.C.D.E. pour *aligner* l'U.R.S.S. sur les pays les plus riches du globe en matière de crédits et de taux d'intérêt en est la preuve. En outre, la *baisse généralisée des taux, si elle* se poursuivait, rendrait cette question moins aiguë.

Dès lors que les pays européens n'ont nullement l'intention de ralentir la construction du gazoduc, leurs diplomates devront être particulièrement imaginatifs pour trouver la concession mineure qui permettra au président Reagan de reculer sans perdre la face. Une notion qui — quoi qu'on le dise *souvent* — n'est pas seulement asiatique.

BRUNO DETHOMAS.

(1) La place et l'importance des *transferts techniques dans les échanges* extérieurs. 18 mai 1982.

(2) Le dépôt d'un mémoire auprès du département du commerce — effectué par *Dresser* et annoncé par Creusot-Loire — est le premier stade d'une telle procédure.

ÉTRANGER

En R.F.A.

L'AGGRAVATION DU CHOMAGE S'EST RALENTIE EN AOUT

Nuremberg *(A.F.P.)*. — Le nombre de chômeurs en R.F.A. a augmenté de 2 % au mois d'août, en chiffres bruts, touchant 1 797 100 personnes et représentant 7,4 % de la population active salariée, contre 7,2 % en juillet, a annoncé le 3 septembre l'Office fédéral du travail. En données corrigées des variations saisonnières, le chômage frappe 1 908 000 personnes, soit 7,6 % de la population active salariée, contre 1 867 000 en juillet (+ 2,21).

Cette évolution reflète en fait un ralentissement de la hausse du chômage, puisque, en juillet, son taux d'augmentation, en données brutes, avait été de 6,5 %. L'Office fédéral estime, quant à lui, que le résultat du mois d'août est dû, avant tout, aux réductions conjoncturelles d'effectifs. En août 1981, l'augmentation avait été de 5,5 %.

Les demandeurs d'emploi représentaient, il y a un an, 5,5 % de la population active salariée. Toutefois, sur un an, précise l'Office fédéral, le taux d'accroissement s'est nettement *ralenti en août : ainsi*, toujours en données brutes, le nombre de chômeurs a augmenté de 508 200 entre août 1981 et août 1982, soit 39 %, au lieu de 41 % entre juillet 1981 et juillet 1982, et 47 % entre juin 1981 et juin 1982.

Faits et chiffres

Affaires

● **Agro-alimentaire : Jacobs et Interfood fusionnent.** — Les pourparlers entre les deux groupes suisses leaders sur les marchés européens du café, pour Jacobs (Jacques Vabre), et du chocolat, pour Interfood (Suchard, Tobler) (*le Monde* des 15 et 16 août), ont abouti, ont annoncé les présidents des deux sociétés, vendredi 3 septembre. Le nouveau groupe s'appellera Inrefood, aura son siège à Lausanne et représentera un chiffre d'affaires de l'ordre de 15 milliards de francs français.

Conjoncture

● ***Yvon Gattaz* : vingt-quatre mille faillites en 1982.** — Le président du C.N.P.F. souffle à la fois le froid et le chaud. Devant un parterre de patrons de la région Midi-Pyrénées, il a déclaré, le 3 septembre à Toulouse, que les mesures annoncées par le ministre de l'emploi, M. Le Garrec, *« allaient dans le sens des demandes formulées par le patronat depuis plusieurs années »*. Mais le président du C.N.P.F. a aussi indiqué que, compte tenu des charges nouvelles imposées par le gouvernement, soit 90 milliards de francs, avec notamment l'impôt sur la fortune, *« nous irions à un rythme de vingt-quatre mille faillites pour la fin de 1982 »*.

Energie

● **Une délégation française en Inde pour parler de la vente d'uranium enrichi.** — Une délégation française — dirigée par M. Andréani, directeur politique du Quai d'Orsay — se rend en Inde le 6 septembre pour tenter de lever le différend né entre les deux capitales sur les modalités des contrôles qui devraient accompagner la vente française d'uranium enrichi pour la centrale de Tarapur, près de Bombay (*le Monde* du 1er septembre). Les Indiens semblent réticents à accepter la thèse française du contrôle des matières livrées au-delà de 1993, date à laquelle arrive à échéance le *contrat des Indiens* avec les Américains auxquels les Français se substitueraient.

Étranger

NORVÈGE

● *La couronne norvégienne sera dévaluée de 3 %* à compter du lundi 6 septembre 1982, a annoncé le ministère norvégien des finances. Cette dévaluation intervient un mois après que le gouvernement eut effectué un ajustement monétaire (*le Monde* du 3 août) destiné à effectuer les effets de la flambée du dollar sur la couronne norvégienne et qui aboutissait à une dépréciation de 3 % environ de cette dernière.

Social

● **Débrayages et incidents chez Talbot à Poissy.** — La C.G.T. dénonce les refus de la direction d'appliquer la recommandation de M. J.-J. Dupeyroux. Plusieurs débrayages ont été observés et des heurts se sont produits, la C.G.T. accusant *« un commando de la C.F.T. - C.S.L. de s'être attaqué à des ouvriers »*.

● **Vingt-cinq mille places de formation pour les chômeurs de longue durée.** — *« Nous allons lancer, le 4 octobre prochain, un important programme d'insertion professionnelle des chômeurs de longue durée »*, a confirmé M. Le Garrec, ministre de l'emploi, à l'A.F.P. *« Le dispositif, qui concernera sept cent mille demandeurs d'emploi, au chômage depuis neuf mois ou un an, vise à développer les placements directs en entreprise, à mieux utiliser les contrats emploi-formation, à évaluer les aptitudes des chômeurs afin de les diriger vers les stages de formation adéquats. Vingt-cinq mille places seront débloquées à l'AFPA à cet effet. Nous sommes très en deçà de ce qu'il faudrait faire, mais il faut bien commencer.*

● **Rentrée des classes** : assouplissement des horaires dans les entreprises. — *« Chaque année, les parents qui travaillent éprouvent des difficultés pour accompagner à l'école leurs enfants qui abordent la vie scolaire. C'est pourquoi, comme les années précédentes, le C.N.P.F. recommande aux chefs d'entreprise d'accorder, dans toute la mesure du possible, des assouplissements d'horaires le jour de la rentrée des classes 1982, pour donner à celui des deux parents qui le souhaite le temps de conduire leurs très jeunes enfants à l'école. »*

● **Allocation rentrée scolaire : l'U.D.F. revendique une hausse de 14 %.** — Afin de faire face aux difficultés financières d'un certain nombre de familles parmi les plus défavorisées, l'Union des femmes françaises (U.F.F.) revendique une revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire de 14 %, comme pour le complément familial, et son extension à tous les enfants scolarisés.

CONJONCTURE

Un climat de faillite

(Suite de la première page.)

Il est devenu essentiellement une institution de prêt aux pays du tiers-monde, subordonnant ses concours à l'acceptation par ces derniers de programmes de stabilisation souvent draconiens et parfois devenu l'enjeu de luttes politiques internes (Turquie, Jamaïque).

C'est, précisément, du côté du tiers-monde que se présentent actuellement les plus graves menaces, en tout cas les plus manifestes. La faillite du Mexique a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel qui, depuis longtemps, avait cessé d'être tout à fait serein.

L'optimisme de naguère s'est envolé. Il a fait place au catastrophisme le plus noir de la part des experts les plus officiels qui ont longtemps refusé de croire aux évidences les plus simples. Comment sera-t-il possible d'empêcher, dans un avenir plus ou moins proche, un effondrement du système bancaire international ? Tel est la question qu'on se pose.

Une autre surgit aussitôt, qui rend plus angoissante encore la première : comment garder la maîtrise des événements alors que, simultanément, le désordre le plus grand règne sur les marchés des changes où les fluctuations de cours sont plus amples que jamais après les vœux pieux émis au sommet de Versailles en faveur d'une régulisation concerté ? Les événements ne cessent de se précipiter : les troubles recommencent en Pologne alors que la négociation pour le rééchelonnement des dettes échues en 1983 n'a pas encore commencé ; l'ouverture des discussions sur la dette argentine risque d'être retardée par les querelles juridiques entre Londres et Buenos-Aires, etc...

Au début de cette année encore c'était à qui, parmi les grandes banques internationales, prêteraient le plus au Mexique, aucun projet ne paraissait assez ambitieux pour ce pays riche en pétrole. Personne alors ne paraissait se préoccuper du gigantesque déficit des finances publiques de ce pays et de la croissance de ses emprunts à l'extérieur dont le total atteint aujourd'hui 80 milliards de dollars. Ce chiffre est légèrement supérieur au montant des dettes brésiliennes, et il représente environ la totalité de l'endettement des pays de l'Est européens. Mais depuis la deuxième dévaluation du peso, au mois de juillet dernier,le climat a changé du tout au tout : les banques, naguère téméraires, se montrent d'une excessive prudence : plus de crédits pour le Mexique.

Le plan de sauvetage dont les grandes lignes ont été annoncées au mois d'août (2 milliards de dollars mis immédiatement à la disposition par les Américains, 1,8 milliards par BRI et les principales banques centrales, dont une première tranche vient d'être débloquée, perspective d'un prêt de quatre milliards de la part du F.M.I.) avait apporté un soulagement passager. Mais les dernières mesures prises à Mexico (nationalisation des banques, imposition d'une base au contrôle des changes draconienne) ont avivé le climat d'inquiétude.

La faillite de l'Amérique latine

C'est la consternation qui règne désormais dans les milieux financiers et bancaires internationaux alors que la liste des pays insolvables s'allonge de jour en jour. Après les faillites polonaise et roumaine, c'est aujourd'hui l'Allemagne de l'Est qui apparaît en mauvaise posture, ce qui ne pourrait qu'aggraver un peu plus la situation des banques prêteuses ouest-allemandes déjà surchargées de mauvaises créances. C'est pratiquement tous les pays d'Amérique latine, à l'exception de deux ou trois, qui apparaissent en faillite plus ou moins ouverte (voir d'autre part la rubrique de Christopher Hughes): le Brésil est sur le fil du rasoir; le prestigieux Delfim Neto, ministre du Plan, qui dirige, en fait, l'économie, continue à user d'expédients pour se procurer les fonds nécessaires pour faire face à quelque 15 milliards de dollars de remboursements en 1982.

L'un des expédients consiste à exiger, à propos de l'achat d'une usine ou d'importants matériels d'équipement, des crédits beaucoup plus importants incluant le montant des dépenses locales qui ne donneront lieu qu'au remboursement de cruzeiros. L'Argentine, dont la dette extérieure dépasse de 10 milliards de dollars celle de la Pologne (avec un total de 35 milliards) doit, cette année, faire face à des échéances s'élevant à quelque 10 milliards. Il faudra sans aucun doute en rééchelonner une grosse partie. Le Chili ne va guère mieux; le Pérou est à la dérive.

Toutes proportions gardées, le continent africain est dans une situation aussi critique. Il n'est guère, parmi les pays d'Afrique noire, que le Cameroun qui puisse se présenter sur le marché des eurodevises. Les banquiers commencent à avoir aussi des doutes sérieux à l'égard de certains pays développés. Ils hésitent à accorder des crédits supplémentaires aux Danois et aux Espagnols.

Différer les effets de la crise

Globalement, la formidable expansion des crédits internationaux à laquelle on n'a cessé d'assister depuis 1973 a eu pour raison d'être la volonté effrénée d'éviter ou de différer les effets de la crise. Toutes les possibilités, ou peu s'en faut, d'ajournement paraissent aujourd'hui épuisées. L'accumulation des dettes ne s'est pas souvent accompagnée de la création d'actifs productifs correspondants, capables d'engendrer les revenus nécessaires pour payer les intérêts et le principal. Cela s'explique aisément puisque beaucoup de pays ont emprunter pour soutenir la consommation et acheter du pétrole. Et comme le souligne une étude que vient de publier le GATT, maints projets industriels qui ont été financés par l'emprunt se révèlent insuffisamment rentables pour financer le service de la dette. C'est notamment le cas d'investissements pétroliers conçus dans l'espoir d'une augmentation continue du prix de l'énergie. L'impossibilité de paiement dans laquelle se trouve, au Canada, la firme Dome Petroleum d'honorer ses échéances est la plus récente illustration de ce phénomène.

Encore faut-il se persuader que la situation est en réalité pire qu'elle n'apparaît à première vue. Toute l'attention est fixée sur le rééchelonnement des dettes à moyen et à long terme, comme celles de la Pologne ou de la Roumanie. Mais les pays débiteurs sont également lourdement endettés à court terme, car, depuis quelques mois, les banques ont souvent refusé de s'engager au-delà de quelques mois en leur faveur. Or les statistiques internationales ne tiennent en général pas compte de ces crédits. Beaucoup de banques aujourd'hui refusent purement et simplement de les renouveler, ce qui ne devrait pas manquer d'avoir de graves conséquences sur le niveau de l'activité générale. Chaque fois qu'une banque refuse de financer des lettres de crédit représentant le paiement des importations, c'est autant de commandes en moins pour les usines d'Europe, du Japon ou des Etats-Unis (ou celles des pays nouvellement industrialisés). A s'en tenir aux statistiques officielles, c'est environ, intérêts et principal, 80 milliards de dollars que les pays du tiers-monde devraient rembourser cette année. Mais si l'on tient compte de l'ensemble de leurs charges de trésorerie on atteint un chiffre, selon certaines estimations, sans doute supérieur à 200 milliards de dollars, Il est hors de question que l'appareil bancaire réponde à des appels aussi massifs.

C'est à tort qu'on a pu penser que la progression des crédits internationaux, et notamment du marché des eurodevises, était un fait de nature. Ce marché pourrait se contracter brutalement comme cela lui est déjà arrivé pendant l'été 1974 (un facteur qui a sans doute puissamment contribué au déclenchement de la première grande récession de l'après-guerre), tant il est vrai — vérité pourtant oubliée depuis de longues années — que les déséquilibres financiers ne peuvent se perpétuer indéfiniment, ni dans un sens ni dans l'autre.

Un facteur aggravant : le protectionnisme

Trois ans après le deuxième choc pétrolier, les surplus de l'OPEP, sur lesquels de doctes experts avaient échafaudé de grandioses plans de recyclage, sont sur le point de s'évanouir sous l'effet conjugué de la baisse du prix du pétrole, de la diminution des livraisons et de l'augmentation des importations de toutes sortes des pays producteurs d'or noir. De même, l'endettement cesse de croître quand les prêteurs commencent à avoir de sérieux doutes sur la solvabilité des débiteurs. Alors commence le processus de désinflation et même de déflation qui menace aujourd'hui l'économie mondiale plus qu'à aucun moment depuis le commencement de la grande crise internationale. Le protectionnisme grandissant que dénoncent à l'envi le GATT et le F.M.I. ne peut avoir pour effet que d'accélérer ce processus en rendant irrécouvrables les créances d'un nombre croissant d'entreprises tournées vers l'exportation.

Alors que l'inflation, quoiqu'en diminution, est loin d'être jugulée dans le monde, une chose reste plus précieuse que tout autre actuellement : les liquidités, dont un nombre croissant d'Etats et d'entreprises ont un besoin pressant puisqu'il leur est désormais quasiment impossible de contracter de nouvelles dettes pour rembourser les anciennes. Les banques supportent d'autant plus malaisément le choc de la faillite des débiteurs « souverains » (autrement dit des Etats) qu'elles doivent simultanément constituer de lourdes provisions (entamant à dû concurrence leurs profits) correspondant aux créances irrécouvrables sur les entreprises nationales de plus en plus nombreuses qui font faillite, tel A.E.G.-Telefunken en Allemagne. A cela s'ajoutent, notamment aux Etats-Unis, les effets de spéculations malheureuses. La Chase Manhattan Bank en sait quelque chose, qui a chèrement payé l'imprudence qu'elle a eu de soutenir les opérations hasardeuses d'une obscure firme de courtage. Il en est de même d'une autre importante banque, la Continentale Illinois, qui a sévèrement accusé le coup de la faillite de la petite banque Penn Square. Le mauvais état financier de nombreuses sociétés, grandes ou moins grandes, constitue pour le système bancaire international une menace au moins aussi grande que celle du Mexique et de l'Europe de l'Est réunis. Pour la première fois depuis les années 30, une crise bancaire généralisée apparaît pour le moins possible. La Banque centrale d'Italie, en refusant de voler au secours de la filiale luxembourgeoise de la Banque Ambrosiano en faillite, a fait passer un frisson en montrant la fragilité du système bancaire international. La remontée de l'or à laquelle on assiste n'a sans doute pas d'autre origine : le métal précieux apparaît à nouveau comme un actif enviable à un moment où, dans plusieurs pays, les dépôts bancaires ne paraissent plus aussi sûrs qu'on pouvait le croire. C'est d'abord pour éviter une véritable panique bancaire que l'Etat mexicain, à la grande satisfaction de la gauche, a nationalisé toutes les banques du pays. C'était la façon la plus radicale de montrer que l'Etat soutiendrait le crédit intérieur du pays. L'extension du secteur public est une réaction à la crise que les idéologues de la libre entreprise d'outre-Atlantique n'avaient pas prévue.

Les dangers d'une cure sévère

Face à une situation aussi instable, la tentation de l'administration américaine est de réagir aussi brutalement qu'elle l'a fait dans la conduite des affaires nationales. Puisque le mal provient d'une hyper-extension du crédit international, ne convient-il pas de tarir les ressources d'organismes internationaux créés pour accorder des prêts ? En dépit de sa logique, cette politique apparaît dangereuse dans les circonstances actuelles. C'est elle qui a dicté l'attitude jusqu'à maintenant très réservée de Washington à l'égard des projets d'augmentation des quotes-parts du F.M.I. Il n'est pas sûr qu'une telle politique soit sage. Il n'est pas question que le F.M.I. se substitue au crédit bancaire privé : les ordres de grandeur ne sont pas les mêmes. Cependant, même pour faire face à des tâches beaucoup plus limitées, cette institution risque bientôt de se trouver à court de liquidités : le volume des devises convertibles qu'elle peut mobiliser sur ses propres ressources est, théoriquement, de l'ordre de 24 milliards de dollars (15 à 16 milliards en réalité), dont 4 vont bientôt être alloués au Mexique).

Paradoxalement, la position plus « laxiste » que défend la France et, jusqu'à un certain point, les autres pays européens apparaît plus adaptée : elle consiste à préconiser un doublement des quotes-parts du Fonds monétaire pour lui procurer des ressources propres lui permettant de prêter au taux de 6,06 %. C'est un fait que les pays en difficulté ne peuvent accepter politiquement la tutelle des experts du Fonds monétaire que si ce dernier est en mesure de leur proposer des crédits relativement importants. Le danger serait que sous la conduite des États-Unis les pays industrialisés ne cherchent aujourd'hui à imposer aux pays du tiers-monde une cure aussi sévère que celle que l'administration Reagan a imposée aux Américains eux-mêmes. On connaît les résultats de cette expérience : elle a laissé exsangue des pans entiers de l'économie du pays le plus riche du monde.

PAUL FABRA.

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 30 août au 3 septembre

PRUDENCE RAISONNÉE

« APRÈS la hausse Delors, la hausse de l'or », constatait vendredi un familier du palais Brongniart en faisant le parallèle entre le bond de 6 % qui avait suivi, la semaine précédente, l'annonce du dispositif en faveur de l'épargne, et la véritable envolée de l'or international qui a gagné Paris à la veille du week-end.

Quand l'or brille de tous ses feux, le marché boursier se trouve un peu relégué dans l'ombre et il faut admettre que les actions françaises sont restées à couvert tout au long de la semaine ainsi qu'en témoigne l'indicateur instantané, en baisse de 1,20 % au total.

Dès le début de la semaine, les professionnels faisaient la moue en prenant connaissance de la détente du loyer de l'argent sur le marché monétaire, où le taux au jour le jour était ramené de 14 1/2 % à 14 1/4 %. L'information en elle-même ne constituait nulle surprise puisque M. Jacques Delors avait déjà annoncé le principe d'une baisse à Helsingor, au Danemark.

Rendu encore plus prudent que de nature par les récentes vicissitudes du franc sur les marchés des changes, notre « grand argentier » s'était bien gardé de préciser quelle serait l'ampleur de la baisse. « Tout de même », grommelait-on lundi dans les charges, « 0,25 %, c'était vraiment symbolique... », même s'il était entendu que cette diminution ouvrait la voie à une prochaine baisse du taux de base bancaire. Celle-ci se produisait effectivement quarante-huit heures plus tard lorsque les principaux établissements de la place annonçaient, mercredi, coup sur coup, l'abaissement de 0,5 % de leur taux bancaire qui se trouvait fixé à 13,25 % dorénavant.

« C'est déjà mieux », assurait-on autour de la corbeille en pensant aux comptes d'exploitation des entreprises françaises qui, de l'avis de M. Yvon Gattaz, ont bien du mal à « digérer » les 90 milliards de francs de charges annuelles qui leur ont été présentées sans plateau depuis un an.

Non content de prévoir « une rentrée économique qui risque d'être catastrophique », à défaut de « rentrée sociale difficile », ainsi qu'il l'avait affirmé lundi trois heures d'horloge à Matignon, le président du patronat est revenu à la charge, vendredi à Toulouse, devant une centaine de représentants de P.M.E., ravis de l'entendre réclamer, une fois de plus, la sortie du blocage des prix « aveugle et hermétique » dès le 31 octobre prochain pour toutes les entreprises.

Le blocage des prix... Le voilà, le coupable, que la Bourse désigne à la vindicte publique, seul responsable ou presque (avec la conjoncture internationale ?) de la dégradation des résultats financiers telle qu'on l'escompte pour la fin de l'année.

Maintenant que le marché s'avoue rassuré sur les intentions du gouvernement à son égard, et que l'ensemble du dispositif fiscal inscrit au projet de budget 1983 ne comporte pas de trop mauvaise surprise pour les portefeuilles, il ne reste plus qu'à attendre que soit levée cette dernière hypothèque — le blocage des prix industriels — pour que la cote retrouve sa vitesse de croisière.

« On peut difficilement acheter une voiture sans les roues qui vont avec », explique un professionnel pour illustrer ce raisonnement. Si le propos est encore prudent, il n'est plus désabusé comme c'était le cas avant l'annonce de « la loi Delors », le 25 août dernier. Que s'est-il passé entre-temps, sinon que l'ensemble du dispositif sur l'épargne a trouvé sa suite logique sur le bureau de M. Fabius lorsque celui-ci a incorporé au budget 1983 la simplification du système des plus-values et le maintien du principe de l'avoir fiscal qui a simplement bénéficié d'un coup de peinture pour être remis en vitrine sous le nom de crédit d'impôt. De son côté, M. Chevènement s'affirme prêt à investir 40 milliards de francs dans l'appareil productif, dont une bonne partie proviendrait justement des nouveaux circuits d'épargne tels qu'ils seront mis en place. Il ne s'agit plus de simples déclarations d'intentions, mais bel et bien d'une cohérence industrielle et politique entre le capital et l'usage qui doit en être fait.

Certains professionnels l'ont bien compris qui parient, d'ores et déjà, sur une sortie honorable du blocage des prix sans que s'échappent les salaires pour autant et sur un mimétisme — toutes proportions gardées — avec Wall Street, où la hausse des valeurs américaines se poursuit.

L'or, lui, ne connaît pas de répit et la flambée qui a gagné l'ensemble des places internationales, réaction logique aux craintes que suscite le système bancaire américain, a entraîné un bond en avant des cours à Paris. En hausse de 11 %, le napoléon s'est aligné — une fois n'est pas coutume — sur Londres, où le métal fin est monté en flèche. La progression du lingot (5,5 %) est apparue plus modérée toutefois, tandis que le dollar-titre tombait, vendredi, à 8,03/8,08 F, contre 8,35/8,40 F la veille.

Conséquence des ventes massives d'obligations américaines opérées par certains gestionnaires, cette chute de la devise-titre confirme bien le transfert qui s'opère actuellement au profit de l'or et des actions. Dès que le signal rouge s'est abaissé, le train des investisseurs est reparti et, dans le compartiment, on n'a qu'une crainte : rater la station.

SERGE MARTI.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	Cours 27 août	Cours 3 sept.
Or fin (kilo en barre) ...	91 500	95 000
— (kilo en lingot) ...	92 000	94 750
Pièce française (20 fr.) .	650	670
Pièce française (10 fr.) .	472	—
Pièce suisse (20 fr.) ...	600	585
Pièce latine (20 fr.)	580	581
• Pièce tunisienne (20 fr.)	512	570
Souverain	685	670
Souverain Elizabeth II ..	725	722
• Demi-souverain	343	375
Pièce de 20 dollars	3 020	3 025
— 10 dollars	1 505	1 560
• — 5 dollars	790	795
— 50 pesos	3 620	3 585
• — 20 marks	645	590
— 10 florins	621	585
• — 5 roubles ...	370	385

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	48 800	91 387 500
B.S.N. Gerv. Danone .	14 200	20 079 600
Bouygues (1)	27 100	19 713 675
Générale Occ. (1) ...	33 575	14 100 175
Harmony	144 600	14 086 410
Géophysique	10 430	13 587 530
L'Oréal (1)	12 990	12 639 950
Matra (1)	7 540	12 215 155

(1) Quatre séances seulement.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	30 août	31 août	1er sept.	2 sept.	3 sept.
Terme	132244321	135436000	115327956	126838249	151446167
Comptant :					
R. et obl. ..	686068610	473290438	561302946	726927250	608965232
Actions ...	66620443	58026406	62244820	61679985	76965574
Total	884933374	666752844	738875722	915445484	837376973
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)					
Franç. ...	104,1	104,1	103,9	103,6	
Étrang. ..	112,7	113,8	114,9	115	
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1981)					
Tendance .	116,8	116,8	116,1	115	115,5
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	100,9	101,2	100,5	99,8	100,2

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Au-dessus des 900

Pour sa dernière semaine de l'été avant le long week-end du « Labour Day » (les marchés financiers seront fermés lundi 6 septembre à cette occasion), Wall Street s'est encore offert une nouvelle étape de montagne et l'activité du marché est allée croissante au fil des jours jusqu'à atteindre 132,5 millions d'actions vendredi.

Le fait que l'indice Dow Jones des valeurs industrielles ait franchi, jeudi, la barre des 900, a déclenché « une panique à l'achat » chez de nombreux investisseurs qui étaient restées depuis quelques jours dans une prudente expectative. Les diverses rumeurs alarmantes sur les conséquences à attendre de l'endettement extérieur du Mexique et de l'Argentine ont provoqué un transfert des placements monétaires vers l'or (celui-ci a gagné 53 dollars en deux jours), mais aussi vers des actions jugées « sûres », les « blue chips » tirant largement profit de la situation. Le Dow Jones s'établissait, vendredi soir, à 925,13 points (contre 883,47 la semaine précédente).

	Cours 27 août	Cours 3 sept.
Alcoa	27 1/2	29
A.T.T.	55 3/8	56 1/2
Boeing	22 1/4	23 3/4
Chase Man. Bank ..	35 3/8	35 3/8
Du Pont de Nem ..	34 3/8	36
Eastman Kodak ...	78 3/4	85 1/8
Exxon	28 1/4	28 7/8
Ford	27 5/8	28 3/4
General Electric ...	72 1/2	78 1/8
General Foods	38	39 7/8
General Motors ...	46 5/8	48 7/8
Goodyear	25 1/2	26 3/4
I.B.M.	69	72 1/4
I.T.T.	27	27 1/4
Mobil Oil	23	25
Pfizer	62 3/8	62
Schlumberger	36 5/8	38 3/4
Texaco	28 3/8	29 5/8
U.A.L. Inc.	21 1/8	22 3/4
Union Carbide	48 5/8	50 1/2
U.S. Steel	20 1/2	19 1/2
Westinghouse	31 1/4	33 7/8
Xerox Corp	32 1/4	34 7/8

LONDRES

Mieux en fin de semaine

Succédant à la faiblesse qui a marqué le début de la semaine en raison des prévisions peu optimistes formulées par le patronat britannique, un léger mieux a été constaté ultérieurement, le Stock Exchange étant plus sensible à l'environnement des places internationales.

Certaines industrielles ont même franchi à la fin de la semaine les niveaux d'avril 1981 et le repli initial constaté sur les fonds d'État à la suite de quelques prises de bénéfices a été progressivement compensé au fur et à mesure que s'affirmaient la reprise de la livre sterling et l'espoir d'une nouvelle détente des taux d'intérêt domestiques.

Les mines d'or se sont distinguées à la veille du week-end en raison de la flambée du métal fin. Les indices « F.T. » s'établissaient ainsi vendredi 2 août : industrielles : 596,2 (contre 573,5), soit le plus haut niveau depuis avril 1981 ; mines d'or : 359,6 (contre 320,1), plus haut niveau depuis octobre 1981 ; fonds d'État : 78,87 (contre 77,7).

	Cours 27 août	Cours 3 sept.
Bowater	197	210
Brit. Petroleum ...	288	308
Charter	183	190
Courtaulds	76	73
De Beers (*)	4,40	4,80
Free State Geduld*	28 7/8	30 7/8
Gt. Univ. Stores ...	523	540
Imp. Chemical	278	290
Shell	398	424
Vickers	145	148
War Loan	33	33 3/4

(*) En dollars

FRANCFORT

En légère hausse

Favorisée parla baisse des taux d'intérêt de la Bundesbank annoncée à la fin de la semaine précédente, la cote a de nouveau progressé, notamment dans le sillage des valeurs sidérurgiques. Les actions bancaires se sont cependant repliées en raison des faillites en cascade auxquelles viennent d'ajouter les difficultés prévisibles pour recouvrer les créances bancaires de certaines pays d'Amérique du Sud. Indice de la Commerzbank : 667,20 contre 678,1.

	Cours 27 août	Cours 3 sept.
A.E.G.	31,30	30,90
B.A.S.F.	114,40	112,40
Bayer	109,50	109,20
Commerzbank	121	116,10
Hoechst	107,50	106,30
Mannesmann	133,80	133,50
Siemens	225,10	228,40
Volkswagen	138,00	132,30

TOKYO

Actif et en hausse

Après un début de semaine assez calme, le marché s'est brusquement animé à l'unisson de Wall Street et l'indice Nikkeï Dow Jones s'établissait vendredi à 7 209,99 yens, soit 82,17 points de plus qu'à la fin de la semaine précédente pendant que l'indice général gagnait 8,06 points, à 539,17.

	Cours 27 août	Cours 3 sept.
Akaï	261	290
Bridgestone	438	440
Canon	858	895
Fuji Bank	502	500
Honda Motors	767	758
Matsushita Electric	1 120	1 170
Mitsubishi Heavy ..	188	182
Sony Corp	3 590	3 550
Toyota Motors	902	910

LEURS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK
Au-dessus des 900

LONDRES
Mieux en fin de semaine

FRANCFORT
En légère hausse

TOKYO
Actif en hausse

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

Les émissions d'obligations reprennent leur tonus

Cuba vient d'ajouter son nom à la liste croissante des pays incapables d'honorer leurs dettes extérieures, alors que l'Argentine paraît sur le point de le faire. Ces faillites s'ajoutant à celles de 25 milliards de dollars de la Pologne, de 10 milliards de la Roumanie et de 80 milliards du Mexique, vont renforcer l'inquiétude vis-à-vis du système bancaire *mondial, d'autant plus qu'il est im*probable que la liste s'arrête là. Le Brésil, avec près de 80 milliards de dollars, le Nigéria, avec plus de 10 milliards de dollars, suscitent également l'anxiété ainsi que, évidemment, la dette du tiers-monde, *encore plus défavorisé.*

C'est donc sur une toile de fond pessimiste que s'ouvre la semaine prochaine à Toronto l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international. Les autorités responsables comprendront-elles que c'est *100 milliards de dollars qu'il* faut réunir afin de prévenir, soit l'écroulement du système bancaire ou le retour au protectionnisme économique ? On peut en douter. Le passé nous a appris que les instances monétaires internationales étaient toujours en retard d'un train. Lorsqu'il fallait 20 milliards de dollars pour amortir la hausse du prix du pétrole il y a près de dix ans, elles pensaient s'en sortir avec quatre fois moins.

Cette situation s'étant régulièrement répétée depuis 1973 a amené la communauté des grandes banques commerciales à suppléer la carence des hautes autorités internationales *et laisse aujourd'hui les banques* avec un volume de créances insolvables si grand qu'il est susceptible d'ébranler les établissements les plus solides. Déjà, des banques comme la Continental Illinois, la Chase Manhattan ou la Manufacturers Hanover aux Etats-Unis, voient leur crédibilité atteinte, bien qu'on sache que la Banque centrale américaine, *le Fed, interviendrait en cas de coup* dur.

Que, malgré l'aide démesurée de l'U.R.S.S., l'impéritie d'un chef d'Etat, au verbe haut, mais totalement ignorant en matière économique et financière, ait amené Cuba au bord de la faillite, n'est pas pour surprendre. Mais ce qui a choqué les euro-banques c'est la désinvolture avec laquelle la Banque centrale de La Havane leur a demandé de rééchelonner, sur dix ans, toute la dette extérieure cubaine venant à échéance entre maintenant et la fin de 1985. La dette étrangère de Cuba est de l'ordre de 2,5 milliards de dollars. Elle n'est *donc* pas *trop énorme* en elle-même.

Néanmoins, on voit mal comment les grandes banques commerciales du monde entier pourraient s'engager sur dix ans, à l'égard d'un pays dont l'avenir économique est aussi branlant. Ni les Polonais ni même les Roumains n'ont jamais osé considérer *des reports d'une telle magni*tude.

A l'exception, peut-être, de la Co*lombie, la dette de toute l'Amérique* latine est en question. On ne voit pas comment l'Argentine, qui doit à l'extérieur 39 milliards de dollars et qui va devoir rembourser quelque 12 milliards au cours des douze mois à venir, c'est-à-dire 5 milliards de *plus qu'elle ne peut le faire malgré* une récolte céréalière excellente, peut éviter de demander un report à la communauté des grandes banques. La Bolivie est, à son tour, affectée par les difficultés de l'Argen*tine qui n'a pu lui régler, depuis le début du mois de mars, ses importa*tions de gaz. Le Venezuele lui-même est devenu suspect. Sa dette à court terme, qui excède 15 milliards de dollars commence à susciter des craintes. Dans ce dernier cas, ce n'est toutefois pas tellement un pro*blème de solvabilité qui suscite l'an*xiété, que la possibilité d'une crise temporaire de liquidités.

Du reste, les raisons à l'origine des difficultés sont très différentes. Le Mexique tout comme le Nigéria, qui doivent leurs déboires actuels à une forte expansion que la baisse du prix et de la consommation du pétrole ne peuvent plus entretenir, *conservent une structure économi*que solide par suite, précisément, de leurs réserves en or noir. L'Argentine n'a besoin que d'une autre bonne récolte et de stabilité politique pour rétablir sa situation. Le Brésil, en revanche, qui ne dispose d'aucune ressource énergétique, serait dans une position plus difficile, d'autant plus que ses exportations *sont ralenties* par la crise économique mondiale. Quant à Cuba, mieux vaut ne pas en parler puisqu'il n'a pas même pu s'en sortir, alors que l'U.R.S.S. n'a cessé de lui surpayer ses énormes achats de sucre.

Si le marché est sombre sur le marché des eurocrédits bancaires, il est teinté de rose sur celui des emprunts euro-obligataires. Contraire*ment à ce que certains commenta*teurs attendaient, le marché international des capitaux a retrouvé, après une brève éclipse, tout son tonus cette semaine. Cinq euro-émissions en dollars et à taux d'intérêt fixe, représentant 450 millions, *ont vu le jour, auxquelles il faut* ajouter un euro-emprunt à taux d'intérêt variable, d'un montant de 200 millions de dollars.

L'agence du gouvernement canadien, Export Development Corporation, s'est mise en vedette en proposant, à un prix de 99, 75, 100 millions de dollars sur une durée de cinq ans, avec un coupon annuel de 13,25 %, soit le taux d'intérêt le plus bas qu'on ait vu depuis près *d'un an. Ceci n'a pas empêché* l'émission d'être immédiatement souscrite. Son succès a été confirmé par un cours de 99,75 - 100,25 sur le marché secondaire.

La Bank of Tokyo a également obtenu un brillant résultat avec un euro-emprunt de 100 millions de dollars d'une durée de sept ans, qui sera émis au pair avec un coupon annuel de 13,875 %. Rapidement couverte, l'émission était par la suite offerte avec une prime de 0,50.

Trois emprunts français

Est-ce sa nationalité qui, en revanche, a empêché la compagnie financière de Paribas d'être aussi performante avec son euro-émission de 100 millions de dollars à sept ans, lancée avec des termes identiques à ceux de la Bank of Tokyo, c'est-à-dire au pair avec un coupon annuel de 13,875 % ? Malgré l'attribution par l'une des agences spécialisées américaines d'un brillant « AAA » saluant l'excellente santé financière de la holding du groupe Paribas, l'emprunt n'a cessé d'accuser une assez forte décote sur le « marché gris » où il se négocie à seulement 98,50-99. Au vu des conditions avantageuses offertes par la Compagnie financière de Paribas et de la qualité reconnue de son crédit sur la scène financière internationale, l'accueil relativement décevant que le secteur du *marché en dollars a réservé* à cette opération ne peut s'expliquer que par sa réticence à l'égard de la signature française dans son ensemble.

Le marché de l'eurodeutschemark, lui, est en revanche plus accueillant. L'emprunt de 100 millions sur dix ans, lancé vendredi par E.D.F. à partir d'un prix au pair et d'un coupon annuel de 8,875 % s'est tout de suite traité à 99,50-100. Il bénéficie de la garantie de la République française.

Gaz de France a lui aussi été beaucoup plus heureux en sollicitant le secteur de l'euro-marché libellé en couronnes norvégiennes. *D'un* montant de 100 millions de couronnes et d'une durée de cinq ans, l'emprunt Gaz de France est également garanti par la République française et il est proposé avec un coupon annuel de 13 %. C'est la première fois qu'un débiteur étranger autre qu'un Etat ou une entité supra-nationale sollicite ce marché, qui n'est pas encore tout fait *sorti* de l'enfance. Gaz de France a non seulement réalisé une « première », mais aussi une bonne performance, son emprunt ayant de suite soulevé un grand intérêt.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Hausse brutale du métal, faiblesse du franc

Un dollar quelque peu discuté, une hausse brutale de l'or à la suite de l'aggravation de la situation financière des pays d'Amérique latine et un franc français à nouveau atteint de faiblesse, tels sont les événements marquants d'une semaine à nouveau agitée.

Sur le front du dollar, la monnaie américaine a, initialement, poursuivi la reprise amorcée à la fin de la semaine dernière, passant, à Paris, de 6,90 F à 7,02 F mardi 31 août, nou*veau record historique. Cette reprise* était due à la baisse générale des taux d'intérêt en Europe, qui compense le fléchissement du loyer de l'argent déclenché aux États-Unis et contribue à maintenir l'écart de rendement au profit des placements libellés en dollars.

Les jours suivants, le « billet vert » se repliait nettement, revenant à Paris un peu au-dessus de 6,90 F, et à Francfort au voisinage de 2,45 deutschemarks, soit une baisse sensible par rapport aux 2,53 deutschemarks touchés peu avant le 15 août dernier.

Puis, *in extremis*, à la veille du week-end, la rumeur persistante sur l'institution d'un franc financier à Paris déclenchait des ventes massives de francs, au point que le dollar remontait, brutalement, vendredi, de 6,90 F en début de matinée à 6,98 F en fin d'après-midi. De son côté, le mark battait son record historique à 2,8225 F. *Le calcul des mi*lieux financiers internationaux est qu'un franc financier, coexistant avec un franc commercial, comme dans la période 1971-1974, serait immédiatement déprécié d'environ 15 %. Chose curieuse, le dollar-titre, utilisé à Paris pour les transactions sur les valeurs étrangères, dont la surcote atteignait 30 % en juillet dernier à plus de 9 F, retombait vendredi au voisinage de 8 F, soit 15 % au-dessus du cours officiel.

En haut lieu, en l'absence de M. Delors, en route pour la réunion du Fonds monétaire international à Toronto, on démentait discrètement, soulignant, comme l'avait fait le ministre le mois dernier, les inconvénients du double marché, se superposant à un contrôle des changes déjà draconien. De fait, l'expérience du franc financier au début de la dernière décennie, qui avait pour but de protéger le franc contre l'afflux de dollars peu désirés, avait été considérée comme désastreuse...

Il n'en reste pas moins que la Banque a dû intervenir à nouveau pour empêcher le franc de baisser et le mark d'atteindre trop vite son cours pivot de 2,8339 F, cours fatidique aux yeux de l'étranger. Déjà, de telles interventions lui ont coûté l'équivalent en devises de 4 milliards *de francs pour la semaine du* 26 août.

Ailleurs, l'événement a été le déclenchement d'une grave crise au Mexique, où le président Lopez Portillo a nationalisé les banques privées, accusées de « saigner le pays » (22 milliards de dollars ont passé les frontières ces derniers mois), en fait menacées de faillite, et décrété que *le dollar n'aurait plus cours légal,* tout en demandant aux États-Unis, et en obtenant d'eux, une aide substantielle pour faire face à des *échéances criantes.*

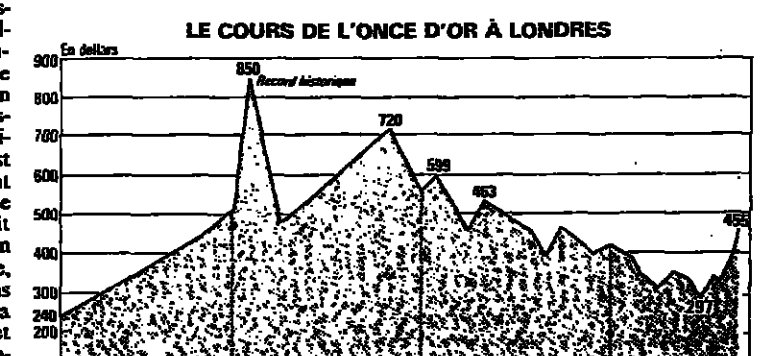
Sur le marché de l'or, dans une ambiance déjà chauffée précédemment par le reflux du dollar et des taux d'intérêt, les événements du Mexique ont avivé les craintes de nouveaux « craquements » en Amérique latine (l'Argentine notamment) et provoqué une belle ruée sur le métal jaune, dont le cours passait, *en douze heures*, d'un continent à l'autre, de 408 dollars à 455 dollars environ, dépassant les 425 dollars du vendredi 27 août et retrouvant le niveau d'octobre 1981.

A la veille du week-end, on apprenait que la compagnie canadienne *Dome Petroleum se déclarait hors* d'état d'honorer, fin septembre, une échéance bancaire de 1,35 milliard de dollars, tandis qu'une banque du Texas se trouvait en difficulté.

Du coup, les experts qui, en juin, voyaient le cours de l'once, alors à 300 dollars, tomber à 250 ou 200 dollars, pronostiquent une montée rapide à 500 dollars et plus...

FRANÇOIS RENARD.

LE COURS DE L'ONCE D'OR À LONDRES

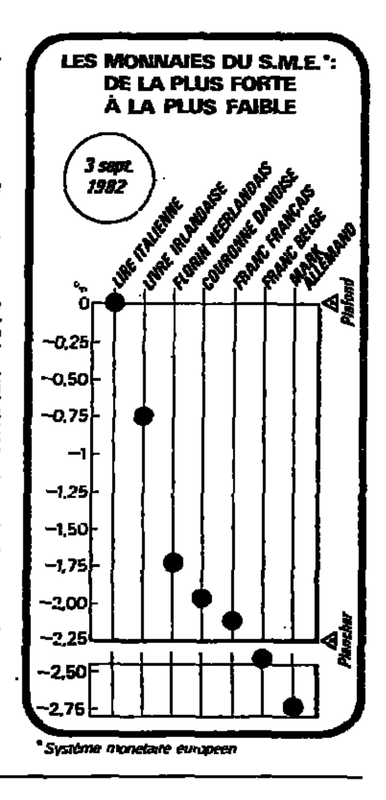


COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 AOUT AU 30 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York ...	1,7330	–	14,3472	47,7326	40,4858	2,1097	36,9208	0,0717
	1,7375	–	14,4508	47,8468	40,5186	2,1164	37,0233	0,0719
Paris	12,0790	6,9700	–	332,69	282,18	14,7046	257,33	5,000
	12,0235	6,9200	–	331,10	280,38	14,6455	256,20	4,9784
Zurich	3,6386	2,0950	30,0580	–	84,8178	4,4198	77,3490	1,5028
	3,6313	2,0900	30,2023	–	84,6839	4,4232	77,3787	1,5035
Francfort ...	4,2805	2,4700	35,4383	117,89	–	5,2109	91,1943	1,7718
	4,2881	2,4680	35,6658	118,08	–	5,2232	91,3735	1,7755
Bruxelles ...	82,1442	47,4000	6,8005	22,6252	19,1982	–	17,5004	3,4002
	82,0968	47,2500	6,8280	22,6076	19,1450	–	17,4935	3,3992
Amsterdam ..	4,6938	2,7085	38,8606	129,28	109,65	5,7141	–	1,9429
	4,6929	2,7010	39,0320	129,23	109,44	5,7164	–	1,9431
Milan	2415,80	1394,00	200,00	665,39	564,37	29,4092	514,67	–
	2415,12	1390,00	200,86	665,07	563,20	29,4179	514,62	–
Tokyo	445,38	257,00	38,9105	122,67	104,04	5,4219	94,8864	0,1843
	446,01	256,70	37,0961	122,82	104,01	5,4328	95,0388	0,1846

A Paris, 100 yens étaient cotés 2,7120 F le vendredi 3 septembre, contre 2,6957 F le vendredi 27 août.



* Système monétaire européen

Les matières premières

Nouvelle hausse de l'argent - Baisse du sucre

La baisse des taux d'intérêt a été reléguée au second plan cette semaine, éclipsée par la nouvelle envolée des prix de l'or et, par ricochet, de ceux de l'argent et du platine. Mais, après les métaux précieux ne va-t-on pas s'orienter vers d'autres matières premières en guise de placements jugés plus sûrs et moins susceptibles d'être affectés par d'éventuels remous survenant dans le système financier international ? Est-ce le prélude à un mouvement de reprise des cours des matières premières tant souhaité par nombre de pays en voie de développement ?

METAUX. – *La nouvelle flambée des cours de l'or s'est répercutée sur le marché de l'argent à Londres. Pour la première fois depuis onze mois les cours repassent au-dessus de 500 pences l'once troy. En l'espace de moins d'un mois, la hausse atteint près de 40 %. La perspective d'une reprise des ventes de métal par le Pérou, interrompues depuis le 2 juillet, en raison de prix jugés anormalement bas, n'a pas calmé les ardeurs des opérateurs.*

Le platine rejoint ses meilleurs niveaux depuis février dernier. La hausse se poursuivra-t-elle si l'U.R.S.S. est obligée de vendre du métal pour payer ses achats de céréales entre autres ?

Les cours du cuivre ont peu varié à Londres. Le marché reste toujours déprimé par le niveau élevé des stocks mondiaux.

La hausse se poursuit sur les cours de l'étain à Londres sous l'impulsion de nouveaux achats passés par le directeur du stock régulateur du Conseil international.

Reprise des cours du zinc à Londres. Un mouvement encore timide de dégonflement des stocks tend à s'amorcer, la fermeture d'une importante raffinerie britannique y a, certes, contribué, la perte étant évaluée à 10 000 tonnes. Les producteurs européens envisagent de constituer un fonds pour réduire de 10 % la capacité de production en Europe, soit de 150 000 tonnes.

CAOUTCHOUC. – *Fluctuations peu importantes des cours du naturel dans l'attente des décisions qui seront prises par l'Organisation internationale du caoutchouc. Les achats effectués déjà par le directeur du stock régulateur dépassent 2 000 000 de tonnes. Ils seront poursuivis. L'entente ne règne pas entre les producteurs au sujet de l'application de nouvelles mesures pour revaloriser les prix.*

DENREES. – *Nouveau record de baisse des cours du sucre qui reviennent pour la première fois depuis plus de quatre ans pratiquement aux alentours de 100 livres la tonne. La production mondiale 1982-1983 est évaluée par une firme britannique à 97,6 millions de tonnes, inférieure de 1,4 million de tonnes seulement à l'estimation de la campagne 1981-1982. Il faut s'attendre à une augmentation des récoltes de betteraves en Europe de l'Est (+ 500 000 tonnes), en Grande-Bretagne (+ 500 000 tonnes) et de canne au Brésil (+ 1,2 million de tonnes).*

LES COURS DU 3 SEPTEMBRE 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 846 (848) ; à trois mois, 870 (855) ; étain comptant, 7 545 (7 470) ; à trois mois, 7 480 (7 375) ; plomb, 306 (307) ; zinc, 436,50 (423) ; aluminium, 566 (557) ; nickel, 2 700 (2 775) ; argent (en pence par once troy), 506,90 (471). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 64,50 (64,35) ; argent (en dollars par once), 8,72 (8,19) ; platine (en dollars par once), 360 (343) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (55,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (330-345). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 29,85 (29,68).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, octobre, 65,90 (64,60) ; décembre, 67,90 (66,83). – **Londres** (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), octobre, 362 (370) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White Grade C, 240 (254). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, octobre, 43,70 (44).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 51,30-51,60 (51-51,30). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 199-199,50 (199,50-200).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 1 565 (1 484) ; mars, 1 615 (1 557) ; sucre, octobre, 6,72 (6,91) ; mars, 8,01 (8,10) ; café, décembre (126,50) ; mars (116,50). – **Londres** (en livres par tonne) : sucre, octobre, 100,20 (103,60) ; janvier, 108 (112) ; café, novembre, 1 265 (1 188) ; janvier, 1 137 (1 083) ; cacao, décembre, 977 (934) ; mars, 1 007 (962). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, décembre, 1 172 (1 134) ; mars, 1 120 (1 185) ; café, novembre, 1 525 (1 433) ; janvier, 1 410 (1 375) ; sucre (en francs par tonne), octobre, 1 380 (1 338) ; décembre, 1 395 (1 360). Tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne) : octobre, 160,10 (162,40) ; décembre, 164,70 (166). – **Londres** (en livres par tonne) : octobre, 122,70 (121,70) ; décembre, inch. (123,50).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, décembre, 361 3/4 (365 3/4) ; mars, 380 1/2 (383 1/4) ; maïs, décembre, 232 1/4 (229 1/4) ; mars, 247 1/2 (244).

INDICES. – Moody's, 1 009,30 (1 014,60) : Reuter, 1 529,50 (1 529,10).

Marché monétaire et obligataire

La France, timidement...

Après les Etats-Unis et, pratiquement, l'ensemble des pays européens, la France s'est engagée, timidement, dans la voie, périlleuse pour elle, de la baisse des taux d'intérêt. C'est que la santé du franc laisse *toujours à désirer, moins de trois* mois après sa dévaluation, que la sortie du blocage des prix s'engage à peine et que la Banque de France hésite à dégarnir ses créneaux. M. Jacques Delors, qui, il y a quelque temps, admettait la nécessité d'une « baisse d'un *point* », a *fini* par passer à exécution au lendemain du week-end du 28-29 août.

Par prudence, toutefois, il s'arrêta à un quart de point. En conséquence, dès le lundi, la Banque de France ramenait de 14,25 % à 14 % son taux d'intervention, et le loyer de l'argent au jour le jour, fixé à 14,50 % depuis le début d'août, revenait à 14,25 %. Soumises à une forte « incitation », les banques, dès le mercredi, réduisaient leur taux de base à 13,25 % contre 13,75 % (rappelons que la réduction précédente, de 14 % à 13,75 %, remontait au 21 juillet dernier). Comme, depuis cette date, la Banque de France avait fait baisser de 0,50 % le loyer de l'argent sur le marché monétaire *(de 14,75 % à 14,25 %), les établis*sements s'estimaient en droit d'attendre une baisse supplémentaire de 0,25 % dudit loyer. Jeudi, elles obtenaient un « rabais » de 0,125 % (1/8 %) avec un marché monétaire à 14 1/8 %.

Aux Etats-Unis, où M. Henry Kaufman, le « gourou » bien connu, a pronostiqué un arrêt de la baisse des taux, la Réserve fédérale a empêché le taux de l'argent entre banques, les Federal Funds, de *dépasser 11 % en injectant des liqui*dités. Certains n'excluent pas, toutefois, une remontée provisoire des taux, mettant en avant la révision, en hausse, des estimations pour le prochain déficit budgétaire (155 milliards de dollars contre *145 milliards) et un fort gonflement* de la masse monétaire, déjà en augmentation de 1,4 milliard de dollars pour la période précédente. Alors que les experts ne s'attendent, pour la période hebdomadaire se terminant le 25 août, qu'à une modeste *augmentation de 200 millions de* dollars, les statistiques de la FED publiées vendredi faisaient état d'un accroissement de 1,5 milliard de dollars.

Quant au déficit budgétaire, étant donné que les prêteurs, effrayés par les aventures sud-américaines et autres, se ruent sur les adjudications du Trésor fédéral, il est probable que son financement ne rencontrera guère de difficultés. Du coup, les taux d'adjudication continuent à fléchir.

Sur le marché obligataire français, l'événement de la semaine a été le lancement, au 14 septembre, du troisième emprunt d'Etat de l'année, pour un montant de 10 milliards de francs, à 15,75 % contre 16 % pour celui émis en juin 1982, et 16,20 % en janvier dernier. Le marché a jugé « modeste » la diminution du taux dans un contexte général de baisse du loyer de l'argent, et, du coup, les rendements sur le marché secondaire (en Bourse) sont remontés de 15,20 % à 15,59 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de *14,95 % à 15,30 %* pour ceux à moins de sept ans, tandis que les emprunts du secteur public variaient peu à 15,92 % contre 15,87 %, de même que ceux du secteur privé à 16,91 % contre 16,98 %, selon les indices Paribas.

Sur le front des émissions, où l'emprunt « à fenêtres » du Gaz de France (1,8 milliard de francs à dix-huit ans à 16,80 % avec option de remboursement) a été placé en deux heures, place nette a été faite pour l'emprunt d'Etat. Apparemment, ce *dernier n'est pas trop mal accueilli.* Il devrait être suivi d'une autre émission d'ici la fin de l'année, car, au seuil de l'automne, le Trésor n'aura encore recueilli que 30 milliards de francs pour combler une partie d'un déficit budgétaire supérieur à 100 milliards de francs, et il lui en faudra au moins 40.

Sur le marché secondaire, les *emprunts à taux variable* sont en très mauvaise posture, certains d'entre eux tombant en dessous du pair. C'est la conséquence de la détente générale, qui favorise, en revanche, les émissions à taux fixe.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

L'AFFAIRE TANASE

Autobiographie d'un espion

Espion, que dis-tu de toi-même ? Il *faut* l'entendre. Faut-il le croire ? Assurément le personnage central de la troublante affaire Tanase, M. Mateï Haïducu, alias « Monsieur Z », présentement protégé quelque part en France par les policiers de la D.S.T., n'invente pas tout ce qu'il dit de sa vie. Mais, s'il est volubile, il ne dit pas tout.

D'une *précision* méticuleuse *sur ses* débuts dans le « renseignement », il devient, dès que la conversation en vient à une période plus récente, un peu embrouillé, moins convaincant.

Versons cependant à ce dossier, qui n'est pas près d'être clos, ce que « Monsieur Z » a bien voulu nous dire, vendredi, à Paris.

Elégant, lunettes dorées, chevelure brune plaquée que prolonge une barbe ronde, lourde bague au doigt, bracelet-montre assez voyant, cet homme qu'on appelle encore « *Monsieur Z* » par goût de l'espionnage alors qu'il n'y a plus de mystère sur son identité légale, narre sa vie comme si rien n'en devait rester caché. Il est d'une patience professionnelle et sait que la surabondance de détails sert parfois à authentifier un discours incomplet.

Atavisme

Notre homme, comme ne disent *plus le sservices roumains, est né* à Bucarest en mai 1948. Son père, Ludovic Haïducu, n'a porté ce nom qu'à partir du début des années 50. Auparavant, il s'appelait Hirsch. Il a, comme *tant* d'autres, voulu faire oublier qu'il était juif à une époque où l'antisémitisme d'Etat commence à faire des ravages. Atavisme : papa est, pendant les dix dernières années de sa vie, l'un des quatre directeurs des services de renseignements. Son fils ne l'apprendra que plus tard. Membre du parti communiste, délivré en 1944 après sept ans de *prison*, M. Haïducu père est un communiste « croyant ». Il le tient de sa propre mère qui fut *l'un* des pionniers. Mis à l'écart en 1959, Ludovic Haïducu aura une satisfaction ultime. En janvier 1961, dit son fils, il est nommé ministre de la construction. Pas de chance : il meurt le lendemain d'un infarctus.

Mateï reste seul avec sa mère, Florika (qui avait dix-sept ans à la naissance de son *fils*), une chrétienne orthodoxe, et son jeune frère, aujourd'hui réfugié en France. Mateï fait de bonnes études secondaires dans un grand lycée de Bucarest *(« l'équivalent de Louis-le-Grand »*, dit-il). Après le baccalauréat, il est admis dans une grande école de commerce *(« l'équivalent de H.E.C. »,* dit-il), l'Académie d'études économiques, faculté du commerce extérieur. Parallèlement, il suit les cours d'une école d'ingénieurs, spécialité mécanique générale. Et, encore plus parallèlement, il suit une formation d'espion.

On est en 1969. Le jeune homme revient d'un séjour estival en France, chez une tante émigrée. Dans un an, il aura diplôme en poche. Il rêve — comme tant d'autres — d'un métier qui lui permettrait de voyager à l'étranger. De servir sa patrie, mais de loin... Quelque part un jour, quelqu'un, *au ministère du commerce extérieur*, décide de tenter une approche » subtile de Haïducu. C'est *très bien cette* attirance pour l'étranger. On pourrait l'aider, à sa sortie de l'école, à *réaliser* son rêve. *On pourrait* même l'embaucher. De contacts en dîners, de flatteries en *interrogatoires serrés*, les services roumains mettent la main sur cette ambitions.

Il finit par comprendre et accepter ce qu'on lui demande : « *M'implanter dans un pays étranger pour l'obtention de renseignements à caractère scientifique, économique et technique* ». De 1970 à 1974, il sera embauché dans une société baptisée Mecano Import-Export. Il y fait merveille. *C'est un bon vendeur. Surtout* il est à l'école de l'espionnage. Son « officier traitant » — son précepteur — *lui* fait subir une formation technique, psychologique, militaire qui durera quatre ans. Tout y passe : *« Filages et contre-filages, chiffrement et déchiffrement, transmission, pellicule molle, étude du micro-point, carbone blanc. »* Et il termine avec le grade de capitaine des services de renseignement.

« Visan »

Que faire de ce bon sujet ? Les services roumains sont dramatiquement démunis du côté de l'Afrique du Sud. Il y a *là-bas*, à l'époque, un seul Roumain et c'est un opposant au règne de Nicolas Ceaucescu. C'est entendu : Haïducu ira en Afrique du Sud. Haïducu ? Non, « Visan » : c'est désormais son nom « conspiratif ». Un surnom qu'il gardera jusqu'en août 1982.

L'Afrique du Sud ? Elle *ne* veut pas d'exilés des pays de *l'est*. On le lui fait savoir à l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris dès que, le 6 juillet 1975, *il* débarque en France.

Auparavant les autorités roumaines ont construit une « légende » autour de lui. Dans sa société on le met à l'écart. On fait semblant de l'empêcher d'aller à l'étranger. De là doit naître le pseudo « dégoût » qu'il éprouvera pour le régime. Un dégoût qui rendra crédibles, en juillet 1975, les démarches qu'il fait à Paris auprès de l'Office français pour les réfugiés et apatrides (OFPRA). Venu avec un passeport de touriste, il devient réfugié et peut circuler, à ce titre, en Europe.

Un beau jour du début de 1976, on le retrouve à Rome, au pied de la colonne Trajane. Là, *le* général Manea, directeur des renseignements au ministère de l'intérieur à Bucarest, informé du fait que, pour l'Afrique du Sud, c'est raté, lui donne l'ordre de s'implanter en France et de « *chercher dans le domaine des techniques scientifiques et de l'industrie de pointe* ».

Pour cela, il faudra devenir Français : « *devenir citoyen français c'était la mission* ». Pas étonnant si, un an *plus* tard, la « Centrale » roumaine bénit son union avec une secrétaire française. Union qui lui permettra de *devenir* Française le 14 novembre 1978 et, *surtout, d'aller* et venir librement de Paris à Bucarest et autres lieux pendant plusieurs années.

Entre *temps notre* homme a fait carrière. Après avoir été *magasinier* à Saint-Maur dans une société de commerce d'éponges (!), puis quelques mois, en 1976, prospecteur-placier pour *une* compagnie d'assurances, il décroche le bon « job » *en entrant à la société* Application mécanique de robinetterie industrielle (AMRI), dont le président est M. Jean Creissen. La société cherche un ingénieur, elle le recrute comme *simple agent* technico-commercial. Il *y restera* pendant cinq ans fournissant, dit-il, de bons tuyaux à ses honorables correspondants de Bucarest. AMRI *travaille* pour l'industrie nucléaire : ça tombe très bien car la Roumanie tente de mettre — elle aussi — sur pied une Indépendance énergétique *fondée* sur la construction de centrales nucléaires. *Que transmet-il ?* Il ne veut pas le dire. Il parle de « vannes », de « fascicules ». Allez savoir...

Tout va bien. Jusqu'en 1979. Il a alors un premier contact — bien *involontaire* — avec *la D.S.T.*, le service français de contre-espionnage. « *Vous êtes un espion* » lui dit-on. « *Vous voulez rire, prouvez-le.* » On n'y parvient pas, du moins à l'époque. A l'AMRI, il dit à qui veut l'entendre qu'il a été injustement suspecté par la D.S.T. On compatit. Il poursuit sa carrière.

Elle devient alors très confuse. Il est question de « *trafics de pistolets belges par des Palestiniens* », d'une « *affaire de sucre* ». Il dit qu'au début de 1981 *les* services roumains n'ont plus d'argent dans leurs caisses. Il dit qu'en octobre 1981, *s'il a quitté* l'AMRI (de son propre *chef*... mais avec une indemnité de licenciement de 50 000 F) c'est sur ordre des Roumains. On pourrait supposer que c'est plutôt sur ordre de la D.S.T. Il le nie.

1er avril

Que va devenir notre désormais chômeur ? Un *tueur*, voyons. Le 1er février 1981, M. Mateï Haïducu est reçu à Bucarest par le général Plesita, chef de la « Centrale », *M. Maresh*, directeur du renseignement, et M. Badescu, son « officier traitant ». La conversation roule sur les écrivains roumains exilés en France. Virgil Tanase a publié, le mois précédent, un article au vitriol dans *Actuel*. On manque de bras. « *Quels sont les moyens de les éliminer physiquement ?* » demande le général. « *Cela ferait un plaisir énorme au camarade Ceausescu.* » La mission est claire.

Claire comme la conscience de l'espion qui n'en dort *plus* la *nuit*. Tuer ? « *Jamais.* » Revenu en France, il cherche à qui s'ouvrir. Il relève « *dans l'annuaire téléphonique* » le numéro de la D.G.S.E., ancien SDECE (qui n'y figure pas). Finalement ce sera la D.S.T. Et, le 1er avril 1982 (le 1er avril !) il prend son « premier contact » pour lâcher le morceau.

On connaît la suite. La D.S.T. « *vérifie mes dires pendant neuf jours* » et met au point le faux enlèvement. Elle rêve surtout d'une opération qui déstabiliserait totalement les services roumains au point que son *chef*, le général Plesita, n'aurait plus qu'à *émigrer* à *Paris* pour sauver sa peau. Las ! des journalistes impatients lèvent trop tôt le voile sur la manipulation de « *Monsieur* Z » par la D.S.T. Il manquera le « bouquet final » de l'arrivée à Paris d'un général en déroute.

Il manque aussi, dans le récit de M. Haïducu — qui changera bientôt de nom, rassurez-vous — quelques éléments précis sur ses rapports avec la D.S.T. « *Je n'ai eu avec eux aucun rapport avant le 1er avril.* » *Ce poisson-là, Monsieur Z*, ne nous en veuillez pas si nous ne le croyons pas. Et si nous pensons que la D.S.T. n'a pas mis sept ans à découvrir votre état et n'a pas mis des mois à vous transformer en agent français au service de la déstabilisation de votre ancienne patrie. Mais, pour le reste, quelle carrière !

BRUNO FRAPPAT.

● *M. Michel Poniatowski*, ancien ministre de l'intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux Jeunes Giscardiens réunis en campus d'été à La Plagne (Haute-Savoie), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « *n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez* ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « *pitrerie* » l'affaire Virgil Tanase.

La guerre du Golfe

BAGDAD AFFIRME AVOIR « DÉTRUIT » DEUX PÉTROLIERS ET DEUX CARGOS

Les forces aéronavales irakiennes ont « détruit », samedi matin 4 septembre, quatre bâtiments, dont deux pétroliers. Croisant dans le Golfe persique, a annoncé un porte-parole militaire de Bagdad cité par l'agence irakienne I.N.A.

Les deux pétroliers attaqués dans la matinée s'approchaient du terminal pétrolier de l'île de Kharg, d'où part le gros de l'« or noir » exporté par l'Iran.

Les deux autres cargos détruits l'ont été en face du port iranien de Bandar-Khomeini, indique l'I.N.A. qui ne précise ni les noms, ni la nationalité des bateaux.

Au mois d'août, l'Irak avait décrété une zone d'exclusion militaire le long du rivage iranien du Golfe et menacé d'attaquer tout bâtiment qui y pénétrerait. Par la suite, la chasse irakienne avait pilonné à plusieurs reprises l'île de Kharg. Il y a quelques jours *toutefois*, le vice-ministre iranien du pétrole avait assuré que quatorze pétroliers s'étaient ravitailler la semaine dernière à Kharg. Dès le mois de juillet toutefois, deux cargos, un grec et un sud-coréen, avaient été touchés dans le canal de Khor-Moussa par l'artillerie irakienne.

PAS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A L'A.S. SAINT-ÉTIENNE

MM. Roger Rocher, ancien président de l'Association sportive de Saint-Etienne (A.S.S.E.), et Pierre Fourneyron, l'un des administrateurs, qui avaient demandé, au nom de huit cent cinquante-quatre membres, la réunion, samedi 4 septembre, de l'assemblée générale du club stéphanois, n'ont pas obtenu satisfaction.

Le président du tribunal de grande instance de Saint-Etienne, siégeant en référé, a déclaré, vendredi 3 septembre, « *nulle et de nul effet* » la convocation de cette assemblée.

Le magistrat a indiqué que celle-ci serait réunie à l'initiative de son président — Me Fiéloux — dès que les conditions suffisantes pour l'information des associés auront été rassemblées. Allusion à l'enquête financière en cours auprès du S.R.P.J. de Lyon, à propos de la gestion du club.

A B C D E F G

M. MARCHAIS DÉNONCE CEUX QUI, EN POLOGNE, « JOUENT LA POLITIQUE DU PIRE »

M. Georges Marchais fait connaître, dans la seconde édition de l'« Humanité-Dimanche » (datée 5 septembre) sa *position* sur les récents événements de Pologne. *Le* secrétaire général du P.C.F. « déplore profondément » que « le sang ait coulé ».

Après avoir rappelé que les communistes français « comprennent qu'un profond mécontentement existe » dans ce pays, du fait des difficultés économiques et sociales et des « restrictions des libertés », M. Marchais affirme notamment que le P.C.F. « a apprécié la publication d'un programme d'action » du gouvernement polonais le 31 août dernier et dénonce « ceux qui ne veulent pas voir la situation s'améliorer » et « jouent la politique du pire ».

LA PUBLICITÉ SUR FR 3

La publicité fera, à partir de janvier 1983, des débuts modestes sur FR 3, avec moins de dix minutes d'antenne — probablement six ou sept — par jour, soit seulement 40 % du volume enregistré sur les deux autres chaînes ; c'est ce qu'on indiquait, vendredi, au ministère de la communication (nos dernières éditions datées 4 septembre). Elle rapportera à la troisième chaîne 250 millions de francs, soit environ 10 % du total des recettes publicitaires de la télévision, qui augmenteront peu de 1982 (2,1 milliards de francs) à 1983 (2,4 milliards de francs).

Cette introduction de la publicité sur FR 3 devrait permettre aux petites et moyennes entreprises de lutter localement contre la concurrence des marques nationales : des tarifs préférentiels seront accordés aux petits annonceurs, qui devront cependant s'adapter à la spécificité de la troisième chaîne, considérée comme plus culturelle, plus jeune, plus cinéphile et moins sportive que les deux autres. Pour FR 3, ces nouvelles ressources financières permettront de créer des émissions régionales, dont la production passera de trente-cinq minutes à une heure par jour.

La presse quotidienne, qui recueille par an 3,8 milliards de francs de publicité (dont 2,7 milliards de francs pour la presse régionale), s'est alarmée de cette innovation. Mais les pouvoirs publics estiment qu'elle n'entraînera pas de préjudice : la publicité enregistrée par Télé-Luxembourg et Télé-Monte-Carlo n'a pas de conséquences pour les journaux locaux français.

LES RENDEZ-VOUS SOCIAUX

• P.M.E. : un appel au consensus
• Assurance-maladie : pas d'accroissement du ticket modérateur "dans un premier temps"

C'est par un appel — de bon sens — au consensus et par un discours sur la rigueur que les rendez-vous du premier ministre, d'un côté, et de M. Pierre Bérégovoy, de l'autre, se sont terminés vendredi 3 septembre.

Dernier des représentants syndicaux et patronaux à être reçu à Matignon, M. René Bernasconi, président de la C.G.P.M.E. a tenu un langage simple et direct qui traduit bien la dure réalité des temps et les moyens d'en sortir. Pour le représentant des P.M.E., on ne peut sortir de la crise actuelle que « *si les partenaires sociaux veulent bien donner un répit à leurs divergences, cesser les attaques qui ne sont pas constructives* ». « *Nous devons accepter d'avoir un niveau de vie qui sera peut-être amoindri par rapport aux années précédentes*, a ajouté M. Bernasconi, qui a souhaité, « *dans cette période de tempête* », une sorte de consensus social pour accepter la rigueur. « *Si nous restons divisés ou opposés les uns aux autres, alors je crain que nous ayons gaché notre dernière chance de salut.* »

Au même moment, le ministre des affaires sociales, M. Pierre Bérégovoy, tenait le langage de rigueur à la Fédération nationale de la mutualité française, puis à la FEN et enfin à la C.G.P.M.E. Le problème du gouvernement n'est pas uniquement de sortir au mieux du blocage des salaires et des prix — avec un coup de pouce partiel au SMIC et un rattrapage partiel aussi des autres rémunérations mais de combler le déficit de la Sécurité sociale d'ici à 1983.

Création d'un forfait hôtelier

Décidé à aller de l'avant, très direct avec ses interlocuteurs, M. Bérégovoy les teste sur les moyens de comprimer les dépenses de la protection sociale. Il ne cache pas sa préférence pour une réduction — en fait une moindre progression — des dépenses plutôt qu'une augmentation des cotisations.

Le ministre des afafires sociales a confirmé qu'il envisage de créer « *un forfait hôtelier* » dans les hôpitaux mettant ainsi à la charge des malades, les frais de repas et de logement : 30 à 40 F par jour avec une franchise sans doute pour les bas revenus. D'importantes économies devraient aussi être dégagées d'une meilleure gestion des hôpitaux et de l'instauration du « budget global ». Mais, M. Bérégovoy a aussi sondé à nouveau les partenaires sociaux sur l'augmentation du ticket-modérateur c'est-à-dire la participation plus grande des malades aux frais de santé, quitte à voir ceux-ci s'adresser aux mutuelles ou aux compagnies d'assurance.

M. Teulade, président de la F.N.M.F. qui, déjà en juillet, s'était oposé à l'augmentation de 30 à 35 % du ticket-modérateur — comme cela était envisagé — a obtenu à nouveau de M. Bérégovoy que « *dans un premier temps, il ne soit pas touché au ticket-modérateur* », mais, le terme de « *premier temps* » cache mal les objectifs du ministre : toute révision du ticket-modérateur est pour le moment écartée; ais, en raison des sommes importantes qu'il faut économiser ou trouver par des recettes nouvelles, — 20 à 30 milliards de francs d'ici à la fin 1983 — le ministre n'a pris aucun engagement définitif. Toutes les pistes sont défrichées et M. Teulade s'est aussi opposé à celle qui consiste à faire passer des médicaments dans la liste des produits remboursés à 40 % au lieu de 70 %, comme cela est prévu.

« *Hostile à toute instauration d'un système de protection sociale à plusieurs niveaux* », qui consisterait à faire de la mutualité un relais, au risque de pénaliser les plus démunis, M. Teulade a estimé qu'un effort de rationalisation des produits pharmaceutiques pouvait économiser, dans un premier temps, un milliards de francs et que d'autres économies étaient possibles. Il a aussi indiqué qu'un effort contributif des assurés était encore possible notamment par un déplafonnement des cotisations et un meilleur alignement des régimes spéciaux sur le régime général.

Le ministre des affaires sociales qui envisage toujours — en 1983 — de réviser la méthode de calcul des cotisations pour favoriser les entreprises de main-d'œuvre, va poursuivre ses consultations — le patronat et F.O. — en début de semaine, puis activer la recherche de selution — au sein de groupes de travail plus techniquess — avant de présenter, cet automne, un plan pour une meilleure maîtrise des dépenses de la Sécurité sociale.

JEAN-PIERRE DUMONT.

EN AOUT

Le chômage est resté inchangé aux États-Unis...

Washington *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*. — Le taux de chômage aux Etats-Unis est demeuré inchangé au mois d'août, au niveau de 9,8 % de la population *active*, le plus *élevé* qui ait été enregistré depuis la deuxième guerre mondiale (9,9 % en 1941). Selon le département du travail, le nombre de personnes sans *travail* a atteint 10,8 millions à la fin août (7,2 millions fin août 1981, soit 7,2 % de la population active). En données brutes, l'emploi a *diminué* de 210 000 pour revenir à 89,5 millions, le plus bas niveau depuis avril 1979.

« *Il n'est pas certain que le chômage ait cessé d'augmenter*, a estimé un économiste du département du travail, *car nous enregistrons encore de nombreux licenciements dans les secteurs de l'automobile et du commerce de détail.* » Le résultat observé fin août — de nombreux économistes annonçaient que le taux de 10 % serait bientôt atteint — ne doit pas être considéré avec trop d'optimisme, car il prend en compte les variations de l'emploi des étudiants.

Depuis juillet 1981, le pourcentage de la population occupant un emploi a baissé de 58,5 à 57,1 %. Les taux de chômage atteignent actuellement 18,8 % pour la population noire (contre 8,6 % pour la population blanche), 14,6 % pour les Américains d'origine hispanique, et 24 % parmi les jeunes (51,6 % pour les jeunes Noirs).

...et a légèrement augmenté en R.F.A.

Nuremberg *(A.F.P.)*. — Le nombre de chômeurs en R.F.A. a augmenté de 2 % au mois d'août, en chiffres bruts, touchant 1 797 100 personnes et représentant 7,4 % de la population active salariée, contre *7,2 % en juillet*, a annoncé, le 3 septembre, l'Office fédéral du travail. En données *corrigées* des *variations* saisonnières, le chômage frappe un *million* neuf cent huit mille personnes, soit 7,6 % *de la population* active salariée, contre 1 867 000 en juillet (+ 2,21 %).

Cette évolution *reflète en* fait un ralentissement de la hausse du chômage, puisqu'en juillet son taux d'augmentation, en données brutes, avait été de 6,5 %. L'Office *fédéral* estime, quant à lui, que le résultat *du* mois est dû, avant tout, aux *réductions* conjoncturelles d'effectifs. En *août* 1981, l'*augmentation* avait été de 5,5 %.

Les demandeurs d'emploi représentaient, il y a un an, 5,5 % de la population active salariée. *Toutefois*, sur un an, précise l'Office fédéral, le taux d'accroissement s'est nettement ralenti en août : ainsi, toujours en données brutes, le nombre de chômeurs a augmenté de 508 200 entre août 1981 et août 1982, soit 39 %, au lieu de 41 % entre juillet 1981 et juillet 1982, et 47 % entre juin 1981 et juin 1982.

● *Grève à Orly.* — La presque totalité des soixante-dix assistants de piste d'Air Inter à Orly-Ouest se sont mis en grève, le 3 septembre au soir, pour protester contre l'échec de négociations salariales avec la direction. D'après la C.F.D.T., ce mouvement a entraîné un retard de deux heures sur tous les vols. Les assistants de piste sont chargés de conduire les tracteurs qui déplacent les avions sur les parkings et d'assurer les opérations d'assistance au sol. Ils gagnent, d'après la C.F.D.T., 4 000 F (net) par mois.

UN DÉLÉGUÉ C.G.T. BLESSÉ PAR BALLE

Un ouvrier boulanger, M. Kamel Simerabet, vingt-huit ans, de nationalité algérienne, délégué C.G.T. à la société Hédé, une boulangerie industrielle d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), qui emploie près de deux cents personnes, accuse le directeur de cette entreprise, M. Dellaposta, cinquante-huit ans, d'avoir fait feu sur lui.

Les faits remontent au vendredi 3 septembre. Lorsqu'il quitte son domicile, rue de Lyon, dans le douzième arrondissement de Paris, vers 2 heures du matin, M. Simerabet constate qu'on a crevé les pneus de son automobile. Tandis qu'il s'affaire à changer de roues, il est d'abord frappé d'un coup de crosse, puis blessé d'un coup de fusil de chasse. Transporté à l'hôpital Rothschild, M. Simerabet a pu regagner son domicile dans la soirée du vendredi 3 septembre.

Selon la victime, « *c'est le délégué syndical qu'on a cherché à tuer* ». Ces jours derniers, un conflit avait pris naissance à la société Hédé, après qu'une pétition réclamant un treizième mois de salaire, la semaine de trente neuf heures et l'octroi d'une prime d'ancienneté eût circulé, signé par la majorité du personnel, composé en grande partie de ressortissants africains.

A la 4e brigade territoriale, chargée de l'enquête, on se refusait, ce samedi matin, à fournir quelque précision que ce soit sur cette affaire, se bornant à indiquer que M. Dellaposta était toujours entendu par les policiers.

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1982 a été tiré à 514 806 exemplaires.